



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
5 mars 2012
Français
Original: Anglais

Comité des droits de l'enfant

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 44 de la Convention

**Deuxièmes rapports périodiques des États parties devant être
soumis en 1997**

Malte*

[5 mai 2010]

* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I Introduction	1–24	4
A. Contexte	4–16	4
B. Ratification des instruments internationaux.....	17–24	7
II. Mesures d'application générale	25–121	9
A. Mesures visant à harmoniser la législation et la politique nationales avec les dispositions de la Convention.....	26–67	9
B. Domaines prioritaires des politiques de l'enfance à Malte	68–78	15
C. Application de la Convention	79–91	17
D. Recueil systématique de données relatives aux enfants.....	92–99	19
E. Dépenses sociales en faveur des enfants.....	100–101	20
F. Mesures prises ou envisagées pour assurer la diffusion de la Convention	102–109	20
G. Formation des professionnels	110–121	22
III. Définition de l'enfant	122–145	24
IV. Principes généraux	146–160	28
A. Non-discrimination	146–153	28
B. Intérêt supérieur de l'enfant.....	154–155	29
C. Droit à la vie, à la survie et au développement	156	29
D. Respect de l'opinion de l'enfant	157–160	30
V Libertés et droits civils	161–168	30
A. Nom, nationalité et préservation de l'identité.....	161	30
B. Protection de la vie privée	162	30
C. Accès à l'information	163–166	30
D. Droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	167–168	31
VI. Milieu familial et protection de remplacement	169–276	31
A. Orientation parentale	169–182	31
B. Responsabilités parentales	183–211	33
C. Séparation d'avec les parents.....	212–223	39
D. Regroupement familial	224–235	41
E. Déplacements et non-retours illicites.....	236–240	43
F. Enfants privés de leur environnement familial	241–248	44
G. Adoption	249–252	46
H. Examen périodique du placement.....	253	47
I. Maltraitance et négligence, y compris réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale	254–255	47

J.	Informations et données statistiques complémentaires	256–275	50
VII.	Santé et bien-être	276–354	56
A.	Enfants handicapés	276–294	56
B.	Santé et services médicaux	295–327	59
C.	Sécurité sociale, services et structures de protection de l'enfance.....	328–338	69
D.	Niveau de vie	339–354	71
VIII.	Mesures de protection spéciale	355–367	76
A.	Enfants ayant affaire à l'administration de la justice pour mineurs	355–364	76
B.	Enfants victimes d'exploitation	365–367	78
Annexe – Liste des figures.....			79

I. Introduction

1. L'engagement de Malte par rapport aux objectifs de la Convention relative aux droits de l'enfant a conduit le pays à développer de façon soutenue et efficace la législation, les politiques et les services en faveur de l'enfance. L'adoption de nouveaux textes législatifs, la modification de la législation existante, l'investissement de ressources dans de nombreux services, le développement du capital humain et le renforcement de la capacité de l'administration sont des réalisations importantes qui ont permis d'accomplir des progrès significatifs. Pour garantir une application efficace de la Convention relative aux droits de l'enfant, il est fondamental de développer de façon équilibrée la législation, les politiques publiques et les services.

2. À cet égard, la mesure la plus importante a été la création du Bureau du Commissaire à l'enfance. La loi sur le Commissaire à l'enfance (Chap. 462 des lois de Malte) reflète les principes fondamentaux énoncés par la Convention. La création du Bureau du Commissaire à l'enfance constitue une avancée concrète et efficace pour le développement d'une société respectueuse des enfants, un engagement fort en faveur du respect des droits de l'enfant et un important mécanisme d'évaluation de cet engagement.

3. Le Commissaire à l'enfance s'appuie sur l'avis et l'aide du Conseil de l'enfance. Il agit dans le cadre d'une démarche transversale intergouvernementale et coordonne l'engagement des différentes institutions pour améliorer la vie des enfants. Il est également chargé de promouvoir la sensibilisation en matière de droits de l'enfant, de défendre l'incorporation de ces droits dans le cadre juridique et administratif et de contrôler les services de l'enfance. Le Commissaire à l'enfance cherche avant tout à porter la parole des enfants.

A. Contexte

Développement socioéconomique

4. Malte a beaucoup progressé ces dernières années sur le plan politique, culturel, social et économique. Ces avancées sont intervenues dans un contexte particulier: vieillissement de la population, évolution des modèles familiaux, amélioration des conditions de vie, consolidation des services de santé et d'éducation, renforcement de la tolérance par rapport à la diversité, promotion de l'égalité des genres et diversification de l'emploi.

5. Le développement socioéconomique de Malte se base essentiellement sur trois axes:

- Soutenir la croissance économique et la compétitivité grâce au développement d'une économie compétitive fondée sur la connaissance
- Préserver l'environnement naturel et urbain
- Investir sans cesse dans le capital humain et l'éducation.

6. Le Gouvernement s'emploie à créer une «économie dynamique à forte valeur ajoutée, fondée sur la compétence, le savoir-faire et l'excellence, qui soit capable d'offrir un niveau de vie élevé à tous les citoyens».¹

7. L'économie maltaise doit relever des défis majeurs et notamment réduire les déficits publics excessifs, créer de nouvelles opportunités d'emploi productif et garantir la viabilité

¹ Cadre de référence stratégique national, p. 5.

à long terme des finances publiques. Dans l'hypothèse d'une mondialisation de plus en plus accentuée, Malte sera confrontée à une concurrence rude, situation face à laquelle il faut investir de façon significative dans les secteurs productifs du pays, augmenter la productivité et améliorer les infrastructures susceptibles d'attirer l'investissement et de créer des emplois. C'est dans ce but que divers secteurs de l'économie maltaise ont fait l'objet de réformes.

Évolution démographique à Malte

8. Les enfants maltais et leurs familles sont touchés par l'évolution des facteurs politiques, socioéconomiques et culturels. La famille maltaise n'est pas isolée de son environnement. L'évolution du monde occidental montre que la vie de famille ne doit pas être tenue pour acquise. On constate, à Malte comme dans tout le monde occidental, que les jeunes se marient plus tard et que le nombre de mariages, la durée du mariage et le taux de natalité, entre autres, diminuent. Le modèle familial n'est donc plus uniforme et homogène mais variable et arbitraire.

9. Fin 2004, la population totale de Malte a été estimée à 402 668 personnes,² dont 89 745 enfants de 0 à 17 ans (43 589 filles et 46 156 garçons). L'augmentation de la population résulte de la conjonction de deux phénomènes démographiques: la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès et le solde migratoire. En fait, la plupart des couples choisissent d'avoir moins d'enfants. En 1997, il y a eu 4 835 naissances vivantes alors que ce nombre est passé à 3 686 en 2004.³ Le taux global de fécondité, qui se situait en 2004 à 1,37, soit à un niveau très inférieur au taux de 2,1, considéré comme nécessaire au renouvellement des générations dans les pays développés, ne fait que confirmer cette tendance.⁴ On observe en outre une diminution de la taille moyenne des ménages. Selon l'Enquête sur la population active du dernier trimestre 2004, la taille moyenne des ménages à Malte était de 3 personnes⁵ contre 3,07 en 2000.⁶

10. Du fait de l'évolution de l'environnement social, la proportion des naissances hors mariage a considérablement augmenté, passant de 2,2 % du total des naissances en 1992 à 14,9 % en 2002. En 2004, 18 % (697) des accouchements concernaient des mères qui n'avaient jamais été mariées (célibataires), 81 % (3 101) des mères mariées ou qui l'avaient été (veuves, séparées) et le 1 % résiduel (40) à une situation matrimoniale non spécifiée. En 2004, selon les données recueillies par le Bureau national de la statistique, sur les 697 femmes non mariées ayant accouché, 693 «bénéficiaient d'une aide chez elles pour élever leur enfant», 2 «ne bénéficiaient pas d'aide» et pour 2 autres mères, cela n'avait pas été spécifié. Ces chiffres indiquent que les mères célibataires bénéficient de l'aide de leur famille élargie, de leurs relations ou des réseaux de soutien communautaires.

11. L'évolution constante des tendances en matière de mariage contribue à modifier la structure et la dynamique de la famille et a un impact sur la vie des enfants. Le nombre de mariages était de 2 350 en 2003, dont 803 mariages civils. L'indice de séparation matrimoniale a beaucoup augmenté, passant de 100 en 1995 à 429,5 en 2002. Le nombre de mariages annulés est quant à lui passé de 3 en 1980 à 174 en 2003.

12. La population de Malte est actuellement touchée par le vieillissement. Ces changements démographiques, observés au sein d'une population vieillissante, sont

² Bureau national de la statistique – Communiqué de presse n° 217/2004.

³ Bureau national de la statistique – Enquête démographique, 2004.

⁴ *ibid.*

⁵ Bureau national de la statistique – Communiqué de presse n° 99/2005 «Journée internationale des familles», 13 mai 2005.

⁶ Bureau national de la statistique – Communiqué de presse n° 38/2000.

préoccupants car ils ont un impact social et économique majeur sur la société maltaise. Ils ont notamment pour conséquence une diminution de la proportion de jeunes dans la population active, ce qui risque de mettre en péril la protection sociale, particulièrement en ce qui concerne les retraites et la santé, si les tendances démographiques actuelles persistent.

13. En 2004, la population maltaise comptait 22,5 % d'enfants. Ce chiffre a diminué de 8,5 % par rapport à 1980. Comme le montre le tableau suivant c'est le groupe d'âge 10–14 ans qui compte le plus d'enfants, et le groupe d'âge 0–4 ans qui en compte le moins, ce qui met en évidence une diminution du taux de natalité.

Figure 1
Population enfantine, par groupe d'âge

<i>Âges</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<i>Total</i>
Tous âges confondus	198 099	201 768	399 867
0–17 ans	46 156	43 589	89 745
0–4 ans	10 469	10 106	20 575
0	2 015	2 012	4 027
1	2 060	1 843	3 903
2	2 029	1 915	3 944
3	2 142	2 166	4 308
4	2 223	2 170	4 393
5–9 ans	12 586	11 716	24 302
5	2 339	2 223	4 562
6	2 585	2 331	4 916
7	2 581	2 436	5 017
8	2 538	2 335	4 873
9	2 543	2 391	4 934
10–14 ans	14 376	13 626	28 002
10	2 731	2 534	5 265
11	2 831	2 688	5 519
12	2 912	2 742	5 654
13	2 933	2 777	5 710
14	2 969	2 885	5 854
15–17 ans	8 725	8 141	16 866
15	2 916	2 807	5 723
16	2 875	2 760	5 635
17	2 934	2 574	5 508

Source: Bureau national de la statistique – Malte n° 217/2004.

14. Le tableau ci-dessous montre qu'en 2003, 90,9 % des pères ayant des enfants âgés de moins de 17 ans avaient un emploi, contre seulement 25,8 % des mères dans la même situation. Parmi ces mères, 37,3 % travaillaient à temps partiel ou avec un horaire réduit.

15. Il convient de mentionner que 96,1 % des mères maltaises choisissent de ne pas travailler et de ne pas exercer d'activité à cause de leurs responsabilités personnelles et/ou

familiales. L'éducation des enfants demeure une des principales priorités pour la plupart des mères maltaises.

Figure 2

Statut professionnel des pères et des mères d'enfants de moins de 17 ans, 2003

<i>Statut professionnel</i>	<i>Pères</i>		<i>Mères</i>		<i>Total</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
Employés	44 740	90,9	13 240	25,8	57 980	57,7
Sans emploi	2 281	4,6	950	1,9	3 231	3,2
Inactifs	2 186	4,5	37 114	72,3	39 300	39,1
Total	49 239	100	51 291	100	100 530	100

Source: Enquête sur la population active 2004.

16. En 2003, 19,3 % des parents maltais étaient cadres, législateurs, hauts fonctionnaires ou dirigeants, 17,9 % travaillaient dans l'artisanat ou le commerce associé, 14,9 % étaient techniciens ou assimilés, 14,9 % travaillaient dans les services et la vente, 11,8 % exerçaient un métier non qualifié, 9,6 % étaient opérateurs de machines ou assembleurs, 8,2 % travaillaient comme employés de bureau et les autres travaillaient dans les forces armées, l'agriculture ou la pêche.

Figure 3

Type d'emploi occupé par les pères et mères d'enfants de moins de 17 ans, 2003

<i>Statut professionnel</i>	<i>Pères</i>		<i>Mères</i>		<i>Total</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
Temps plein	44 273	98,9	8 299	62,7	52 572	90,7
Horaire réduit	82	0,2	1 574	11,9	1 656	2,8
Temps partiel	385	0,9	3 367	25,4	3 752	6,5
Total	44 740	100	13 240	100	57 980	100

Source: Enquête sur la population active 2004.

B. Ratification des instruments internationaux

17. La loi sur l'enlèvement et la garde des enfants (Chap. 410 des lois de Malte) portant adhésion de Malte à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (1980) et à la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (1980) a été adoptée par le Parlement le 27 juillet 1999 et est entrée en vigueur le 1^{er} août 2000. Elle désigne le Directeur de la protection familiale pour assurer les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu de la Convention de la Haye. L'Autorité centrale enregistre, reçoit et traite les requêtes concernant des affaires ayant trait à l'enlèvement international d'enfants et au droit de visite transfrontière des enfants.

18. Le 7 septembre 2000, Malte a signé le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

19. Le 15 juin 2001, le Gouvernement de Malte a ratifié la Convention n° 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. Cette Convention fait suite à la Recommandation n° 190 sur les pires formes de travail des enfants, adoptée par l'OIT en 1999. Les dispositions de la Convention n° 182 (1999) ont été transposées dans diverses lois maltaises, dont la Constitution de Malte, le Code pénal, l'Ordonnance sur (la suppression de) la traite des blanches et les textes d'application prévus par la loi sur l'emploi et les relations de travail.

20. Le 9 mai 2002, Malte a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Il n'existe pas à Malte de dispositions législatives concernant la conscription ou une quelconque forme de service militaire obligatoire. Les forces armées maltaises ne recrutent que des personnes ayant atteint un âge minimum fixé à 17 ans et 6 mois. Si la personne n'a pas encore atteint cet âge minimum, ses parents ou son tuteur légal doivent donner leur consentement écrit à son enrôlement.

21. En outre, lors de la ratification du Protocole facultatif à la Convention, et conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2, Malte a déclaré qu'à l'avenir, en cas de recrutement de personnes de moins de 18 ans dans les forces armées, celles-ci ne participeraient pas aux hostilités.

22. En 2003, Malte a signé la Convention du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants. Les objets de cette convention sont les suivants:

- Définir des principes généraux à appliquer aux décisions relatives aux relations personnelles
- Établir des mesures de sauvegarde et des garanties appropriées pour assurer le bon déroulement des visites et le retour immédiat des enfants à l'issue de celles-ci
- Instaurer une coopération entre les autorités centrales, les autorités judiciaires et d'autres organes afin de promouvoir et d'améliorer les relations personnelles entre les enfants et leurs parents, et les autres personnes qui ont des liens de famille avec eux.

23. Le 24 septembre 2003, Malte a ratifié le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. L'article 248 (e) du Code pénal maltais définit la «traite de personnes» ou «traite de mineurs» comme étant le «recrutement, le transport, le transfert d'une personne, mineure le cas échéant, y compris son hébergement, son accueil ultérieur et la passation du contrôle exercé sur elle, et tout comportement facilitant son entrée, son transit, son séjour ou sa sortie du territoire d'un quelconque pays» lorsque l'objectif poursuivi est de l'exploiter pour la production de biens ou la prestation de services en violation de la réglementation du travail en matière de conditions de travail, de salaires, de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Le Code pénal prévoit également des dispositions pour lutter contre la traite des êtres humains à des fins de prostitution et/ou de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ainsi qu'à des fins d'exploitation en vue du prélèvement d'un quelconque organe anatomique.

24. Le 14 octobre 2004, Malte a également adhéré à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, du 29 mai 1993. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} février 2005.

II. Mesures d'application générale

25. Lors de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989, Malte a formulé le 30 septembre 1990 une réserve à l'article 26. En mai 2000, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a examiné le rapport initial sur l'application de la Convention, soumis par Malte en 1997. Dans ses observations finales, le Comité a recommandé à Malte de «reconsidérer la réserve formulée à l'article 26 de la Convention en vue de la retirer». Le Gouvernement maltais a retiré cette réserve le 20 juillet 2001.

A. Mesures visant à harmoniser la législation et la politique nationales avec les dispositions de la Convention

Droits constitutionnels en vigueur

26. La Constitution maltaise consacre les droits de l'enfant inscrits dans la Convention. Un certain nombre de dispositions, notamment dans les articles 2 (religion), 10 (éducation) 17 (aide sociale), 32-33 (droits individuels) et 38 (inviolabilité du domicile) protègent les droits constitutionnels, et notamment les droits de l'enfant.

Conférence de La Haye

27. Malte est devenue membre de la Conférence de La Haye le 30 janvier 1995. Elle est actuellement partie aux quatre conventions suivantes:

- Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers
- Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants
- Convention du 1^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance
- Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

Modifications importantes de la législation nationale

28. Pendant la période 2000-2004, la Chambre des représentants de Malte a adopté plusieurs lois ayant trait, directement ou indirectement, à l'enfant. Un large éventail de mesures et de modifications législatives transposant les principes de la Convention dans le droit interne maltais ont été entreprises en vue de protéger et renforcer les droits de l'enfant. Les paragraphes ci-après donnent un bref aperçu des principales mesures législatives prises.

29. **Loi sur l'égalité des chances (personnes handicapées), 2000 (Chap. 413 des lois de Malte).** Les droits des personnes handicapées, y compris des enfants, ont été juridiquement établis en 2000 par la loi sur l'égalité des chances (Personnes handicapées). Les deux principaux objectifs de cette loi sont les suivants:

- Reconnaître et protéger les droits civils des personnes handicapées et prévenir la discrimination fondée sur le handicap
- Doter la *Kummissjoni Nazzjonali Persuni b'Diżabilità* (Commission nationale des personnes handicapées) d'une personnalité juridique propre et lui confier la responsabilité de l'application de cette loi.

30. La Commission nationale des personnes handicapées, créée légalement en vertu de cette même loi, est tenue de veiller à ce que les enfants ne soient pas discriminés au motif

de leur handicap. Elle veille également à ce que les besoins individuels des enfants handicapés soient satisfaits.

31. En outre, ces dernières années, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre d'une politique d'éducation inclusive, en affectant les ressources humaines nécessaires à ce que la grande majorité des enfants handicapés reçoivent une éducation au sein des établissements d'enseignement ordinaires.

32. **Loi sur l'enlèvement et la garde des enfants, 2000 (Chap. 410 des lois de Malte).** La loi sur l'enlèvement et la garde des enfants portant adhésion de Malte à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (1980) et à la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (1980) a été adoptée par le Parlement le 27 juillet 1999 et est entrée en vigueur le 1^{er} août 2000.

33. **Loi sur les réfugiés, 2001 (Chap. 420 des lois de Malte).** La loi sur les réfugiés renferme des dispositions relatives aux réfugiés et définit les procédures concernant les réfugiés et les demandeurs d'asile. Elle développe principalement les points suivants:

- Commissaire aux réfugiés
- Commission de recours des réfugiés
- Demande du statut de réfugié
- Droits des réfugiés
- Annulation de la déclaration
- Procédures accélérées.

34. En ce qui concerne les jeunes, la loi sur les réfugiés prévoit que «tout enfant ou jeune de moins de 18 ans relevant du champ d'application de la présente loi, se trouvant dans une situation indiquant clairement qu'il a besoin de protection, est autorisé à faire une demande d'asile et bénéficie d'une aide, conformément à la loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement), au même titre que les enfants ou les jeunes visés par ladite loi».

35. **Loi sur la protection des données, 2002 (Chap. 440 des lois de Malte).** La loi sur la protection des données, portant des dispositions relatives à la protection des individus contre la violation de la vie privée découlant du traitement des données à caractère personnel, est pleinement entrée en vigueur le 15 juillet 2003.

36. La loi sur protection des données comporte des dispositions spécifiques sur les données personnelles sensibles telles que:

- L'origine raciale ou ethnique
- Les opinions politiques
- Les convictions religieuses ou philosophiques
- L'appartenance syndicale
- La santé ou la vie sexuelle.

37. **La réglementation relative au traitement des données à caractère personnel (Protection des mineurs) (Décret n° 125 de 2004)** prend spécialement en compte la vulnérabilité des mineurs dans les cas où leurs parents ou tuteurs légaux exercent le droit à la protection des données personnelles de leur enfant sans tenir compte de l'intérêt supérieur de celui-ci.

38. Dans de tels cas, les personnes agissant pour l'enfant en lieu et place des parents, comme par exemple les professeurs ou les travailleurs sociaux, peuvent traiter les données personnelles relatives à l'enfant sans avoir à demander le consentement des parents si l'obtention de ce consentement se révélait préjudiciable à l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, les parents ou tuteurs légaux sont en outre privés de l'exercice du droit d'accès aux données concernant leur enfant.

39. **La réglementation relative aux enfants et aux jeunes (Ordonnances de placement) (Décret n° 49 de 1985)** a été modifiée et les nouvelles dispositions prévoient notamment ce qui suit:

- Tout enfant ou jeune faisant l'objet d'une ordonnance de placement doit bénéficier d'un plan de protection et un travailleur social référent est chargé d'élaborer, de coordonner et de suivre la mise en œuvre et les progrès de ce plan
- Sa situation est examinée tous les six mois (ou plus souvent si nécessaire) et l'enfant ou le jeune doit être entendu à cette occasion
- Tout enfant ou jeune faisant l'objet d'une ordonnance de placement provisoire a le droit d'être représenté par un avocat lors du procès devant le Tribunal pour enfants au cours duquel sera prise l'ordonnance de placement définitive.
- Le Ministre en charge de la politique sociale peut désigner un représentant pour écouter les parents ou les personnes ayant la garde de l'enfant ou du jeune.

40. **Loi sur l'emploi et les relations de travail, 2002 (Chap. 452 des lois de Malte).** Cette loi a introduit de nouvelles dispositions applicables au secteur privé concernant le droit au congé parental, au congé de maternité et au congé pour motif urgent, dont jouissent également les travailleurs à temps partiel employés 20 heures par semaine et les titulaires d'un contrat à durée déterminée de plus de 18 mois. Le droit au congé parental sans solde est également accordé aux parents adoptifs.

41. En 2000, dans le cadre de la loi sur la promotion de la santé et de la sécurité, le Gouvernement a publié **la réglementation relative à la protection de la maternité sur les lieux de travail (Décret n° 92/2000)**, qui prévoit le droit à une semaine supplémentaire de congé de maternité sans solde. Dans la pratique, cela permet aux femmes enceintes qui travaillent de bénéficier de 14 semaines de congé et de percevoir une indemnité équivalente à 13 semaines de salaire de base. Malte a également ratifié la Convention de l'OIT n° 183 (2000) sur la protection de la maternité.

42. **Loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes, 2003 (Chap. 456 des lois de Malte).** En mars 1991, le Gouvernement maltais a adhéré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En tant que charte internationale, la Convention précise le programme d'action que les gouvernements doivent adopter en vue de garantir l'égalité entre les sexes. À la suite de l'adhésion de Malte, les ministères et organisations paraétatiques ont été chargés de mettre en œuvre les articles de la Convention relevant de leur juridiction. Cette décision a été prise le 14 août 1991, par le biais de la circulaire du Bureau du premier ministre n° 66/91.

43. Le Gouvernement s'est également engagé à revoir la loi sur la sécurité sociale afin de prendre en compte le principe de l'égalité des genres. Cette question est réglementée par la Directive 79/7/CEE de l'UE relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale, la Directive 86/378/CEE de l'UE relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale, et une partie de la Directive 86/613/CEE relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante et à la protection de la grossesse et de la maternité des femmes exerçant une activité indépendante.

44. La loi sur la promotion de l'égalité entre hommes et femmes définit de façon détaillée la discrimination fondée sur le sexe ainsi que la discrimination indirecte qui correspond aux cas où «une disposition ou une pratique apparemment neutre désavantage les personnes de l'un des sexes.» Elle renforce le principe de l'égalité de traitement et de l'égalité des chances entre hommes et femmes en matière d'accès à l'emploi. Elle interdit également la discrimination fondée sur le genre en matière d'orientation professionnelle, de formation professionnelle et de formation de reconversion. Elle prévoit l'obligation pour l'employeur de supprimer le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et de faire un rapport dans tous les cas où une discrimination présumée a été dénoncée.

45. Elle définit le harcèlement sexuel et étend cette notion aux personnes responsables de tous les lieux de travail, établissements éducatifs ou lieux publics proposant des biens et services.

46. **Loi sur la probation, 2003 (Chap. 446 des lois de Malte).** Une nouvelle loi sur la probation a été votée pour remplacer la loi sur la probation des délinquants de 1957. L'adoption de la nouvelle loi a pour principal objectif de mettre les services de probation en adéquation avec les progrès réalisés ces dernières décennies, notamment en introduisant le service communautaire pour les délinquants et l'octroi de dommages et intérêts aux victimes d'infractions.

47. **Loi sur le Commissaire à l'enfance, 2003 (Chap. 462 des lois de Malte).** La loi sur le Commissaire à l'enfance comporte quatre volets, extraits de la Convention relative aux droits de l'enfant:

- Protection des enfants et des jeunes
- Promotion des droits de l'enfant
- Fourniture de services destinés aux enfants et aux jeunes
- Participation des enfants et des jeunes.

48. La loi sur le Commissaire à l'enfance donne pouvoir au Commissaire pour enquêter sur les plaintes, formuler des recommandations et encourager les études d'impact sur les enfants et l'établissement d'avis de conformité ou de non-conformité. Cela signifie que si une personne ou une entité ne respecte pas les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Commissaire à l'enfance peut déterminer la nature de l'infraction et recommander une action corrective.

49. Le Code civil (Chap. 16 des lois de Malte) a été modifié en vertu de la loi n° XVIII de 2004, en vue de supprimer la distinction entre enfants légitimes et enfants illégitimes et de remplacer systématiquement l'expression «enfant illégitime» par l'expression «enfant né hors mariage». Un mécanisme juridique permettant au père d'un enfant, qu'il soit né dans le cadre du mariage ou hors mariage, de reconnaître l'enfant est également mis en place. Dans le système précédent, un homme pouvait se présenter devant un notaire avec le certificat de naissance de l'enfant et déclarer qu'il reconnaissait l'enfant comme sien. Pour pouvoir reconnaître l'enfant comme sien, le père doit désormais obtenir le consentement de la mère et présenter une lettre officielle en ce sens. En outre, si l'enfant est devenu adulte, il sera informé avant qu'il soit décidé de procéder ou non à la reconnaissance.

50. **Loi sur la profession de travailleur social, 2004 (Chap. 468 des lois de Malte).** La loi sur la profession de travailleur social porte des dispositions réglementant la profession de travailleur social et créant le Conseil professionnel des travailleurs sociaux.

51. Elle définit en son article 5 les rôles du Conseil, à savoir, notamment:

- Recenser et, si nécessaire, faire une évaluation des normes existantes en matière de travail social

- Examiner les demandes d'équivalence et de validation des qualifications en matière de travail social, traiter les dossiers et formuler des recommandations au ministre concerné
- Examiner les demandes d'autorisation d'exercer la profession de travailleur social à Malte, traiter les dossiers et formuler des recommandations au ministre concerné sur l'octroi ou le refus de l'autorisation
- Tenir à jour un registre officiel de tous les travailleurs sociaux.

52. **Modifications apportées au Code pénal.** Faisant suite aux modifications du Code pénal, un livre blanc intitulé «Pour une administration judiciaire plus performante et plus rapide» doit être présenté par le Ministère de la justice et de l'intérieur en janvier 2005. Ce livre blanc, qui sera soumis à la consultation publique, concerne tout particulièrement les témoignages et les preuves fournies par les enfants dans les affaires pénales.

53. **Projet de loi sur la profession de psychologue.** Le projet de loi sur la profession de psychologue est en cours de finalisation. Il porte des dispositions réglementant la profession de psychologue et créant le Conseil professionnel des psychologues.

54. **Projet de loi sur la violence familiale.** Une équipe d'intervention coordonnée a été mise en place en mars 2000 au sein du Ministère de la politique sociale, afin de mieux coordonner les services auxquels peuvent s'adresser les victimes de violence familiale et d'identifier les services qu'il pourrait être nécessaire de créer. Cette équipe a élaboré des recommandations à l'usage des fonctionnaires de police sur la conduite à tenir dans les affaires de violence familiale.

55. Le 22 juillet 2004, le Ministre de la famille et de la solidarité sociale a présenté le projet de loi sur la violence familiale en première lecture au Parlement. Ce projet de loi vise à prendre des dispositions spéciales concernant la violence familiale, créer la Commission sur la violence familiale et définir les modalités de désignation d'un ou plusieurs organismes responsables de l'élaboration de programmes préventifs, thérapeutiques et curatifs. Il prévoit également les modifications à apporter au Code pénal et aux codes du droit civil.

56. **Le Code de déontologie de la radiotélédiffusion pour la protection des mineurs (Décret n° 160 de 2000)** est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2000 en vertu de la loi sur la radiotélédiffusion (Chap. 350 des lois de Malte). Selon ce code, un mineur est une personne de moins de 16 ans. Le code définit des mesures de protection concernant les émissions pornographiques et violentes, les émissions qui compromettent le bon développement des mineurs, la publicité et le téléachat visant les mineurs, la publicité mensongère, les récompenses, la participation de mineurs à des émissions, les présentateurs mineurs, les témoignages de mineurs et les horaires restreints de diffusion.

57. **La réglementation relative aux jeunes (Emploi) (Décret n° 440 de 2003)**, est entrée en vigueur en vertu de la loi sur l'emploi et les relations de travail (Chap. 452 des lois de Malte) pour:

- Interdire le travail des enfants
- Fixer l'âge minimum d'admission à l'emploi à l'âge correspondant à la fin de la scolarité à plein temps obligatoire
- Réglementer le travail des adolescents et des jeunes
- Veiller à ce que les employeurs fassent en sorte que les jeunes bénéficient de conditions de travail adaptées à leur âge et soient protégés contre l'exploitation économique et contre tout travail susceptible de porter atteinte à leur sécurité, à leur

santé ou à leur développement physique, mental, moral ou social, ou encore de compromettre leur éducation.

58. Cette réglementation s'applique à toute personne de moins de 18 ans titulaire d'un contrat de travail ou ayant une quelconque autre forme de relation de travail avec un employeur.

59. **L'ordonnance n° 398 de 2004, intitulée Ordonnance relative à l'adoption internationale (Définition), 2004** a mis la législation maltaise en conformité avec la Convention de la Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

60. Aux termes de cette ordonnance, on entend par adoption internationale une adoption, réalisée à Malte ou dans un État figurant sur la liste de l'annexe 2 de ladite ordonnance, effectuée conformément à la Convention de La Haye figurant dans l'annexe 1 de la même ordonnance, du fait de laquelle un enfant dont la résidence habituelle se trouve dans l'un des États signataires de ladite Convention a été, est ou sera déplacé vers un autre État signataire, soit après son adoption dans son État d'origine par un couple marié ou par une personne dont la résidence habituelle se trouve dans l'État de destination, soit aux fins d'une telle adoption, à réaliser dans l'État de destination ou dans l'État d'origine, sous réserve que toutes les conditions de ladite ordonnance aient été remplies.

61. Selon cette ordonnance, une adoption n'est dite internationale que si:

- Elle crée un lien permanent parent-enfant
- Elle est réalisée en conformité avec la Convention.

62. Le Département de la protection de la famille a été désigné comme Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

63. **Règlement du Conseil 2201/2003: Compétence et reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale.** Le règlement du Conseil de l'Union européenne 2201/2003, plus connu sous le nom de «Bruxelles II bis», est un règlement complexe ayant vocation à résoudre les conflits de juridiction et les problèmes posés par l'exécution des décisions de justice dans tous les États membres de l'Union Européenne, à l'exception du Danemark.

64. Ce règlement s'applique notamment aux matières civiles relatives au divorce, à la séparation de corps ou à l'annulation du mariage, ainsi qu'à «l'attribution, l'exercice, la délégation, le retrait total ou partiel de la responsabilité parentale». Il ne s'applique pas aux matières telles que l'adoption, la filiation, les obligations alimentaires, la succession, les infractions pénales commises par des enfants, l'émancipation et les noms et prénoms de l'enfant.

65. En termes de responsabilité parentale, le règlement concerne notamment le droit de garde et le droit de visite, la tutelle et la curatelle, la représentation de l'enfant et l'administration de ses biens, le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou dans une institution.

66. Ce règlement a notamment pour objectif spécifique la reconnaissance et l'exécution du droit de visite et des décisions entre les pays, facilitant ainsi la résolution des affaires d'enlèvement international d'enfants. À cet égard, le règlement complète la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

67. Il prévoit la mise en place d'un système dans lequel le juge qui a rendu la décision accordant le droit de visite délivre un certificat, en vertu duquel le droit de visite est reconnu et jouit de la force exécutoire dans tous les États membres de l'UE. Chaque État membre désigne une ou plusieurs autorités centrales aux fins de faciliter la communication

et la coopération entre les autorités des différents États. À Malte, l'Autorité centrale en vertu du règlement Bruxelles II bis est également chargée de satisfaire aux obligations imposées par la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, dans la mesure où aussi bien la Convention que le règlement traitent des affaires d'enlèvement international d'enfants et s'efforcent de travailler en harmonie avec les lois et les procédures de divers pays.

B. Domaines prioritaires des politiques de l'enfance à Malte

68. Pendant la période faisant l'objet du présent rapport, la protection sociale et l'éducation ont été les deux domaines prioritaires de la politique de l'enfance.

Protection sociale

69. Certains objectifs stratégiques fixés par le Ministère responsable de la politique sociale, mettent particulièrement l'accent sur la protection des familles et des enfants à travers:

- Le développement continu de services sociaux personnalisés et l'amélioration du généreux filet de sécurité qui protège tous les secteurs de la société maltaise, et notamment les enfants, les familles et les personnes les plus vulnérables, afin de garantir à tous les citoyens maltais un niveau de vie décent
- La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la promotion de l'intégration sociale et de l'égalité des chances.

70. Ces objectifs stratégiques ont été et sont encore actuellement poursuivis par le biais des initiatives suivantes:

- La reconnaissance légale des droits de l'enfant, l'engagement de l'État à mettre à la disposition des enfants les services de qualité nécessaires à leur pleine intégration et à leur sain développement, l'adoption d'une nouvelle législation spécifique portant notamment sur le placement en famille d'accueil, l'adoption et la protection de l'enfance
- L'application des acquis sociaux de l'UE, actuellement en cours, visant à garantir que tous les citoyens maltais, y compris les enfants, jouissent de tous les avantages et droits dont bénéficient les citoyens européens
- La restructuration des missions de réglementation et de prestation de services des services sociaux personnalisés afin de mieux prendre en compte les tendances émergentes et les problèmes sociaux
- L'amélioration de la structure actuellement en charge de la législation sur l'égalité des chances
- Le renforcement de la mise en œuvre des politiques en faveur de la famille afin d'aider les hommes et les femmes à assumer de manière équilibrée leurs responsabilités familiales et professionnelles
- La reconnaissance du droit des victimes de violence familiale à la sécurité et à la jouissance des biens de la famille, l'adoption d'une législation sur la violence familiale et l'aide aux structures d'hébergement pour les personnes victimes de violence familiale
- L'adoption de normes et la mise en place d'une coordination entre les différentes institutions prestataires de services avec une mention particulière pour celles qui

interviennent dans le domaine des drogues et de l'alcool qui feront l'objet d'une politique spéciale

- L'amélioration continue de la législation sociale, notamment par le biais de l'adoption d'une loi faisant du Département des normes de protection sociale l'organe régulateur des services de protection sociale personnalisés, de la révision de la loi sur la sécurité sociale intégrant des modifications conformes aux décisions du gouvernement concernant l'avenir du nouveau système de retraite, de la réforme des pensions d'invalidité et de la révision de la loi sur les loyers.

Éducation

71. Le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi a défini son plan de réforme du secteur de l'éducation afin de procéder à une analyse, mener une réflexion et formuler des recommandations sur les questions importantes dans ce domaine. Le ministère a décidé de réformer les secteurs suivants:

- Éducation et prise en charge de la petite enfance
- Assiduité scolaire
- Gouvernance
- Autonomie
- Orientation professionnelle
- Inscription à l'Université et certificat de fin d'études secondaires (MATSEC)
- Éducation inclusive et spéciale
- Enseignement supérieur
- Compétences de base pour la vie d'adulte
- Formation continue

72. En 1999 le Ministère de l'éducation a élaboré sa Politique nationale de protection de l'enfance – procédures applicables aux établissements scolaires. Cette politique définit également les procédures et les recommandations que tous les employés sont tenus de respecter.

73. Le Programme pour des établissements scolaires sûrs a été mis en place en 2000. Il englobe trois volets correspondant à trois politiques en faveur des élèves et des étudiants. Le premier volet correspond à la Politique ministérielle sur la maltraitance des enfants («Protection de l'enfance – procédures applicables aux établissements scolaires»). Les Services de la sécurité de l'enfance s'occupent du problème de la maltraitance des enfants. Ils ont commencé à fonctionner peu de temps après la mise en place de cette politique, dont le texte a été distribué à tous les professeurs. Toutes les écoles publiques et privées sont tenues de l'appliquer. Les services organisent notamment des actions pour les professeurs, les parents et les élèves de différents groupes d'âge. Les élèves qui ont subi le traumatisme de la maltraitance sont suivis individuellement aussi longtemps que nécessaire.

74. Le deuxième volet correspond à Politique de lutte contre l'intimidation. L'équipe chargée de la politique de lutte contre l'intimidation a mis au point des programmes de sensibilisation, de prévention et d'intervention ciblant les professeurs, les parents et les enfants des établissements d'enseignement primaire et secondaire. Ces divers programmes sont adaptés aux différents groupes d'âge. Le programme de sensibilisation a également été proposé aux parents, aux conseils locaux, aux centres paroissiaux et aux groupes de citoyens, sur demande. Les programmes destinés aux élèves incluent, entre autres, un

travail sur la conduite à tenir face à l'intimidation, ainsi que sur la tolérance et la solidarité entre élèves, conduit par les professeurs enseignant le développement personnel et social.

75. Le volet troisième correspond à la politique, intitulée «Lutte contre l'abus de substances psychotropes – procédures applicables aux établissements scolaires». Cette politique a été définie par les Services de conseil et d'orientation, en collaboration avec les forces de police. Elle porte sur la sensibilisation, la prévention et l'intervention. Des réunions ont été organisées dans les établissements scolaires pour les professeurs, les élèves et les parents. Les élèves ayant un problème lié à l'abus de substances psychotropes ont été orientés vers un programme de désintoxication.

76. Ces trois volets du Programme pour des établissements scolaires sûrs ont mené des actions de sensibilisation de l'opinion publique par le biais d'émissions de radio et de télévision.

77. Une Politique nationale de la jeunesse a été publiée en 2003. Ses objectifs sont les suivants:

- Garantir une qualité de vie adéquate
- Garantir la justice sociale
- Promouvoir l'authenticité de l'identité et de la diversité des jeunes.

78. Cette politique a été élaborée avec la collaboration de toutes les parties prenantes importantes, y compris les agences gouvernementales, les conseils locaux, les ONG et les organisations de la jeunesse. Un certain nombre de réunions de consultation ont été organisées et la politique a été largement diffusée.

C. Application de la Convention

Rôle du Commissaire à l'enfance

79. Malte a institué le Commissaire à l'enfance, légalement chargé de protéger les enfants et leurs droits. Depuis 2003, le Commissaire à l'enfance a travaillé sans relâche pour améliorer la protection des enfants et sensibiliser l'opinion publique aux problèmes concernant les enfants.

80. Les articles 3 et 4 de la loi sur le Commissaire à l'enfance définissent le Commissaire comme une institution indépendante, non partisane et politiquement neutre. Bien que le Commissaire soit administrativement dépendant du Ministre chargé de l'enfance, ni le Parlement ni le Gouvernement n'ont le pouvoir de lui donner des instructions.

Le Conseil de l'enfance

81. Le rôle du Conseil de l'enfance est de formuler des avis pour aider le Commissaire à remplir ses fonctions et à promouvoir la protection de l'enfance. Le Conseil est également chargé de surveiller le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant et des autres traités internationaux, conventions ou accords portant sur l'enfance, ratifiés ou adoptés par Malte. Trois des membres du Conseil sont des jeunes.

Recherche et élaboration des politiques

82. Le Bureau du Commissaire à l'enfance a pris part à l'élaboration des documents et initiatives suivants, sur lesquels il a donné son avis:

- Utilisation d'Internet par les enfants

- Émissions de qualité pour les enfants
- Mineurs non accompagnés – Conférence nationale sur l’immigration
- Plan national d’action sur l’intégration sociale
- Établissements d’accueil de jour pour la petite enfance
- Recommandations concernant la représentation des personnes vulnérables, à l’usage de la radiotélédiffusion.

83. **Groupe de travail sur l’utilisation d’Internet par les enfants et les jeunes.** Le Bureau du Commissaire à l’enfance a participé au Groupe de travail sur l’utilisation d’Internet par les enfants et les jeunes, créé à l’initiative du Bureau national de la statistique. Participaient également à ce Groupe de travail le Ministère de l’éducation, de la jeunesse et de l’emploi, le Ministère de la technologie de l’information et de l’investissement, l’Autorité de la communication de Malte et la police.

84. Un projet de recherche a été élaboré et un questionnaire envoyé à 5 000 enfants de 59 établissements scolaires de Malte et Gozo. Les résultats de cette étude seront prochainement publiés.

85. **Émissions de qualité pour les enfants.** Le Commissaire à l’enfance et l’Autorité de la radiotélédiffusion de Malte ont créé un groupe de travail chargé de débattre et de soumettre des propositions dans le cadre de l’article de la loi sur la radiotélédiffusion consacré à la protection des mineurs. Les deux principaux thèmes de travail ont été définis d’un commun accord: modifier l’actuelle loi en vue de mettre en place une meilleure protection des mineurs contre les diverses formes d’exploitation et d’abus et élaborer une série de recommandations concernant les émissions de qualité pour les enfants.

86. Après la tenue d’une série de réunions avec les professionnels de ce secteur, le Groupe de travail a recensé les principales difficultés rencontrées par les différents professionnels et les principaux écueils qui entravent la production locale d’émissions de qualité, favorisant ainsi l’«importation» d’émissions pour enfants produites dans d’autres pays.

87. Le Groupe de travail a élaboré des recommandations et une stratégie qui feront l’objet d’un grand débat avec toutes les parties prenantes.

88. **Mineurs non accompagnés.** En février 2005, le Ministère de la justice et de l’intérieur et le Ministère de la famille et de la solidarité sociale vont organiser une Conférence nationale sur l’immigration irrégulière. Lors de cette conférence le Commissaire à l’enfance animera un atelier et rédigera un rapport sur les enfants migrants, accompagnés et non accompagnés.

Projets

89. **Logo pour le Commissaire à l’enfance.** En septembre 2004, le Commissaire à l’enfance a organisé un concours public invitant les enfants et les jeunes de moins de 18 ans à proposer un projet de logo officiel pour le Commissaire à l’enfance. Les enfants ont participé à tous les stades du concours: proposition des dessins, choix des dessins retenus et organisation de l’ensemble du projet.

90. Le concours a contribué à faire connaître les droits de l’enfant. Pour la réalisation de leurs dessins, les élèves ont été guidés et encouragés par leurs professeurs d’éducation artistique, dans le cadre des établissements scolaires. Les participants devaient connaître les droits de l’enfant et le rôle du Commissaire. Environ 650 élèves ont participé à ce concours et 20 dessins ont été retenus par un jury désigné de manière appropriée par le Commissaire.

91. Tous les enfants et jeunes qui ont participé ont été invités par le Commissaire à venir voter pour leur dessin préféré. Le processus de vote a été entièrement organisé et animé par un groupe de jeunes avec l'aide de deux coordinateurs du Bureau du Commissaire à l'enfance. Le logo gagnant a été présenté par une jeune fille de 14.

D. Recueil systématique de données relatives aux enfants

92. Le Bureau national de la statistique (NSO) est l'institution officielle maltaise chargée d'élaborer les statistiques nationales. Il a été créé en vertu de la loi sur l'Autorité de la statistique (loi XXIV de 2000) et a remplacé le Bureau central de la statistique à compter du 1^{er} mars 2001.

93. Le Bureau national de la statistique collecte de nombreuses données et analyses concernant les enfants et ayant trait notamment aux domaines suivants:

- Naissances, décès et mariages
- Sécurité sociale
- Pauvreté et exclusion sociale (concernant en particulier les groupes vulnérables tels que les réfugiés)
- Handicap
- Indicateurs de santé
- Éducation
- Autres données de population importantes, ventilées par âge et par sexe.

94. Le Bureau national de la statistique est également chargé de coordonner les activités statistiques des autres institutions officielles de Malte.

95. En 2002, il a présenté une publication officielle intitulée *Enfants* rassemblant les statistiques officielles portant sur les enfants. Cette étude complète couvre de nombreux thèmes dont: démographie; enfants et éducation; place des enfants au sein de la société; enfants et santé; place des enfants au sein des ménages; enfants parents; enfants en situation de risque; enfants et délinquance. Le Bureau national de la statistique est chargé de publier des documents similaires dans les années à venir.

96. Un recensement national de la population sera organisé en 2005. Il fournira des informations détaillées et à jour portant sur la nationalité et le lieu de naissance, le niveau de vie, le handicap, l'alphabétisation, le statut au regard de l'emploi, le type de logement, la pratique sportive et les technologies de l'information.

97. Chaque année, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant, le Bureau national de la statistique publie un communiqué de presse attirant l'attention sur différents sujets liés à l'enfance. Le 20 novembre 2003, ce communiqué de presse insistait notamment sur la diminution du taux de natalité du pays et sur la forte diminution de la mortalité infantile. Les commentaires des chiffres indiquaient notamment que: «Les enfants représentent l'espoir de l'humanité. Ils assurent la continuité de l'espèce humaine. Ils constituent notre plus précieuse ressource et notre avenir. Les enfants sont extrêmement vulnérables. À la naissance ils sont totalement dépendants et doivent être protégés et aidés par la société afin de pouvoir se développer pleinement. Ils ont particulièrement besoin d'une protection

contre les conditions de vie dégradantes, la violence, la prostitution, la traite, l'implication dans des conflits armés, le travail des enfants et autres abus.»⁷

98. En 2004, le communiqué de presse annuel diffusé à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant a notamment insisté sur le travail des parents, l'investissement dans l'éducation et la participation à des activités extrascolaires.⁸

99. En plus du Bureau national de la statistique, les ministères et autres institutions recueillent également des données statistiques importantes concernant les enfants. Ces données sont souvent publiées dans leurs rapports annuels respectifs et autres documents.

E. Dépenses sociales en faveur des enfants

100. La période faisant l'objet du présent rapport a été marquée par une augmentation constante des dépenses sociales. Entre 2000 et 2002, les dépenses consacrées à la sécurité sociale sont passées de 17,9 % à 18,5 % du PNB. En 2001 et en 2002 les dépenses sociales en faveur de la famille et des enfants représentaient respectivement 6,3 % et 6,2 % de l'ensemble des dépenses sociales.⁹

101. Le tableau suivant indique les dépenses et les budgets alloués à divers services et départements pour la période 1999-2004.

Figure 4

Dépenses de divers services et départements (en millions de liras maltaises)

Département/service	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Prestations de sécurité sociale	170,23	175,88	194,85	190,75	194,85	206,5
Protection sociale de la famille	0,57	0,54	0,58	0,58	0,67	0,68
Éducation	38,58	40,04	46,69	47,5	51,02	49,72
Services de protection sociale et familiale (FSWS)	0,8	1,25	1,71	1,82	1,98	1,98
Total (en millions de liras maltaises)	210,17	217,72	243,84	240,66	248,52	258,20

Source: Estimations financières 2001-2004.

Note: Les chiffres en italiques correspondent à des estimations budgétaires.

F. Mesures prises ou envisagées pour assurer la diffusion des dispositions de la Convention

102. La Convention relative aux droits de l'enfant a été diffusée par différentes institutions et différents moyens.

⁷ Bureau national de la statistique – Communiqué de presse n° 178/2003.

⁸ Bureau national de la statistique – Communiqué de presse n° 217/2004.

⁹ Malte, Plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2004-6.

Traduction de la Convention

103. En 1998, le Département de la protection familiale a proposé aux Maltais une traduction non officielle de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette traduction s'est révélée particulièrement utile pour les travailleurs sociaux, les médecins, les avocats et les professeurs qui travaillent directement avec des enfants ainsi que pour les enfants eux-mêmes, qui sont directement concernés par cette Convention.

Rôle du Commissaire à l'enfance

104. Dans ses discours et apparitions publiques, Mme le Commissaire à l'enfance s'est constamment référée à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui a toujours servi de base aux débats portant sur les droits de l'enfant et les questions relatives à l'enfance. En 2004, une année après sa prise de fonction, le Commissaire à l'enfance a lancé une campagne de sensibilisation sur le rôle de son Bureau et a distribué des exemplaires du texte intégral de la Convention et de sa version destinée aux enfants, publiée par l'UNICEF.

105. Plus précisément, la diffusion de la Convention a été réalisée par les moyens suivants :

- Information et sensibilisation du public par le biais des médias locaux, de séminaires et de conférences publiques
- Éducation aux droits de l'enfant destinée, entre autres, aux fonctionnaires, aux ONG et au personnel administratif des établissements scolaires
- Réunions avec les enfants et les jeunes dans les établissements scolaires
- Autres réunions de consultation avec des enfants et des jeunes
- Concours en vue de la création du logo du Commissaire à l'enfance
- Journée des droits de l'enfant 2004

Journée mondiale de l'enfant

106. Le 20 novembre 2004, le Commissaire à l'enfance a adressé deux messages aux enfants des établissements d'enseignement primaire et secondaire. Ces messages ont été lus par des élèves. Certaines classes ont organisé un débat sur les droits de l'enfant. Le Bureau a proposé deux activités pour les enfants et les jeunes à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfant. «Les enfants ont aussi des droits!», organisée avec *Aġenzija Appoġġ* comportait un programme d'activités pour les enfants scolarisés incluant notamment un concert de deux heures organisé par les enfants ainsi que diverses activités sportives.

107. La deuxième activité a été organisée avec *Poeżija Plus*, une ONG spécialisée dans la diffusion de la littérature. Dans le cadre de divers ateliers créatifs les enfants et les jeunes ont été invités à s'exprimer sur l'importance des droits de l'enfant dans leur vie de tous les jours. Les ateliers proposaient notamment des activités de narration, travaux manuels et poésie. À la fin de l'activité, le Commissaire et un membre du Conseil âgé de 11 ans ont lu des messages spécialement préparés pour cette journée.

L'Association maltaise des travailleurs sociaux

108. L'Association maltaise des travailleurs sociaux a élaboré une présentation Powerpoint en maltais pour expliquer les droits de l'enfant tels qu'ils figurent dans la Convention.¹⁰ En 2001, cette même association a par ailleurs produit des marque-pages et

¹⁰ <http://www.masw.info/news0704.html>.

des posters sur les droits de l'enfant, dans une version adaptée aux enfants, et en a distribué auprès de tous les enfants scolarisés.

Projet d'art et de vie

109. En 2004, l'établissement scolaire et foyer salésien St. Patrick, qui accueille environ 150 garçons, a contribué à la promotion des droits de l'enfant inscrits dans la Convention des Nations Unies en produisant un marque-page dans le cadre de son *Projet d'art et de vie*. L'article 31, paragraphe 2 et l'article 39 de la Convention ont été imprimés sur ces marque-pages, qui ont fait l'objet d'une large distribution.

G. Formation des professionnels

110. Entre 2000 et 2004, l'Agence nationale du travail social, *Aġenzija Appoġġ*, a mis en place un certain nombre de projets de formation en lien avec les enfants. Il s'agit notamment des projets suivants:

- Formation à la thérapie familiale
- Conduite à tenir par rapport à des comportements agressifs
- Communiquer avec les enfants
- Surveillance clinique
- Formation sur les problèmes du handicap
- Formation sur la santé mentale dans les communautés.

111. En 2001, dans le cadre du Programme de mobilité Léonardo Da Vinci, *Aġenzija Appoġġ* a obtenu neuf bourses pour envoyer des stagiaires dans les services de l'enfance et de la famille de Richmond Borough à Londres, Royaume-Uni.

112. D'autres initiatives portaient notamment sur les thèmes développés ci-après:

Travail auprès des enfants et des familles

113. Le programme de formation *Travail auprès des enfants et des familles* s'est déroulé entre 2002 et 2004, en collaboration avec les services universitaires de Malte. Ce programme de formation intensive a été mis en place grâce à une synergie directe entre l'Université ouverte, les Services universitaires de Malte, et *Aġenzija Appoġġ*. Son objectif est d'offrir une formation post universitaire à des professionnels travaillant au contact direct des enfants et des familles.

Formations internationales

114. En 2002, deux membres du personnel d'*Aġenzija Appoġġ* ont eu l'opportunité de participer à des conférences internationales sur des thèmes jugés importants pour le perfectionnement professionnel du personnel. Ces deux personnes ont participé à la Conférence internationale sur le placement en famille d'accueil (International Fostering Conference) en Finlande et à la Conférence sur la promotion du bien-être des enfants vulnérables et le suivi des résultats obtenus (Promoting Well being and Monitoring Outcomes for Vulnerable Children) au Royaume-Uni. En 2003, deux autres membres du personnel ont participé à la Conférence sur le développement communautaire et la formation *Homestart* (Conference on Community Development and the Homestart Training) au Royaume-Uni.

Formations portant sur la violence familiale

115. Entre 2002 et 2003 *Aġenzija Appoġġ* a bénéficié des services de consultants du Commonwealth pour organiser des sessions de formation portant sur la violence familiale. Un certain nombre de professionnels locaux travaillant dans le domaine de la violence familiale ont été invités à participer à la première session qui s'est déroulée en novembre 2002. Une deuxième session a eu lieu en avril 2003, ciblant également des fonctionnaires de la justice et de la police.

116. Au-delà de l'acquisition d'un savoir-faire professionnel, ce programme de formation intensive d'une semaine a permis de favoriser une collaboration plus étroite entre les cadres locaux.

Évaluation des enfants et des familles

117. En juillet 2002, dans le cadre de son engagement continu en faveur du développement de l'évaluation dans le domaine des services de l'enfance, *Aġenzija Appoġġ* a collaboré avec Mme. le professeur Jane Aldgate, et Mme Wendy Rose, de l'Université ouverte, pour organiser trois sessions de formation portant sur le dispositif d'évaluation des enfants en difficulté et de leurs familles.

Formation portant sur la protection de l'enfance

118. Ce programme de formation comporte quatre modules. Il est proposé au personnel des diverses unités de l'Agence nationale de fourniture de services sociaux. Ces unités incluent les Services de protection de l'enfance, le Service en charge des enfants placés, l'Unité du placement familial et le Programme *Ulied Darna*. Ce programme de formation s'adresse également au Service en charge de la sécurité de l'enfance, aux fonctionnaires de police, aux professionnels de santé et aux travailleurs sociaux intervenant dans les écoles religieuses.

Formation portant sur la médiation familiale

119. *Aġenzija Appoġġ* a également investi pour améliorer les compétences de ses services en matière de médiation, en permettant à six de ses employés de participer à une formation organisée par *Malta Dispute Management Ltd*. Bien que le Service de médiation en cas de séparation ait cessé de fonctionner, il a semblé important de continuer à améliorer les compétences professionnelles du personnel des services de protection sociale dans ce domaine.

Programme de formation des personnes assurant l'accueil des enfants placés

120. Mi-2002, *Aġenzija Appoġġ* a créé et mis en fonctionnement le Service de soutien intensif. En deux ans, l'effectif de ce service passera à 24. L'Agence, prenant en compte la disparité de compétences de ces travailleurs, a organisé pour eux un programme de formation de 13 sessions. Ces sessions ont porté sur les compétences de base nécessaires, le savoir-faire, les pratiques professionnelles et le *modus operandi* de l'Agence.

Séminaire sur les nouveaux besoins des enfants placés

121. Une demi-journée de séminaire sur les nouveaux besoins des enfants placés a rassemblé un certain nombre de professionnels locaux et de personnes assurant l'accueil de ces enfants, pour débattre des besoins des enfants placés en institution ou en famille d'accueil. Non seulement ce séminaire fait partie intégrante du perfectionnement professionnel mais il a aussi été une occasion exceptionnelle pour échanger idées et points de vue concernant le *modus operandi* des divers services locaux.

III. Définition de l'enfant

Dispositions relatives à l'âge minimum légal dans la législation nationale

122. Dans la théorie comme dans la pratique, pour l'élaboration de la législation, des politiques et des services, il est généralement admis de définir un enfant comme étant une personne âgée de moins de 18 ans. Parfois, cet âge peut être différent, en fonction du champ d'application de la législation, de la politique qui doit être mise en œuvre et des services fournis. Les nouvelles dispositions légales relatives aux limites d'âge ont été adoptées dans le respect de la Convention. La définition de l'enfant est abordée de manière plus détaillée dans le rapport initial soumis par Malte. Les informations fournies ci-dessous constituent une mise à jour et apportent des éclaircissements.

123. Selon le Code civil¹¹, un mineur est une personne, de sexe masculin ou féminin, n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans,¹² et l'âge de la majorité est fixé à 18 ans révolus.¹³ Cela correspond également à l'âge auquel prend fin de plein droit l'autorité parentale¹⁴, excepté dans les cas où certaines conditions, établies par la loi, se réalisent avant que le mineur n'ait atteint l'âge de la majorité.¹⁵

124. Selon l'article 2 de loi sur le Commissaire à l'enfance¹⁶, un enfant est une «personne n'ayant pas atteint la majorité».¹⁷ Si l'âge limite supérieur est clairement défini, aucune mention n'est faite de l'âge auquel commence l'enfance. Néanmoins, dans les missions du Commissaire à l'enfance figure, entre autres, la promotion des normes applicables à la protection spéciale et aux soins, y compris en ce qui concerne la protection juridique appropriée de l'enfant, avant et après sa naissance.¹⁸

125. Dans ses observations finales sur le rapport initial soumis par Malte, le Comité des Nations Unies s'est dit préoccupé par la question de l'âge minimum légal de la responsabilité pénale. L'âge en dessous duquel il y a exonération de la responsabilité pénale pour tout acte ou omission demeure fixé à 9 ans.¹⁹ Les mineurs de moins de 14 ans sont exonérés de la responsabilité pénale pour tout acte ou omission commis sans intention de nuire.²⁰ Néanmoins, le tribunal peut citer à comparaître le parent ou la personne responsable de l'éducation du mineur et, si l'infraction présumée commise par le mineur est prouvée, exiger que le parent ou la personne responsable du mineur surveille sa conduite, faute de quoi des sanctions seront appliquées.²¹

126. En 2002, des dispositions juridiques relatives aux génocides, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre ont été introduites dans le Code pénal.²² Aux termes de l'article 54D(e), sont considérés comme crimes de guerre la conscription ou l'enrôlement d'enfants âgés de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ainsi que l'utilisation

¹¹ Chap. 16 des lois de Malte.

¹² Code civil, art. 157.

¹³ Code civil, art. 188 (1).

¹⁴ Code civil, art. 150 (b).

¹⁵ Code civil, art. 150.

¹⁶ Chap. 462 des lois de Malte.

¹⁷ Loi sur le Commissaire à l'enfance, art. 2.

¹⁸ Loi sur le Commissaire à l'enfance, art. 9 (h).

¹⁹ Code pénal, art. 35 (1).

²⁰ Code pénal, art. 35 (2).

²¹ Code pénal, art. 35 (3).

²² Chap. 9 des lois de Malte.

de ces enfants pour participer activement aux hostilités. Ces dispositions reflètent celles de la Convention de Genève du 12 août 1949.

127. En 2002, des dispositions établissant qu'il est illégal de prendre, laisser prendre, distribuer, montrer ou posséder des photographies, des films, des enregistrements vidéo ou des images électroniques indécentes mettant en scène des mineurs²³ ont également été introduites dans le Code pénal. Des peines plus lourdes ont été introduites dans le cas où ces infractions sont commises par un ascendant, par consanguinité ou alliance, par le père ou la mère adoptifs, par le tuteur ou toute autre personne chargée des soins, de l'éducation, de l'instruction, du contrôle ou de la garde du mineur mis en scène sur la photographie, le film, l'enregistrement vidéo ou l'image électronique ou lorsque le mineur concerné n'a pas encore atteint l'âge de 9 ans.²⁴

128. Le Code pénal comprend également des dispositions relatives à l'infanticide d'un enfant de moins de 12 mois, l'abandon ou l'exposition d'un enfant de moins de 7 ans et les mauvais traitements ou la négligence commis sur enfant de moins de 12 ans.²⁵

129. La loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement)²⁶ précise que les ordonnances de placement sont automatiquement révoquées lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans. Toutefois, une ordonnance de placement ne peut être prise en vertu de cette loi que si l'enfant a moins de 16 ans.

130. Conformément aux dispositions du Code civil, seuls les enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans peuvent faire l'objet d'un décret d'adoption, sauf dans le cas où l'adoptant potentiel est le père ou la mère biologique de l'enfant.²⁷ En outre, si l'enfant à adopter a atteint l'âge de 14 ans, son consentement doit être obtenu avant le prononcé du jugement d'adoption.²⁸

131. Selon la loi sur la sécurité sociale²⁹, un enfant est une personne de moins de 16 ans.³⁰ Tous les enfants de moins de 16 ans ouvrent droit aux allocations familiales. Ces allocations sont versées au chef de famille, sous condition de ressources, si celui-ci peut apporter la preuve qu'il assure l'entretien de l'enfant et en a la garde.³¹ Les enfants âgés de plus de 16 ans et de moins de 21 ans au chômage, inscrits comme demandeurs d'emploi, ne bénéficiant d'aucune autre prestation versée au titre de la loi sur la sécurité sociale, peuvent également ouvrir droit aux allocations familiales.³²

132. La prestation pour enfant placé a été créée en 2002.³³ Cette prestation est un droit pour tout enfant placé en institution ou en famille d'accueil. Elle n'est pas soumise à condition de ressources et son montant est forfaitaire. Si l'enfant n'exerce pas d'activité rémunérée, cette prestation continue à être versée après que l'enfant a atteint l'âge de 16 ans et jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ans.³⁴

²³ Code pénal, art. 208 A (1).

²⁴ Code pénal, art. 208 A (3).

²⁵ Code pénal, art. 245 à 248.

²⁶ Chap. 285 des lois de Malte.

²⁷ Code civil, art. 115 (2).

²⁸ Code civil, art. 115 (3).

²⁹ Chap. 318 des lois de Malte.

³⁰ Loi sur la sécurité sociale, art. 2.

³¹ Loi sur la sécurité sociale, art. 76.

³² Loi sur la sécurité sociale, annexe 14, partie VI.

³³ Loi sur la sécurité sociale, art. 76A.

³⁴ Loi sur la sécurité sociale, annexe 14, partie VIII.

133. L'allocation pour enfant orphelin³⁵ est versée à toute personne assurant l'entretien d'un enfant âgé de moins de 16 ans à la suite du décès de ses deux parents. En plus de l'allocation pour enfant orphelin, la personne peut également bénéficier des allocations familiales. De plus, une allocation complémentaire pour enfant orphelin³⁶ est également versée aux personnes assurant l'entretien d'un enfant orphelin âgé de 16 à 21 ans dès lors que ses revenus ne dépassent pas le salaire minimum national en vigueur l'année concernée.

134. L'allocation pour enfant handicapé³⁷ est versée aux personnes qui ont la garde effective d'un enfant âgé de moins de 16 ans présentant certains handicaps. Cette allocation est soumise à condition de ressources concernant le revenu des parents. Elle continue à être versée après le 16^e anniversaire de l'enfant, sauf lorsque celui-ci a droit à une pension d'invalidité (également accordée au titre de ladite loi) ou exerce une activité rémunérée.

135. Conformément à la loi sur les réfugiés³⁸ de 2001, les demandeurs d'asile qui déclarent avoir moins de 18 ans et ne sont pas accompagnés de leurs parents ou d'un tuteur ont droit à une protection spéciale. En l'absence de parents ou de tuteur légal l'État, juridiquement responsable de l'entretien et de la protection de ces enfants, prend une ordonnance de placement, conformément à la loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement).³⁹

136. Selon la loi sur les tribunaux pour mineurs⁴⁰, un enfant est une personne de moins de 16 ans. Les tribunaux pour mineurs sont compétents pour connaître des affaires mettant en cause des enfants et des jeunes.⁴¹ Si, au cours de la procédure, l'enfant ou le jeune atteint l'âge de 16 ans, le tribunal peut décider de poursuivre les auditions et de statuer sur l'affaire ou de la renvoyer devant le tribunal compétent (*Magistrates' Court*).⁴²

137. Les enfants n'ont pas qualité pour agir devant les tribunaux. La personne chargée de juger est tenue de prendre toutes les décisions en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant mais les mineurs n'ont pas le droit d'introduire une action en justice. Néanmoins, dans les cas où l'autorité parentale cesse, les mineurs sont juridiquement considérés comme adultes et ont le droit d'ester en justice. La loi considère qu'un mineur est adulte à des fins commerciales si ledit mineur a été émancipé pour exercer des activités commerciales.⁴³

138. Selon le Code de déontologie de la radiotélédiffusion pour la protection des mineurs,⁴⁴ adopté en vertu de la loi sur la radiotélédiffusion⁴⁵, un mineur est une personne de moins de 16 ans.⁴⁶ Ce code régit la radiotélédiffusion, la publicité et le téléachat ciblant les mineurs.

139. La loi sur le mariage⁴⁷ prévoit qu'un contrat de mariage établi entre deux personnes dont l'une au moins est âgée de moins de 16 ans n'a pas de valeur.⁴⁸ En outre, une personne

³⁵ Loi sur la sécurité sociale, art. 69 (1).

³⁶ Loi sur la sécurité sociale, art. 69 (2).

³⁷ Loi sur la sécurité sociale, art. 77.

³⁸ Chap. 420 des lois de Malte.

³⁹ Loi sur les réfugiés, art. 12.

⁴⁰ Chap. 287 des lois de Malte.

⁴¹ Loi sur les tribunaux pour mineurs, art. 3 (1).

⁴² Loi sur les tribunaux pour mineurs, art. 6 (1).

⁴³ Code de commerce, art. 9; Code civil, art. 156.

⁴⁴ Décret n° 160 de 2000.

⁴⁵ Chap. 350 des lois de Malte.

⁴⁶ Réglementation relative au Code de déontologie de la radiotélédiffusion pour la protection des mineurs, Règlement 31.

⁴⁷ Chap. 255 des lois de Malte.

sur laquelle s'exerce une autorité parentale ou une tutelle ne peut pas contracter un mariage valide sans le consentement des personnes qui exercent ladite autorité ou tutelle.⁴⁹ Toutefois, dans ce dernier cas, si le mariage est motivé par des raisons valables, le Tribunal de juridiction gracieuse (*Court of voluntary jurisdiction*) peut autoriser sa célébration sans le consentement de la personne exerçant l'autorité parentale ou la tutelle.⁵⁰

140. La réglementation relative aux jeunes (Emploi)⁵¹ élaborée en vertu de la loi sur l'emploi et les relations de travail⁵² prévoit que l'âge minimum d'admission à l'emploi ne peut pas être inférieur à l'âge minimum de la scolarité à temps plein obligatoire. Cette réglementation s'applique aux employés âgés de moins de 18 ans et régit le travail des enfants et des adolescents. Son objectif est de veiller à ce que les jeunes bénéficient de conditions de travail adaptées à leur âge et soient protégés contre l'exploitation économique et contre tout travail susceptible de porter atteinte à leur sécurité, à leur santé ou à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

141. La loi sur l'éducation⁵³ précise que la scolarité est obligatoire pour tous les enfants âgés de 5 ans inclus à 15 ans inclus.⁵⁴ Nul ne peut employer un enfant appartenant à ce groupe d'âge sans une autorisation spéciale, qui n'est accordée qu'après enquête justifiant son bien-fondé et uniquement si l'emploi n'est pas dangereux pour la santé ou le développement de l'enfant. Cette autorisation peut également exiger que l'enfant suive des programmes de formation alternative.

142. La législation maltaise interdit la vente d'alcool aux personnes âgées de moins de 16 ans. Des modifications législatives seront prochainement présentées au Parlement en vue d'interdire de servir de l'alcool à des enfants de moins de 16 ans et de prohiber la consommation ou la possession d'alcool par ces mêmes enfants.

143. En vertu de la loi sur le tabac (Contrôle du tabagisme), il est illégal de vendre, fournir ou distribuer, contre rémunération ou autrement, des cigarettes, des cigares, du tabac, des produits à base de tabac ou des accessoires pour fumer aux personnes de moins de 18 ans, de même qu'il est interdit de les inciter, d'une quelconque manière, à fumer.⁵⁵ Il est également interdit de fumer des cigarettes, du tabac ou des produits à base de tabac dans les salles de classe, les couloirs, les cours de récréation des établissements scolaires, des jardins d'enfants, des crèches ou des installations similaires utilisées par des enfants de moins de 18 ans.⁵⁶

144. La loi sur la violence familiale⁵⁷ ne définit pas l'enfant de manière spécifique mais elle prévoit que la violence familiale peut avoir lieu entre parents et enfants et mentionne, entre autres, les enfants conçus mais non encore nés d'un quelconque membre du ménage.

145. Depuis que Malte a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, la définition de l'âge de l'enfant fait l'objet d'un consensus général pratiquement incontesté. Toutes les nouvelles législations, politiques et services considèrent les personnes de moins de 18 ans comme des enfants et les traitent en tant que telles. S'agissant de protéger l'intérêt supérieur

⁴⁸ Loi sur le mariage, art. 3 (1).

⁴⁹ Loi sur le mariage, art. 3 (2).

⁵⁰ Loi sur le mariage, art. 3 (3).

⁵¹ Décret n° 440 de 2003.

⁵² Chap. 452 des lois de Malte.

⁵³ Chap. 327 des lois de Malte.

⁵⁴ Loi sur l'éducation, art. 2.

⁵⁵ Loi sur le tabac (Contrôle du tabagisme), art. 13 (1).

⁵⁶ Loi sur le tabac (Contrôle du tabagisme), art. 14 (1).

⁵⁷ Chap. 481 des lois de Malte.

de l'enfant, il est évidemment tenu compte de l'âge, de la maturité et de la vulnérabilité de l'enfant.

IV. Principes généraux

A. Non-discrimination

146. À Malte, les citoyens sont protégés contre toute discrimination fondée sur le sexe, la religion, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et la race par la loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes, 2004 (Chap. 456 des lois de Malte) et par le décret n° 461 de 2004, Réglementation relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi.

147. La discrimination sexuelle en matière d'emploi est interdite à Malte. L'État partie renvoie à l'article 4 de la loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes, selon lequel: «Il est interdit aux employeurs de pratiquer la discrimination, directement ou indirectement, à l'égard d'une personne lors du processus de sélection, lors du choix de la personne à embaucher, dans les termes et conditions de l'offre d'emploi ou dans la détermination des personnes susceptibles d'être licenciées». Dans cet article le mot «discrimination» est défini comme étant «la discrimination fondée sur le sexe ou les responsabilités familiales...».

148. La discrimination sexuelle en matière d'éducation est également interdite, aux termes de l'article 8 de ladite loi. Cet article précise: «Il est interdit aux établissements scolaires ou aux organismes d'orientation et de formation professionnelle de pratiquer la discrimination à l'égard d'une personne» en ce qui concerne l'accès à un quelconque cours, orientation ou formation professionnelle, l'attribution d'une aide scolaire aux étudiants et aux personnes participant à des formations, la sélection et la mise en œuvre des contenus et l'évaluation des compétences et des connaissances des étudiants et des personnes participant à des formations.

149. Tout autre traitement discriminatoire fondé sur la religion, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et la race en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'appartenance à des syndicats est interdite à Malte. À cet égard, la réglementation relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi s'applique à tous en ce qui concerne:

- Les conditions d'accès à l'emploi, notamment la diffusion des opportunités d'emploi, les critères de sélection et les conditions de recrutement, pour toutes les branches d'activité et tous les niveaux hiérarchiques, y compris en cas de promotion
- L'accès à tous les types et à tous les niveaux d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de formation professionnelle avancée, de formation de reconversion, et d'expérience professionnelle pratique
- L'emploi et les conditions d'emploi, y compris en ce qui concerne la rémunération et le licenciement
- L'appartenance à une quelconque organisation d'employés ou d'employeurs ou à une organisation dont les membres exercent une profession déterminée, la participation aux activités desdites associations et la jouissance des avantages qu'elles procurent.»

150. En ce qui concerne le traitement discriminatoire fondé sur un critère autre que le sexe, cette réglementation précise ce qui suit: «Il est interdit d'appliquer à autrui, directement ou indirectement, un traitement discriminatoire fondé sur la religion ou la foi, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou l'origine raciale ou ethnique» dans toutes les situations visées par la réglementation susmentionnée 1 (4).»

151. Le harcèlement sexuel est interdit – L'article 9 de la loi sur l'égalité entre les hommes et les femmes interdit à quiconque de harceler sexuellement autrui. Cette interdiction vise principalement les cas où une personne:

- Impose à autrui un acte d'intimité physique ou
- Demande des faveurs sexuelles à autrui ou
- Impose à autrui un quelconque acte ou comportement à connotation sexuelle, y compris des paroles, des gestes ou la production, l'exhibition ou la diffusion de textes, d'images ou tout autre support, lorsque l'acte, les paroles ou le comportement en question importunent les personnes auxquelles ils s'adressent et peuvent être raisonnablement considérés comme offensants, humiliants ou intimidants pour ces personnes.

152. La loi décrit en détail les éléments constitutifs du harcèlement sexuel et prévoit qu'il est de la responsabilité du personnel d'encadrement des lieux de travail et des établissements scolaires de ne pas tolérer que des personnes subissent un harcèlement sexuel sur leur lieu de travail.

153. En ce qui concerne la non discrimination fondée sur la «naissance», des modifications importantes ont été apportées au Code civil en vertu de la loi XVIII de 2004, éliminant toute discrimination entre les enfants nés dans le cadre du mariage et les enfants nés hors mariage. Ainsi, les parents d'enfants conçus et nés hors mariage ont maintenant vis-à-vis de ces enfants et de leurs descendants les mêmes devoirs d'entretien et d'éducation que vis-à-vis des enfants nés ou conçus dans le cadre du mariage. Lorsque les parents d'enfants conçus et nés hors mariage se marient par la suite, ces enfants sont considérés comme ayant été conçus et nés dans le cadre du mariage. Cela vaut également pour les descendants de ces enfants. En outre, les enfants conçus et nés hors mariage bénéficient du même traitement que les enfants conçus et nés dans le cadre du mariage dans d'autres domaines, et notamment en ce qui concerne les questions d'héritage.

B. Intérêt supérieur de l'enfant

154. À la suite des observations formulées sur le rapport initial de Malte, il convient de noter que le Code civil a été modifié en décembre 2004. Toutes les occurrences de l'expression «enfants illégitimes» ont été supprimées et remplacées par l'expression «enfants conçus et nés hors mariage».

155. La loi sur le Commissaire à l'enfance donne pouvoir au Commissaire pour promouvoir et défendre les droits et les intérêts de l'enfant, conformément au principe fondamental de l'intérêt supérieur de l'enfant. Ainsi, pour promouvoir la protection de l'enfance, le Commissaire est notamment chargé de sensibiliser le grand public, de diffuser l'information visant à renforcer la connaissance des droits de l'enfant et de prendre des mesures pour affirmer les droits et promouvoir les intérêts de l'enfant.

C. Droit à la vie, à la survie et au développement

156. L'article 32 de la Constitution de Malte garantit à toute personne vivant à Malte la jouissance des libertés et droits fondamentaux, y compris le droit à la vie, quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, ses croyances ou son sexe, dès lors qu'elle respecte les droits et libertés d'autrui et l'intérêt public.

D. Respect de l'opinion de l'enfant

157. Ces dernières années, il est apparu nécessaire d'accorder davantage de protection juridique à l'opinion de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires. À cet effet, en 2003, une nouvelle réglementation portant création du Bureau des médiateurs et des avocats des enfants a été adoptée.

158. Les réglementations de 2003 relatives au Tribunal civil (Section des affaires familiales), au Tribunal civil (Sections de juridiction générale) et à la *Magistrates' Court* de Gozo (Juridiction supérieure) (Section des affaires familiales) précisent qu'en cas de séparation des parents le tribunal peut, de son propre chef ou sur requête du médiateur ou de l'un des époux, désigner un avocat des enfants pour représenter l'intérêt supérieur des enfants mineurs des parties.

159. En outre, les médiateurs sont chargés d'entendre les enfants mineurs des époux ainsi que leurs avocats, afin de garantir que les enfants sont entendus, que leurs opinions sont connues et que leur intérêt supérieur est pris en compte.

160. L'importance accordée à l'opinion de l'enfant se reflète également dans d'autres domaines de la législation, tels que l'adoption et l'enlèvement international d'enfants. Dans le domaine de l'adoption, la loi maltaise prévoit que les enfants de plus de 14 ans doivent donner leur consentement pour qu'une adoption les concernant puisse être prononcée. Cette disposition vise à garantir que l'enfant ayant atteint un certain âge et maturité puisse avoir le choix s'agissant de décisions importantes pour sa vie. Cet esprit se reflète également dans la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, à laquelle Malte a adhéré en vertu de la loi sur l'enlèvement et la garde des enfants. La Convention précise clairement que l'autorité judiciaire de l'État sollicité peut refuser d'ordonner le retour d'un enfant si celui-ci s'y oppose et qu'il a atteint un âge et une maturité justifiant qu'il soit tenu compte de son opinion.

V. Libertés et droits civils

A. Nom, nationalité et préservation de l'identité

161. En plus de ce qui a été mentionné dans le rapport initial soumis en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, il convient de mentionner ce qui suit, concernant le paragraphe 73: «Cependant, lorsque la déclaration de naissance est faite par une personne autre que le père de l'enfant ou lorsqu'elle est faite par le père ou toute autre personne au moyen d'une lettre, l'officier d'état civil est tenu, dans un délai de trois jours, de convoquer le père à son bureau pour établir une déclaration contenant les mêmes renseignements.»

B. Protection de la vie privée

162. Il convient de noter que la loi sur la protection des données (loi XXVII de 2001) porte des dispositions relatives à la protection des individus contre la violation de leur vie privée découlant du traitement des données personnelles, ainsi que des dispositions relatives aux matières connexes et auxiliaires.

C. Accès à l'information

163. L'ordonnance sur la radiotélédiffusion a été abrogée. À Malte, cette diffusion est réglementée par la loi sur la radiotélédiffusion (Chap. 350 des lois de Malte) qui prévoit

que «les Services publics de radiotélédiffusion sont tenus de fournir une programmation de haute qualité couvrant l'ensemble des goûts et des intérêts du public; ils sont notamment chargés de proposer une programmation à caractère éducatif et culturel. Ils doivent adopter les méthodes contemporaines pratiquées au niveau international pour la production de leurs émissions et journaux d'information».

Recommandations à l'usage des services publics de radiotélédiffusion

164. Le Code de déontologie de la radiotélédiffusion pour la protection des mineurs a été approuvé par l'Autorité de la radiotélédiffusion et par le Ministre compétent en 2000. Il a été publié sous forme de décret la même année.

165. Depuis, l'Autorité a estimé qu'il était nécessaire de le modifier afin de renforcer la protection des enfants. Faisant suite à un document préparé par son directeur général, l'Autorité a décidé de contacter le récemment nommé Commissaire à l'enfance pour solliciter son aide en la matière. Les pourparlers ont abouti à la mise en place d'un sous-comité réunissant l'Autorité de la radiotélédiffusion et le Conseil de l'enfance en vue de mettre au point une stratégie de modernisation du Code, axée principalement sur l'élaboration de recommandations concernant les émissions de qualité pour enfants.

166. En juin 2004, le Comité de rédaction des Services publics de radiotélédiffusion a présenté un document provisoire portant sur les personnes vulnérables, dans lequel il indique qu'il mène à bien une étude sur la participation des personnes vulnérables à des émissions de radio et de télévision. Le document provisoire propose que les producteurs soient tenus de demander le consentement des parents pour la participation des enfants de moins de 16 ans à une émission de radio ou de télévision. En outre, les enfants peuvent refuser de participer, même si leurs parents les y autorisent.

D. Droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

167. Au-delà des données statistiques présentées dans le rapport initial, il est important de noter qu'aux termes de la loi sur le Commissaire à l'enfance, le Commissaire est notamment chargé de promouvoir la protection des enfants contre les atteintes à leur intégrité physique ou mentale et contre la négligence, y compris les abus ou l'exploitation sexuelle. Le Commissaire a également pouvoir, s'il le juge nécessaire, pour recueillir des informations et enquêter sur toute violation présumée des droits de l'enfant, y compris dans les cas où il y a eu décès d'enfant.

168. La loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement) prévoit que lorsqu'un enfant âgé de moins de 16 ans ne bénéficie pas des soins, de la protection et de l'orientation que l'on est raisonnablement en droit d'attendre d'un bon parent, et que cela est susceptible d'entraîner des souffrances inutiles pour le jeune ou de compromettre sérieusement sa santé et son bon développement, une mesure de protection peut être prise pour placer cet enfant ou ce jeune sous la protection du Ministre responsable de la politique sociale.

VI. Milieu familial et protection de remplacement

A. Autorité parentale

169. Les données présentées ci-dessous sont extraites de l'Enquête démographique du Bureau national de la statistique, 2004.

Structures familiales

170. Fin 2004, la population totale de Malte a été estimée à 402 668 personnes, de nationalité maltaise ou étrangère. L'évolution de la population résulte de la conjonction de deux phénomènes démographiques: la différence entre naissances et décès et le solde migratoire.

Composition

171. Tous les recensements de la population et du logement réalisés à Malte depuis 1842 ont montré que la proportion de femmes était légèrement supérieure à la proportion d'hommes. L'importance du phénomène d'émigration, concernant majoritairement les hommes, a entraîné une diminution du sex-ratio qui s'est stabilisé ces dix dernières années à une valeur moyenne de 950 hommes pour 1 000 femmes.

172. Une tendance au vieillissement affecte actuellement la population de Malte. Le vieillissement a un impact considérable sur la solidarité entre les générations, le logement, le système de sécurité sociale, le coût des soins et de la santé.

173. Selon les estimations de l'Enquête sur la population active pour le dernier trimestre 2004, un ménage comporte en moyenne 3 personnes.

174. Le nombre de bébés nés de parents maltais a diminué de 216 par rapport à l'année précédente. En 2004, 3686 naissances ont été enregistrées, contre 3902 en 2003. Le taux brut de natalité pour 2004 était de 9,46. La diminution du nombre de naissances a fait baisser le taux de fertilité à une valeur de 1,37 alors qu'il était de 1,48 en 2003.

175. Le plus grand nombre de primipares, soit 854, s'observe chez les mères âgées de 25 à 29 ans. Ce chiffre était respectivement de 508 et 331 chez les mères âgées de 20 à 24 ans et de 30 à 34 ans. Par ailleurs, 55 mères ont donné naissance à leur quatrième enfant.

176. Le nombre d'enfants nés hors mariage à Malte est en augmentation. Dans un pays où le mariage figure toujours en bonne place dans le projet de vie des jeunes, ce fait est plutôt préoccupant. En 1990, 95 naissances vivantes ont eu lieu hors mariage alors qu'en 2004 ce chiffre a été de 744, soit 19,14 % du total des naissances.

Mortalité et santé

177. La constante augmentation de la population au cours des 50 dernières années s'explique principalement par la diminution de la mortalité à presque tous les âges et notamment chez les personnes âgées. Cette augmentation étant essentiellement due à la diminution du taux de mortalité de la population âgée, on observe un vieillissement persistant de l'ensemble de la population.

178. En 2004, il y a eu 2903 décès à Malte, avec un taux brut de mortalité de 7,35, en diminution par rapport à l'année précédente. Le nombre de décès d'enfants est resté stable par rapport à l'année précédente, avec 23 décès ventilés comme suit: 14 garçons et 9 filles.

179. En 2004, le plus grand nombre de décès est survenu chez les personnes âgées de 80 à 84 ans, avec 547 décès soit près de 19 % du total des décès. Le taux de décès a globalement diminué de 0,3 % par rapport à l'année précédente. Ceci a entraîné une très légère augmentation de l'espérance de vie, pour les hommes comme pour les femmes, par rapport à l'année précédente.

Mariages

180. En moyenne, 2366 mariages ont été enregistrés chaque année entre 1997 et 2004; le nombre moyen de mariages civils pour la même période a été de 544.

181. Le plus grand nombre de mariages en 2004 a été enregistré chez les femmes de 25 à 29 ans. Il en va de même pour les hommes.

182. En 2004, les mariages civils représentaient 31,5 % de l'ensemble des mariages célébrés à Malte et à Gozo, soit une diminution de 2,7 % par rapport à l'année précédente, et concernaient majoritairement des couples âgés de 25 à 29 ans. La plupart des mariages civils concernaient des époux britanniques. En fait, 38,6 % des mariages civils, soit 292 mariages, ont uni des femmes et des hommes titulaires d'un passeport britannique. 13,9 % des mariages civils, soit 105 mariages, ont uni des époux de nationalité maltaise.

B. Responsabilités parentales

183. En matière d'aide financière et sociale aux familles avec enfants, l'État et les ONG offrent une large gamme de services médicaux, éducatifs et de loisirs. Les parents peuvent bénéficier des prestations de sécurité sociale et des services de protection aussi bien pour eux directement, notamment lorsqu'ils traversent des périodes difficiles, comme la maladie ou le chômage, que pour leurs enfants lorsque ceux-ci ont des difficultés telles que le handicap ou une lenteur dans l'apprentissage scolaire.

Aide financière et sociale de l'État

184. Les enfants de moins de 16 ans bénéficient d'une allocation pour enfant, si les conditions de ressources sont satisfaites. Les parents d'enfants handicapés perçoivent également une allocation pour enfant handicapé soumise à conditions de ressources, mais si les deux parents travaillent, seul le salaire du parent qui perçoit le traitement le moins élevé est pris en compte. Les enfants de plus de 16 ans n'ayant jamais travaillé et étant donc à charge du budget du ménage, reçoivent une allocation pour enfant spéciale s'ils sont inscrits comme demandeurs d'emploi ou poursuivent des études universitaires sans toucher de bourse. Depuis janvier 2001, une allocation pour enfant à charge, forfaitaire et non soumise à conditions de ressources, est versée aux personnes assurant l'accueil d'enfants placés, jusqu'à ce que ceux-ci atteignent l'âge de 18 ans. Cette prestation n'est accordée que si les enfants n'exercent pas d'activité rémunérée.

185. Les femmes enceintes qui travaillent continuent à bénéficier de 13 semaines de congé maternité payées. Depuis novembre 1991, elles peuvent choisir de bénéficier de ce congé avant ou après la grossesse mais doivent prendre au moins cinq semaines de congé après la naissance. Depuis mars 2001, les fonctionnaires ont droit à une semaine de congé supplémentaire sans solde, en plus des 13 semaines de congé maternité payées. Ils peuvent également bénéficier d'une année de congé sans solde après la naissance d'un enfant. Depuis avril 1996, l'un ou l'autre des deux parents, s'il est fonctionnaire du gouvernement a le droit de prendre un congé parental d'une durée de trois ans qui peut être partagé avec l'autre parent (mais ne peut pas être pris simultanément), étant entendu que ce droit ne peut être exercé qu'une seule fois. Cette disposition a été incorporée dans certaines conventions collectives du secteur privé. Il appartient au couple de choisir celui des deux parents qui prendra le congé supplémentaire sans solde et d'en fixer la durée en fonction de ses besoins particuliers. Cet arrangement donne aux parents l'opportunité de s'entraider pour élever leurs enfants. Il permet en outre au père d'être physiquement présent au foyer et aux parents d'organiser cette présence à leur convenance. Les femmes en activité qui ne font pas valoir leur congé maternité sont habilitées à percevoir l'allocation de maternité, au même titre que les mères au chômage, sur une durée partielle ou totale (13 semaines) en fonction du nombre de semaines de congé de maternité qu'elles n'ont pas fait valoir.

186. Depuis 2003, tous les fonctionnaires travaillant à temps partiel au moins 20 heures par semaine, y compris les mères, ont droit à des congés annuels et à des congés maladie à taux plein, au même titre que les employés à plein temps. Il est également possible de

négoier les dispositions pour la mise en place d'horaires flexibles. Depuis 1999, les mères fonctionnaires à plein temps peuvent demander une réduction d'horaire jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 8 ans. Elles peuvent travailler 20 ou 30 heures par semaine, tout en bénéficiant des congés annuels et des congés maladie à taux plein, au même titre que les employés à plein temps.

187. En 2004, le Département de la sécurité sociale a dû revoir tous les dossiers d'allocations familiales payables jusqu'à la fin juin 2004, en vue d'établir les nouveaux taux des prestations d'allocations familiales applicables à compter de juillet 2004. Fin décembre 2004, 33 466 ménages bénéficiaient d'allocations familiales, contre 36 481 fin 2003. Les tableaux ci-après indiquent le nombre de familles touchant des allocations familiales et l'allocation pour enfant handicapé à la fin de l'année et le nombre de demandes de prestations maternité acceptées en 2004, par rapport à 2003.

Figure 5

Nombre de familles touchant des allocations familiales

<i>Allocations familiales</i>	<i>Nombre de familles</i>		
	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>+ ou -</i>
1 enfant ouvrant droit aux allocations	18 169	18 247	78
2 enfants ouvrant droit aux allocations	13 746	14 594	848
3 enfants ouvrant droit aux allocations	3 679	3 974	295
4 enfants ou plus ouvrant droit aux allocations	887	994	107
Total	36 481	37 809	1 328

Source: Département de la sécurité sociale.

Figure 6

Nombre de familles touchant une allocation pour enfant handicapé et des prestations maternité

<i>Type de prestations</i>	<i>Nombre de familles</i>		
	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>+ ou -</i>
Allocations pour enfant handicapé	660	673	17
Prestations maternité	2 839	2 774	(65)

Source: Département de la sécurité sociale.

Fourniture de services de protection sociale

188. Le Département de la protection de la famille, actuellement en charge de la fourniture des services sociaux, assumera prochainement la fonction d'organisme régulateur du secteur de la protection sociale. Ses activités seront axées sur l'enregistrement des services de protection sociale, le suivi et l'évaluation des normes fixées et le contrôle du respect de la réglementation adoptée par le Gouvernement. Cette régulation devrait permettre d'améliorer la qualité des services et de mieux protéger les droits de l'enfant.

189. Le secteur d'accueil de jour des enfants est l'une des priorités identifiées par le Département, qui travaille actuellement sur ce thème. Dans ses nouvelles fonctions, le Département a adopté un nouvel énoncé de mission: «Améliorer les normes de protection sociale par le dialogue et la régulation». Dans le même temps, le Département continuera à assumer ses responsabilités juridiques dans les affaires concernant l'adoption, les ordonnances de placement, l'enlèvement d'enfants et la garde des enfants.

190. La Fondation pour les services de protection sociale est responsable de trois agences de prestation de services: *Sedqa*, *Appoġġ* et *Sapport*. Elle a été créée le 24 mars 1998. Son mandat, tel que défini par les statuts, inclut:

- La fourniture de services de protection sociale, notamment concernant le problème de l'abus d'alcool et de substances psychotropes et autres problèmes sociaux prévalant dans le pays, particulièrement ceux qui ont trait à la protection de la famille.
- Le soutien et la promotion des études et des bourses dans le domaine des sciences sociales et des sciences connexes, par le biais de la recherche, des publications et de l'enseignement
- La collaboration avec des organismes similaires au plan régional et international.

191. *Aġenzija Appoġġ* fournit un large éventail de services aux enfants qui en ont besoin. Il s'agit notamment des services suivants:

- *Service de protection de l'enfance*. Créé en 1994, ce service fournit un cadre procédural pour la protection des enfants qui sont, ou risquent d'être, victimes de maltraitance ou de négligence. Fin décembre 2004, le nombre de cas s'élevait à 1462.
- *Service en charge des enfants placés*. Ce service a été créé en 2001 pour que les enfants vivant séparés de leur famille, placés en institution ou en famille d'accueil, soient régulièrement suivis dans le cadre de plans de protection adaptés et réguliers. L'objectif ultime du service est la réintégration des enfants dans leur propre famille, à chaque fois que possible. Fin 2004, le nombre de cas s'élevait à 425.
- *Service de placement*. Ce service apporte une aide sociale aux personnes assurant l'accueil des enfants placés et travaille avec ces personnes pour que le service rendu aux enfants qui leur sont confiés soit le meilleur possible. Il attribue une famille de substitution aux enfants qui ont besoin d'une protection extrafamiliale. Le Service de placement a été créé au début de l'année 2000. En 2004, le nombre de personnes prenant en charge des enfants avec qui elles n'ont aucun lien familial s'élevait à 82, alors que le nombre de proches parents prenant en charge des enfants séparés de leurs parents était de 74.
- *Visites surveillées*. Ce service a pour objectif de permettre les visites surveillées des parents et des membres de la famille n'ayant pas la garde de l'enfant. Les visites ont lieu régulièrement et sont très souvent encadrées par une décision de justice ou demandées par le Conseil consultatif des enfants et des jeunes. Fin 2004, le nombre de cas s'élevait à 131.
- *Ligne téléphonique d'assistance 179*. Cette ligne d'assistance nationale fonctionne 24 heures sur 24, toute la semaine, y compris les dimanches et jours fériés, afin d'apporter immédiatement de l'aide aux personnes ayant besoin d'être informées, soutenues et dirigées vers les organismes de protection sociale. En 2004, 23 267 appels ont été enregistrés, dont 17 449 étaient bien fondés.
- *Service en charge de la violence familiale*. Ce service social a été créé en 1994 pour intervenir auprès des usagers adultes victimes de violence. En 2004, le nombre de cas s'élevait à 1 012. Le Gouvernement, par le biais d'*Aġenzija Appoġġ*, a créé un centre d'hébergement d'urgence et subventionne partiellement trois centres d'hébergement pour victimes de violence familiale gérés par des ONG.
- *Programme de proximité en faveur des adolescents*. Ce service, destiné aux adolescents ayant des difficultés comportementales et émotionnelles est opérationnel

depuis septembre 2004. Il est géré conjointement par *Agenzija Appogg*, *sedqa*, les services de probation et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi.

- *Homestart*. Ce nouveau projet de prévention d'*Agenzija Appogg*, ciblant les familles ayant des enfants de moins de 5 ans considérés comme étant en situation de risque, a été lancé fin 2004.

192. *Sedqa* propose des services de promotion, de prévention, de traitement et de réhabilitation destinés aux personnes ayant des problèmes avec la drogue, l'alcool ou le jeu et vient en aide à leurs familles. À l'instar de l'Agence nationale, *sedqa* comporte trois divisions: les services généraux, les services de protection et les services de prévention. Chacun de ces trois services contribue de manière spécifique à résoudre le problème de l'abus de substances psychotropes. L'acceptation sociale et la réintégration des usagers dans la société demeurent ses deux principaux objectifs.

193. La **Commission nationale des personnes handicapées** informe les personnes handicapées et leurs familles sur les droits dont elles jouissent, notamment en vertu de la loi sur l'égalité des chances (Personnes handicapées). Dans un futur proche, la Commission compte améliorer l'efficacité de ses activités actuelles afin d'être mieux à même de protéger les droits des personnes handicapées.

194. Le **Conseil professionnel des travailleurs sociaux de Malte**, créé par le Ministère de la famille et de la solidarité sociale, en vertu de la loi sur la profession de travailleur social (Chap. 468 des lois de Malte), a pour mission de réguler la profession de travailleur social et de garantir l'éthique et les normes professionnelles nécessaires.

195. En 2001, le Gouvernement a nommé la Commission nationale de la famille, ou KNF (*Kummissjoni Nazzjonali Familja*), au sein du Ministère de la famille et de la solidarité sociale. L'un des principaux objectifs de cette nouvelle commission est de conseiller le Gouvernement et de proposer des mesures appropriées afin de promouvoir le bien-être des familles maltaises, dans le contexte des changements sociaux rapides qui ont lieu actuellement. La nouvelle Commission apportera le soutien nécessaire au Ministère responsable de la politique sociale, dans ses efforts pour coordonner la politique familiale et la politique sociale. Elle constituera également un forum de discussion approprié, qui fera de la famille un thème actif à part entière. La Commission nationale de la famille est chargée des missions suivantes:

- Analyser l'impact de l'ensemble de la législation sur la famille, proposer et promouvoir de nouvelles lois lorsque cela apparaît nécessaire, afin de garantir une protection adéquate des familles et des droits fondamentaux des êtres humains qui les composent
- Étudier les effets des changements économiques sur les familles maltaises et veiller à ce que ces familles bénéficient des progrès économiques du pays
- Étudier l'ensemble des prestations sociales, exonérations fiscales et autres avantages, services ou politiques afin de vérifier qu'ils sont conçus de manière à renforcer l'unité familiale en toutes circonstances
- Promouvoir et coordonner les politiques sociales et familiales à tous les niveaux de la société

196. **Développement et prise en charge de la petite enfance.** Les classes maternelles, placées sous la responsabilité du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi, accueillent les enfants à partir de l'âge de 3 ans. Avant cet âge, les enfants peuvent être pris en charge dans des structures d'accueil de jour pour enfants, fait relativement nouveau à Malte.

197. Depuis 2002, *Aġenzija Appoġġ* gère un Centre de ressources pour la famille et la prise en charge des enfants, au sein du Centre de ressources communautaires *Access*, à Birgu. Le centre, construit à cet effet, dispose d'un vaste espace intérieur pour les différents groupes d'âges et de grands espaces ouverts. Les enfants, tous originaires de la région de Cottonera, participent à des activités adaptées à leur développement et à leurs besoins. Afin de proposer un service global, le centre de prise en charge des enfants traite également de questions concernant les parents, qui peuvent participer à des programmes pratiques portant, par exemple, sur les premiers secours, la sécurité routière et la sécurité domestique. En outre, l'établissement a un rôle actif au niveau de la communauté locale et est organisé de manière à pouvoir répondre à ses besoins. Le centre est ouvert gratuitement aux personnes bénéficiant de l'aide sociale et/ou gagnant le salaire minimum mais il accueille également des personnes ayant des revenus plus élevés, contre une participation financière.

198. En 2002, le Comité technique des centres d'accueil de jour pour enfants a été créé par le Ministre chargé de la politique sociale de l'époque, dans le but de lancer le processus qui aboutirait par la suite à la réglementation des structures d'accueil de jour. Une fois la législation mise en place, les prestataires de service et les installations devront être agréés pour pouvoir offrir leurs services. Le Ministère de la famille et de la solidarité sociale est actuellement le principal ministère en charge des services d'accueil des enfants de 0 à 3 ans. Depuis 2003, il collabore étroitement avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi dans ce domaine, car ces services comportent une forte composante pédagogique.

Services d'hébergement pour enfants vulnérables

199. Le programme *Fejda* et le foyer *Ste Jeanne Antide*, créés respectivement en 1997 et en 2003 sont deux programmes institutionnels pour enfants vulnérables, situés tous deux dans les installations du *Conservatorio Vincenzo Bugeja*. Le programme *Fejda* offre un hébergement et une prise en charge centrée sur les compétences de la vie quotidienne à des jeunes filles ayant des difficultés personnelles, sociales et familiales affectant leur développement. Le foyer *Ste Jeanne Antide* offre un hébergement et des soins thérapeutiques à des jeunes filles victimes de maltraitance qui quittent leur famille pour rechercher protection et hébergement. Ces deux programmes visent à offrir aux enfants rencontrant des difficultés personnelles, sociales ou familiales des services de grande qualité, centrés et orientés sur l'enfant. La responsabilité des jeunes filles admises dans ces institutions incombe en dernier ressort à leurs parents, dans la mesure où l'autorité parentale ne leur est pas retirée au moment de l'admission. Les deux programmes collaborent avec les parents pour toutes les décisions concernant leurs filles et l'expérience montre que cette approche favorise le processus thérapeutique proposé à l'enfant et facilite sa réintégration dans sa famille.

200. En revanche, la protection et la garde des enfants faisant l'objet d'une ordonnance de placement relève du Ministère de la famille et de la solidarité sociale. La participation des parents est limitée en fonction des décisions prises par le ministre, sur recommandation du Conseil consultatif des enfants et des jeunes. Lorsqu'on considère que la relation parent-enfant peut-être améliorée grâce à des contacts encadrés, une réunion de synthèse est organisée pour étudier chaque cas et formuler des recommandations à ce sujet.

201. En règle générale, les parents sont impliqués dans l'éducation de leurs filles et sont encouragés à participer aux réunions scolaires et aux occasions spéciales telles que la journée des parents. Ils sont également consultés et encouragés à assister à tous les rendez-vous de santé.

202. *Dar is-Sliem*, établissement inauguré en juin 2003, offre un hébergement et des services aux demandeurs d'asiles mineurs non accompagnés âgés de moins de 18 ans. Aux termes de la loi sur les réfugiés (Chap. 420 des lois de Malte) tout enfant ou jeune de moins

de 18 ans se trouvant dans une situation indiquant clairement qu'il a besoin de protection, est autorisé à faire une demande d'asile et bénéficie d'une aide, conformément à la loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement). Dans ce contexte, la protection et la garde des mineurs non accompagnés relève de la responsabilité du Ministre en charge de la politique sociale.

203. Les mineurs sont suivis par le Conseil consultatif des enfants et des jeunes et pris en charge par les professionnels travaillant à *Dar is-Sliem*. Les résidents peuvent contacter le représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Malte et sont soutenus par les avocats du Service jésuite pour les réfugiés.

Initiatives en matière d'éducation

204. La Fondation pour les services d'éducation (FES) a été créée à Malte en avril 2001. Elle a été conçue comme un mécanisme permettant à la Division de l'éducation, au sein du Ministère de l'éducation, de mettre en place une série d'initiatives pédagogiques innovantes dans le domaine du soutien à l'alphabétisation et d'orienter les changements dans ce secteur, entre autres.

205. La Fondation reconnaît le principe fondamental selon lequel les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et sont donc des partenaires clés dans les diverses initiatives de soutien scolaire qu'elle propose. Reconnaisant que les parents ont à la fois des droits et des devoirs et qu'ils ont besoin de soutien pour assumer leurs responsabilités envers leurs enfants, la Fondation propose une grande diversité d'initiatives de soutien à l'apprentissage familial. Plus de 150 professeurs ont été formés de façon intensive par la Fondation pour conduire des programmes d'alphabétisation familiale pendant et après les horaires scolaires.

206. Plus de 5000 parents ont participé à ces programmes, qui se déroulent en groupe, ce qui a permis d'adopter une pédagogie pratique et des outils d'enseignement favorisant l'épanouissement des enfants à la maison et renforçant les relations familiales et les relations entre la famille et l'école. En outre, une formation tout au long de la vie, proposée aux parents et à la communauté en général, a permis de former les parents sur place, au niveau communautaire, pour qu'ils puissent assumer un certain nombre de rôles de direction éducative et de garde active des enfants.

207. Ces programmes permettent par ailleurs aux parents de prendre conscience qu'ils sont également des apprenants et qu'ils ont des besoins spécifiques en matière d'apprentissage. Cela les encourage à continuer et à saisir d'autres opportunités de formation tout au long de leur vie. Les parents formés par la Fondation participent aux activités communautaires d'alphabétisation sur le terrain et proposent des services de lecture familiale dans le cadre des bibliothèques communautaires. D'autres parents formés par la Fondation se sont présentés aux élections des conseils d'établissement et sont devenus les porte-parole de leurs pairs. Le modèle d'alphabétisation familiale mis au point à Malte par la Fondation a été exporté vers d'autres pays de l'UE dans le cadre d'un projet Socrates/Grundtvig.

Financement et soutien des organisations non gouvernementales

208. Le Ministère de la famille et de la solidarité sociale continue à promouvoir la participation des ONG qui assurent des services sociaux et leur alloue un soutien financier. Chaque année, les ONG sont invitées à soumettre des propositions de projets et des rapports d'évaluation au Comité de sélection de projets, qui fait ensuite des recommandations concernant les financements nécessaires aux différents projets.

209. Le Ministère de la famille et de la solidarité sociale élabore également des propositions de mesures législatives en vue d'enregistrer et de réglementer les activités des

organisations non gouvernementales. En 2004, diverses ONG ont bénéficié au total d'un financement de 720 000 de livres maltaises.

210. **Suret il-Bniedem** et **YMCA**. Ces deux ONG sont partiellement financées par le Gouvernement pour héberger un certain nombre de personnes qui seraient sans abri autrement. Les principales catégories de personnes hébergées sont les réfugiés, les personnes ayant des problèmes de santé mentale et les personnes ayant des antécédents de toxicomanie.

211. **Programme San Blas**. Ce programme de désintoxication, géré par la *New Hope Foundation* de *Caritas* (Malte), fortement subventionné par le Gouvernement, accueille les personnes qui se présentent d'elles-mêmes. Les deux principaux problèmes rencontrés sont la gestion des personnes, qui ont aussi des problèmes de santé mentale, et le taux de maintien dans le programme. Il apparaît également nécessaire de proposer des traitements spécifiques aux femmes et de développer le nombre de séances éducatives. Le Programme destiné aux personnes détenues dans les établissements pénitentiaires est un programme de désintoxication proposé par la Fondation aux personnes qui lui sont adressées par l'établissement correctionnel de Corradino.

C. Séparation d'avec les parents

212. Le Code civil (Chap. 16 des lois de Malte) comporte de nombreuses dispositions en faveur des droits de l'enfant en ce qui concerne la garde et le droit de visite, dans le cadre des procédures de séparation des parents. Le nombre d'affaires de séparation portées devant la première chambre du Tribunal civil pour les années 1997 à 2004 figure dans le tableau suivant.

Figure 7

Nombre d'affaires de séparation

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre d'affaires	157	104	132	133	111	192	165	154

Source: Registre du Tribunal des affaires familiales, Ministère de la justice et de l'intérieur.

213. Dans les affaires de séparation, les parties sont en même temps l'objet du litige, ce qui requiert une attention et un zèle particuliers. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a créé le Tribunal des affaires familiales, faisant l'objet d'une réglementation spéciale, inauguré le 16 décembre 2003. L'État a le devoir de protéger les familles et de sauvegarder l'institution du mariage, non pas pour forcer les individus à vivre ensemble lorsqu'ils souhaitent se séparer, mais pour s'assurer que lorsqu'il y a une chance de ne pas rompre le mariage, celle-ci ne soit pas négligée. Lorsque cela n'est pas possible, l'État doit veiller à ce que les enfants ne souffrent pas des décisions de leurs parents. Il ne s'agit pas de s'ingérer mais de mener à bien des obligations.

214. Avec la création du Tribunal des affaires familiales, un certain nombre de nouvelles procédures plus humaines sont entrées en vigueur. L'introduction d'une procédure de médiation avant que le dossier de séparation ne soit examiné par le juge est également une nouveauté, étant néanmoins entendu que le juge a autorité sur l'ensemble de la procédure, du début à la fin de la médiation. La procédure se déroule en deux étapes. Lors de la première étape on essaye d'obtenir une réconciliation. Si cela se révèle impossible intervient ensuite la deuxième étape pendant laquelle tout est mis en œuvre pour atténuer le traumatisme et la souffrance découlant de la séparation.

215. Le tableau suivant présente quelques données statistiques concernant l'étape de médiation au sein du Tribunal des affaires familiales.

Figure 8

Nombre d'affaires se trouvant au stade de la médiation

<i>Année</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Demande écrite de séparation	2	673
Demande de séparation amiable	Néant	439
Total	2	1 112

Source: Registre du Tribunal des affaires familiales, Ministère de la justice et de l'intérieur.

216. Depuis le 3 décembre 2004, les affaires de négligence, de menaces ou de blessures légères dans le cadre de la famille sont entendues par un magistrat de la nouvelle section pénale du Tribunal des affaires familiales. La loi sur la violence familiale et l'existence de cette nouvelle section du Tribunal des affaires familiales facilitent l'application des lois adoptées en la matière.

217. La nouvelle section pénale dispose d'installations plus calmes et intimes pour entendre ce type d'affaires. Ceci est d'autant plus important que les enfants impliqués sont souvent appelés à témoigner. Ils doivent se sentir à l'aise et tout doit être mis en œuvre pour que leur crainte et leur appréhension soient minimisées. Cette nouvelle section encourage le signalement des infractions domestiques, car elles ne sont plus noyées parmi les autres affaires jugées par la *Magistrates' Court*. Elle dispose d'installations de vidéoconférence pour que les enfants puissent témoigner dans un environnement plus confortable, ce qui permet d'atténuer le traumatisme subi.

218. Les autres infractions entendues par cette nouvelle section pénale du Tribunal des affaires familiales ont trait aux obligations alimentaires entre époux à la suite d'une séparation et aux affaires d'enfants abandonnés ou enlevés par leurs parents.

219. Le Tribunal des affaires familiales, les services de médiation et les installations de vidéoconférence de la section pénale ont contribué à renforcer la prise en compte de la parole de l'enfant.

220. *Aġenzija Appoġġ* apporte une protection aux enfants vulnérables, tout en ne les séparant de leur famille qu'en dernier recours. Toutefois, force est de reconnaître qu'il y a des situations où, malgré toutes les tentatives faites pour aider les parents à élever leurs enfants, il est préjudiciable pour le bien-être des enfants de les maintenir dans leur environnement familial. Ceci est particulièrement vrai dans les situations où les enfants sont victimes de maltraitance et d'agression. Dans ces situations, la législation maltaise, en vertu de la loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement), permet de retirer les enfants de leur environnement familial.

221. En outre, un certain nombre d'enfants sont provisoirement retirés de leur environnement familial avec le consentement de leurs parents. Ces enfants sont très souvent placés en institution. Les parents choisissent rarement le placement en famille d'accueil et la majorité des enfants est prise en charge en institution pendant la durée de la séparation.

222. L'Agence propose également des services psychologiques, mis en place en juillet 2001, afin d'aider les enfants qui, pour une raison ou une autre, ont interrompu la relation qu'ils avaient avec leurs parents.

223. Le Service des relations avec le tribunal a été créé au sein d'*Aġenzija Appoġġ* en 2001. Il réunit un groupe d'experts qui aident le tribunal en rédigeant des rapports de

placement et de garde. Les travailleurs sociaux concernés assurent le diagnostic et l'évaluation de la famille, tout particulièrement en ce qui concerne la situation de l'enfant, et recommandent le meilleur programme d'action pour la protection et le bien-être de celui-ci. En 2004, le nombre de cas s'élevait à 176.

D. Regroupement familial

224. En raison de sa situation géographique, à la croisée des routes de la Méditerranée et au seuil de l'Europe, Malte doit gérer un flux constant de migrants en situation irrégulière et de demandeurs d'asile. Selon les chiffres, il y avait 1 686 migrants en situation irrégulière en 2002. Ce chiffre est descendu à 502 en 2003 mais il a de nouveau augmenté en 2004 pour atteindre 1 388 arrivées en 52 groupes différents.

225. Le Bureau du Commissaire aux réfugiés est devenu pleinement opérationnel le 1^{er} janvier 2002. Entre janvier 2002 et novembre 2004, il a traité 1 569 dossiers impliquant 1 903 personnes. En conséquence de quoi, les demandeurs d'asile remplissant les conditions requises ont pu bénéficier soit du statut de réfugié, soit d'une protection humanitaire et ont été autorisés à résider à Malte, en vertu de la loi sur les réfugiés. En accordant le statut de réfugié ou une protection humanitaire à 53 % des demandeurs, Malte est le pays d'Europe qui a le taux d'acceptation le plus élevé.

226. En août 2004, la loi sur les réfugiés a été modifiée, l'expérience ayant montré qu'il était nécessaire de faire évoluer le cadre juridique, dans l'intérêt des demandeurs d'asile authentiques. Ont été introduits en 2004: le droit de réexaminer la détention d'une personne au titre de la loi sur l'immigration lorsque la durée de cette détention est jugée déraisonnable; la création d'un certain nombre de chambres au sein du *Refugee Appeals Board* (Commission d'appel des réfugiés) et l'établissement d'une liste de pays d'origine jugés sûrs.

227. Les citoyens maltais et les personnes à leur charge ne sont pas visés par les dispositions de la loi sur l'immigration (Chap. 217 des lois de Malte) relatives à l'immigration illégale. Un migrant illégal est une personne qui ne bénéficie pas d'un permis de résidence à Malte, aux termes de l'article 5 de ladite loi.

228. La Constitution de Malte consacre les principes de la citoyenneté maltaise. Les détails relatifs à la question de la citoyenneté sont énoncés dans la loi sur la nationalité maltaise (Chap. 188 des lois de Malte). Les personnes nées à Malte avant le 21 septembre 1964, date à laquelle Malte est devenu un État indépendant, et ayant au moins un parent né à Malte, ont acquis la nationalité maltaise à la naissance. Celles qui sont nées après cette date et avant le 31 juillet 1989 ont acquis la nationalité maltaise automatiquement du simple fait d'être nées à Malte. Les personnes nées à compter du 1^{er} août 1989 inclus n'ont la nationalité maltaise que si l'un de leurs parents est un citoyen maltais. Les personnes nées à l'extérieur de Malte acquièrent la nationalité maltaise si leur père (avant le 1^{er} août 1989) ou l'un de leurs deux parents (après le 1^{er} août 1989) étaient citoyens maltais au moment de la naissance.

229. À la suite des changements apportés à la loi sur la nationalité maltaise le 10 février 2000, la double nationalité est devenue la règle à Malte. Cela signifie que les citoyens maltais peuvent adopter une deuxième nationalité et que les personnes inscrites au registre de l'état civil ou naturalisées maltaises peuvent conserver leur nationalité d'origine.

Mineurs non accompagnés

230. Les migrants en situation irrégulière qui déclarent avoir moins de 18 ans et ne sont pas accompagnés de leurs parents ou d'un tuteur ont droit à une protection spéciale. En l'absence d'un responsable adulte, l'État, par le biais d'une ordonnance de placement,⁵⁸ assume la responsabilité juridique de ces migrants mineurs non accompagnés. En vertu de cette ordonnance de placement, les migrants mineurs en situation irrégulière peuvent prétendre aux mêmes aides, soins et services que les enfants maltais.

231. Compte tenu de leur vulnérabilité, due à leur âge et à l'absence de parents ou tuteurs pour prendre soin d'eux, le Ministère de la famille et de la solidarité sociale, en collaboration avec d'autres ministères et ONG, prend en charge, dans toute la mesure du possible, les besoins des migrants mineurs non accompagnés en matière de protection spécifique.

232. Le Ministère de la famille et de la solidarité sociale œuvre pour la protection sociale et l'intégration des mineurs non accompagnés, en veillant à ce que:

- Ils soient confiés à une famille d'accueil ou à une institution accueillant spécifiquement des personnes de moins de 18 ans.
- Des mécanismes permettant d'améliorer l'efficacité de la désignation de tuteurs soient mis en place dans le cadre administratif existant
- Grâce à une collaboration avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi, les mineurs non accompagnés aient accès à des opportunités d'enseignement et de formation par le biais: i) de leur intégration dans les établissements scolaires existants, et ii) de cours de formation en interne spécifiquement conçus pour les migrants mineurs (enseignement de l'anglais et de la culture maltaise et européenne, par exemple)
- Grâce à une coordination entre les organismes compétents, les mineurs migrants non accompagnés en situation irrégulière bénéficient d'une aide pour pouvoir développer les capacités qui leur permettront ensuite, quand ils atteindront 18 ans, de vivre une vie indépendante de citoyens adultes intégrés dans la société
- Avec la collaboration des autorités compétentes, les mineurs âgés de 16 ans et plus, soient autorisés à travailler lorsque cela fait partie intégrante de leur apprentissage ou de leur formation.

Figure 9

Mineurs non accompagnés, 1997-2004

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Garçons	10	11	36	13	9	42	41	46	208
Filles	4	7	32	13	6	35	39	43	179
Total	14	18	68	26	15	77	80	89	387

Source: Commission des migrants et Commissaire aux réfugiés.

233. Afin de garantir que les ordonnances de placement ne soient prises que pour des mineurs, que les dispositions applicables aux mineurs ne soient pas dévoyées et que les mineurs authentiques ne soient pas privés de l'hébergement et des services auxquels ils ont droit en raison de leur âge et de la vulnérabilité qui y est associée, le Ministère de la justice

⁵⁸ Conformément aux dispositions de la loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement).

et de l'intérieur, en collaboration avec le Ministère de la famille et de la solidarité sociale, lorsqu'il existe de sérieuses raisons de penser que l'âge déclaré par le migrant prétendument mineur est inexact, exige que l'individu concerné se soumette à un test de détermination de l'âge le plus tôt possible après son arrivée.

Familles de migrants en situation irrégulière, femmes seules avec des enfants et femmes enceintes

234. Les familles qui voyagent avec des enfants en bas âge, les femmes seules avec des enfants et les femmes enceintes se trouvent dans une situation plus critique et vulnérable que les autres migrants en situation irrégulière. Leurs besoins spécifiques sont différents des besoins des migrants en situation irrégulière adultes de sexe masculin voyageant seuls. C'est pourquoi, le Ministère de la famille et de la solidarité sociale va plus loin que aspects généraux de la protection sociale évoqués précédemment. Il défend l'égalité des chances, adopte une politique axée sur la famille, reconnaît et prend en charge les besoins spécifiques et la situation de ces migrants plus vulnérables.

235. En collaboration avec d'autres ministères, la société civile et les ONG, le Ministère de la famille et de la solidarité sociale, dans toute la mesure du possible:

- Veille à ce que les familles de migrants en situation irrégulière, y compris les parents seuls avec des enfants soient, autant que faire se peut, hébergés ensemble afin de préserver l'unité familiale
- Fait en sorte, lorsque c'est possible, que les familles et les femmes avec enfants puissent préparer leurs propres repas, si elles le souhaitent
- Veille à ce que les migrants en situation irrégulière aient accès, sur demande, à des informations en matière de planification familiale
- Préconise et encourage la participation des femmes migrantes enceintes aux programmes psychosociaux existants en vue de les préparer à la maternité
- Collabore avec les autorités de santé afin que les cours suivis avant et après la naissance soient, autant que possible, dispensés dans une langue que les femmes enceintes migrantes comprennent, afin de faciliter leur participation.

E. Déplacements et non-retours illicites

Mesures législatives, administratives et judiciaires

236. Malte a adhéré à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (1980) et à la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (1980), en adoptant la loi sur l'enlèvement et la garde des enfants (Chap. 410 des lois de Malte).

237. Le règlement du Conseil (CE) 2201/2003 (Bruxelles II bis), relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, entrera bientôt en vigueur à Malte, permettant ainsi aux États membres de l'Union européenne (à l'exception du Danemark) de procéder à l'exécution mutuelle des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale. Ce règlement est également utile dans les affaires d'enlèvement international d'enfants, puisqu'il complète la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

238. À Malte, le suivi de ce type de situations relève de la responsabilité de l'Autorité centrale maltaise créée en vertu de la Convention de La Haye. La loi sur l'enlèvement et la

garde des enfants prévoit que les fonctions de l'Autorité centrale seront assurées par le Directeur de la protection sociale. L'Autorité centrale reçoit et traite les requêtes, entrantes et sortantes, portant sur l'enlèvement international et le droit de visite des enfants. Elle aide les requérants à trouver un avocat pour entamer les procédures judiciaires et les représenter au tribunal, lorsque le retour volontaire de l'enfant se révèle impossible. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Autorité centrale maltaise est assistée, autant que de besoin, par d'autres organismes concernés, tels que les forces de police maltaises et *Aġenzija Appoġġ*.

239. Aucun accord bilatéral ou multilatéral n'existe avec d'autres États en ce qui concerne l'enlèvement international d'enfants.

Progrès accomplis, difficultés rencontrées et données statistiques (1997-2004)

240. Depuis l'adoption de la loi sur l'enlèvement et la garde des enfants, Malte a traité 19 requêtes entrantes et sortantes (y compris des cas de fratries), dont 17 déplacements et non-retours illicites et 2 cas liés à des problèmes d'enregistrement. Les affaires concernaient Malte, l'Angleterre, l'Écosse, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Pologne, l'Allemagne et la Suisse.

- **Sexe.** 5 filles et 14 garçons.
- **Âge.** De 1 à 14 ans.
- **Origine nationale.** Malte, Angleterre, Australie, Pays-Bas, Allemagne, Nouvelle-Zélande.
- **Lieu de résidence.** Malte, Angleterre, Australie et Écosse.
- **Statut familial.** Dans la plupart des cas, les parents étaient séparés, légalement ou *de facto*, ou divorcés. Certains cas, cependant, concernaient des parents mariés ou vivant ensemble.
- **Lien avec l'auteur de l'infraction.** Dans 14 cas, l'auteur était la mère de l'enfant et dans 3 cas, le père. Les 2 autres cas concernaient de simples problèmes d'enregistrement.

F. Enfants privés de leur environnement familial

241. Un certain nombre d'enfants peuvent être amenés à vivre en dehors de leur environnement familial d'origine. Parce que nous sommes convaincus qu'un environnement familial est le meilleur contexte pour élever un enfant et que l'enfant a droit à une vie familiale, comme le précise la Convention des Nations Unies, nous avons inauguré le Service de placement d'*Aġenzija Appoġġ* en 2000. Avant cette date, la responsabilité du placement de ces enfants était confiée à une équipe interinstitutionnelle réunissant le Département de la protection de la famille, le Programme de développement de la protection sociale et l'Église. La prise en charge sociale individualisée relevait quant à elle du Département de la protection de la famille.

242. Le placement en institution sera toujours nécessaire pour certains enfants mais le placement en famille d'accueil représente la stratégie d'avenir. Dans leur grande majorité, les enfants qui doivent être retirés de leur environnement familial pour une durée plus ou moins longue sont placés en famille d'accueil. Le Service de placement donne des informations sur le placement des enfants, forme et conseille les personnes souhaitant assurer l'accueil d'un enfant placé, choisit la famille qui convient le mieux à chaque enfant et supervise les placements afin d'apporter un soutien aux familles d'accueil.

243. D'un autre côté, le Service en charge des enfants placés a été créé aux fins d'assurer le suivi de tous les enfants vivant loin de leur famille que ce soit dans des familles d'accueil ou en institution. Il vise à garantir qu'aucun de ces enfants ne soit perdu ou oublié par le système de protection et met tout en œuvre pour que les enfants réintègrent leur famille, dans toute la mesure du possible. Il offre également un Service de soutien intensif aux enfants qui vivent en institution et ont besoin d'une attention spéciale. 21 personnes ont été employées pour fournir des soins individualisés à 17 enfants vivant en institution.

244. En ce qui concerne les enfants placés en institution, divers protocoles et procédures ont été élaborés au cours des dernières années en vue d'améliorer la qualité du service qui leur est offert. On peut notamment citer:

- Procédures d'admission
- Dossier d'admission
- Politique de prise en charge temporaire.

245. Les enfants témoins de violence familiale constituent une autre catégorie d'enfants privés de leur environnement familial. Ces enfants sont souvent traumatisés par la violence dont ils sont témoins. Très souvent ils voudraient protéger le parent victime de violence et se sentent coupables de ne pas être capables de le faire. À cet égard, l'Agence apporte un soutien aux victimes de violence familiale grâce à l'intervention de l'Unité spécialisée en matière de violence familiale, opérationnelle depuis 1994. En octobre 2000, l'Agence a ouvert son propre Service d'hébergement pour les victimes de violence familiale et leurs enfants, permettant ainsi aux enfants de rester avec leur mère lorsque celle-ci est amenée à quitter le domicile conjugal. Il est nécessaire d'apporter un plus grand soutien aux enfants témoins de violence familiale. L'Agence a essayé d'organiser pour eux des sessions de soutien psychologique de groupe mais il faudrait investir davantage dans ce domaine. Par ailleurs, en 2000, un Service destiné aux hommes auteurs de violence familiale a été mis en place pour les aider à résoudre leur problème de violence, œuvrant ainsi pour un environnement familial plus sûr.

246. Les usagers du programme *Fejda* et du foyer *Ste Jeanne Antide* viennent de divers horizons. Certains sont issus d'un environnement familial convenable et sont en général orientés vers un programme adapté à cause de leur comportement. D'autres sont admis à bénéficier de ces programmes car leur situation familiale est problématique et les prive d'un environnement familial convenable. L'expérience que ces adolescents ont vécue au sein de leur famille est telle qu'ils ne peuvent même pas concevoir ce qu'est un environnement familial sain. C'est pourquoi les programmes cherchent, dans toute la mesure du possible, à leur offrir un environnement familial. Les adultes membres du personnel d'encadrement et les jeunes partagent les repas, les activités de loisirs, les réunions, les expériences de vie et les tâches ménagères car c'est le plus souvent ce partage qui permet d'acquérir des références appropriées et de modifier les comportements et les habitudes. Cette approche permet de développer des relations saines entre adultes et jeunes.

247. À *Dar is-Sliem*, les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés bénéficient d'une prise en charge et d'un hébergement. Jusqu'en 2004, *Dar is-Sliem* était la seule structure d'hébergement de ce type à Malte. Après leur transfert du centre de détention vers *Dar is-Sliem*, les mineurs jouissent de la liberté de mouvement à Malte et bénéficient d'une éducation et de soins de santé gratuits.

248. L'établissement scolaire et foyer salésien St. Patrick accueille environ 150 garçons. Sa stratégie de prise en charge, les activités extrascolaires et les méthodes pédagogiques innovantes qui font sa réputation permettent aux garçons de s'intégrer facilement et de se stabiliser. Les jeunes vivent dans un environnement de style «familial», des petits groupes de garçons sont pris en charge par des adultes expérimentés, disponibles et attentionnés. Le

personnel travaille en partenariat avec les parents pour les aider à maintenir le contact avec leurs enfants.

G. Adoption

249. Au sein du Département de la protection de la famille, l'Unité de l'adoption est chargée de trouver des foyers permanents pour apporter une stabilité juridique aux enfants qui ne peuvent pas être pris en charge par leur propre famille. Elle informe et conseille également les parents adoptifs potentiels qui ont fait une demande d'adoption nationale ou internationale. L'Unité de l'adoption propose les services suivants:

- Conseil et orientation des requérants
- Réunions d'information
- Sessions de préparation destinées aux parents adoptifs potentiels
- Élaboration de rapports d'évaluation sur les foyers et présentation de ces rapports à la Commission de l'adoption et du placement
- Choix des parents adoptifs qui conviendront le mieux à chaque enfant, dans le cas des adoptions nationales
- Élaboration des rapports post adoption
- Recherche des parents biologiques des adultes adoptés.

250. L'Unité de l'adoption s'occupe également des services post adoption. Ses travailleurs sociaux continuent à rendre régulièrement visite aux parents adoptifs et à l'enfant adopté, pendant une durée définie conformément aux procédures en vigueur dans le pays d'origine, et rédigent un rapport sur les progrès de l'enfant et son intégration au sein de la famille adoptive. Ce rapport est adressé aux autorités compétentes du pays étranger concerné.

251. Malte a conclu des accords bilatéraux avec la Roumanie et l'Albanie, garantissant que les dispositions du paragraphe (e) de l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant sont respectées.

252. Les incompatibilités de procédure en matière d'adoption internationale ont été résolues depuis qu'en octobre 2004 Malte a adhéré à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et que la réglementation pertinente a été adoptée.

Figure 10

Adoptions nationales et internationales à Malte

<i>Pays</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>Total</i>
Albanie	2	2	2	1	1			4	12
Colombie	1								1
Costa Rica							1		1
Éthiopie							7	18	25
Géorgie					1				1
Grèce			1						1
Italie			1						1
Kazakhstan					1				1
Kenya					1	2		4	7

<i>Pays</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>Total</i>
Corée							2		2
Lettonie								1	1
Malawi							1		1
Malte	12	14	17	15	16	15	9	24	122
Maroc						2		2	4
Pakistan		4	10	7	10	4	10	6	51
Philippines		1	2				1		4
Pologne		3							3
Roumanie	42	31	38	33	23	10		5	182
Russie		1						3	4
Tunisie					1				1
Royaume-Uni	3	1	1		1		1	2	9
Ukraine								1	1
Albanie	2	2	2	1	1			4	12
Total	60	57	72	56	55	33	32	70	435

Source: Bureau national de la statistique – Enquête démographique, 2004.

H. Examen périodique du placement

253. Le Service en charge des enfants placés et la majorité des institutions d'accueil souhaitent que le placement des enfants soit régulièrement examiné. Un examen des dossiers est organisé périodiquement avec la participation des professionnels impliqués, des parents et des enfants concernés afin d'examiner les dispositions relatives au placement. Un nouveau plan de prise en charge est élaboré pour la période suivante en tenant compte de l'évolution des besoins des enfants.

I Maltraitance et négligence, y compris réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale

254. Le Service de protection de l'enfance d'*Agenzija Appogg* a été renforcé par suite de la modification de certaines procédures nationales et de l'introduction de procédures nouvelles visant à garantir une meilleure protection de l'enfance. Parmi celles-ci il convient de citer:

- La politique de protection de l'enfance dans les écoles
- Le protocole en faveur des enfants se trouvant en situation de risque du fait du comportement addictif de leurs parents (*sedqa* et *Caritas*)
- Le protocole conclu entre le Service des étudiants et des relations internationales du Ministère de l'éducation et la Fondation pour les services de protection sociale.
- Le protocole conclu entre la Division de l'éducation, les écoles privées, l'Archidiocèse de Malte et la Fondation pour les services de protection sociale
- La législation sur la protection des données personnelles des mineurs

- La mise en place d'installations de vidéoconférence pour recueillir le témoignage des enfants dans le cadre des procédures criminelles
- La mise en place d'un système dans lequel toutes les affaires de maltraitance d'enfant sont jugées par un magistrat.

255. La ligne d'assistance téléphonique 179 a été mise en place pour aider les victimes de maltraitance d'enfant et de violence familiale. Elle est appelée à évoluer par la suite et à devenir une ligne nationale d'assistance traitant de divers problèmes dont la violence familiale, le viol, la maltraitance d'enfant, le suicide, la solitude, les sans abri, la santé mentale, les difficultés émotionnelles et comportementales, entre autres. Chaque année, des volontaires sont recrutés pour animer la ligne 179. Leur nombre est actuellement de 100.

Figure 11

Données statistiques concernant la ligne d'assistance téléphonique 179

Type d'appel	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Appels bien fondés	5 754	5 568	5 998	10 978	10 409	12 180	18 758	16 816	86 461
Canulars	0	0	0	0	1 178	441	835	780	3 234
Appels interrompus	0	0	0	0	6 481	7 309	5 110	3 413	22 313
Mauvais numéros	0	0	0	0	1 571	1 495	1 800	1 429	6 295
Total	5 754	5 568	5 998	10 978	19 639	21 425	26 503	22 438	118 303

Source: Agenzija Appogg, 2004.

Figure 12

Ventilation des appels en fonction de l'âge

Type d'appel	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Adultes	0	0	0	0	0	0	18 219	1 222	19 441
Enfants	0	0	0	0	0	0	539	29	568
Total	0	0	0	0	0	0	18 758	1 251	20 009

Source: Agenzija Appogg, 2004.

Figure 13

Ventilation des appels en fonction du sujet traité

Sujet traité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Adoption	0	0	0	0	4	2	19	9	34
Sida/VIH	0	6	1	0	23	8	54	20	112
Alcoolisme	72	46	29	139	53	23	119	125	606
Anxiété	0	0	0	0	294	224	326	283	1 127
Comportement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Deuil	27	9	32	84	30	24	62	42	310
Intimidation	23	55	0	63	51	28	106	115	441
Maltraitance d'enfant	353	291	278	482	190	263	587	489	2 933

<i>Sujet traité</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>Total</i>
Dépression	485	690	1 090	2 102	1 505	1 989	2 534	2 762	13 157
Handicap	1	0	0	0	14	23	75	96	209
Violence familiale	297	233	239	379	336	288	864	615	3 251
Drogue	52	40	28	126	55	34	125	114	574
Personnes âgées	7	0	0	0	63	37	383	509	999
Problèmes financiers	7	29	22	99	76	29	87	68	417
Placement d'enfants	0	0	0	0	6	9	35	18	68
Jeu	8	8	10	57	16	10	27	18	154
Homosexualité	1	0	0	0	32	14	52	41	140
Sans abri	0	0	0	0	58	45	187	152	442
Logement	4	0	0	0	19	12	51	29	115
Information	735	558	543	1 118	1 500	1 510	1 688	1 499	9 151
Problèmes juridiques	42	0	0	0	30	43	101	82	298
Services d'écoute	327	295	370	509	1 737	1 751	1 926	1 501	8 416
Solitude	312	356	640	1 206	1 507	2 035	3 338	2 492	11 886
Problèmes de couple	548	545	534	792	586	600	1 212	990	5 807
Santé mentale	1 054	1 458	1 080	1 989	1 421	2 461	3 246	3 328	16 037
Autres relations	277	307	453	665	63	30	45	79	1 919
Autres	9	0	0	0	0	162	0	0	171
Problèmes entre parents et enfants	396	442	414	678	451	384	926	869	4 560
Séparation	0	0	0	0	63	54	231	143	491
Grossesse	3	0	0	41	14	13	43	38	152
Viol	1	0	0	0	6	3	10	3	23
Réfugiés	0	0	0	0	2	0	10	4	16
Institutions d'accueil	0	0	0	0	0	0	46	69	115
École	508	0	0	0	30	14	25	31	608
Sexualité	78	106	170	235	85	14	79	57	824
Parents seuls	0	0	0	0	22	5	38	22	87
Célibat	0	0	0	0	11	12	15	13	51
Suicide	38	26	16	47	12	10	32	41	222
Malades en phase terminale	68	57	46	163	24	6	37	32	433
Usure	0	0	0	0	0	0	2	5	7
Chômage	21	11	3	4	20	11	15	13	98
Totaux	5 754	5 568	5 998	10 978	10 409	12 180	18 758	16 816	86 461

Source: Agenzija Appogg, 2004.

Figure 14
Services fournis par *Aġenzija Appoġġ*

Services fournis aux enfants	Services fournis aux adultes et aux familles	Services généraux ou communautaires	
Protection de l'enfance	Violence familiale	Services généraux	Action sociale générale
Placement	Thérapie familiale	Équipe communautaire de Cottonera	Programme <i>Ulied Darna</i>
Enfants placés	Soutien psychologique	Équipe d'intervention initiale	<i>Homestart</i>
Justice	Santé	Prise en charge des usagers	Services de proximité pour la jeunesse
	Enfants surdoués	Logement social	
	Réfugiés	Prisons	

Source: *Aġenzija Appoġġ*, 2004.

J. Informations et données statistiques complémentaires

Enfants maltraités

256. Le Service de protection de l'enfance intervient à chaque fois que lui sont signalés des cas de maltraitance d'enfant. Les travailleurs sociaux procèdent aux vérifications nécessaires et interviennent pour faire cesser la maltraitance. Les tableaux suivants indiquent le nombre de cas signalés à *Aġenzija Appoġġ* entre 1997 et 2004.

Figure 15
Nombre de cas signalés à *Aġenzija Appoġġ* entre 1997 et 2004

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Janvier	31	36	37	41	45	71	122	86	469
Février	67	23	33	54	31	52	82	101	443
Mars	36	21	43	78	53	61	111	103	506
Avril	33	23	37	74	57	58	127	88	497
Mai	47	32	40	80	75	93	174	83	624
Juin	42	43	40	67	60	87	159	70	568
Juillet	22	20	37	49	39	97	134	50	448
Août	35	15	47	77	61	108	91	109	543
Septembre	12	33	37	38	60	106	129	42	457
Octobre	38	39	47	73	62	139	113	58	569
Novembre	34	40	45	66	71	126	74	50	506
Décembre	26	32	43	59	47	92	67	52	418
Total	423	357	486	756	661	1 090	1 383	892	6 048

Source: *Aġenzija Appoġġ*, 2004.

Figure 16

Nombre de cas signalés à Aġenzija Appogg ventilés par sexe

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Féminin	160	152	198	251	133	310	381	185	1 770
Masculin	156	142	153	207	80	278	371	154	1 541
Inconnu	10	14	6	11	18	38	75	22	194
Total	326	308	357	469	231	626	827	361	3 505

Source: Aġenzija Appogg, 2004.

Figure 17

Nombre de cas signalés à Aġenzija Appogg ventilés par âge

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
0–5 ans	3	4	18	54	47	106	163	92	487
6–10 ans	59	81	94	117	62	205	255	111	984
11–15 ans	108	92	111	131	51	160	254	104	1 011
16–20 ans	93	89	95	131	49	118	106	34	715
Total	263	266	318	433	209	589	778	341	3 197

Source: Aġenzija Appogg, 2004.

Figure 18

Nombre de cas signalés à Aġenzija Appogg ventilés par type de maltraitance

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Abandon	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Situation de risque	27	34	22	54	25	76	89	24	351
Intimidation	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Maltraitance multiple	59	62	107	144	89	207	290	130	1 088
Maltraitance émotionnelle	21	13	15	26	10	44	59	22	210
Négligence	81	35	66	81	38	87	135	50	573
Maltraitance physique	88	96	97	98	46	121	131	80	757
Maltraitance prénatale	0	3	2	1	0	0	2	0	8
Abus sexuels	48	64	46	59	20	66	96	47	446
Non identifié	2	1	2	6	3	25	20	8	67
Total	326	308	357	469	231	626	827	361	3 505

Source: Aġenzija Appogg, 2004.

Ordonnances de placement

257. La loi sur les enfants et les jeunes (Ordonnances de placement), entrée en vigueur le 29 novembre 1985, porte des dispositions relatives au placement des enfants et des jeunes. Un Conseil consultatif est nommé pour aider le ministre dans l'accomplissement des fonctions qui lui sont conférées en vertu de cette loi. Il donne son avis sur les méthodes les plus adaptées au cas particulier de chacun des enfants ou jeunes placés sous la protection du ministre au titre de cette même loi.

258. Le Conseil consultatif poursuit les objectifs suivants:

- Tout enfant faisant l'objet d'une ordonnance de placement doit bénéficier d'une qualité de vie comparable à celle des mineurs ayant un mode de vie sain et ne faisant pas l'objet d'une telle ordonnance
- Garantir que la protection dont bénéficient les mineurs faisant l'objet d'une ordonnance de placement soit conforme aux normes internationales fixées en la matière
- Garantir que tous les mineurs soient entendus et autorisés à participer aux processus de prise de décision susceptibles d'affecter, directement ou indirectement, leur bien-être actuel ou futur
- Garantir que les politiques et les projets en faveur du bien-être des mineurs faisant l'objet d'une ordonnance de placement soient appliqués et renforcés
- Créer des moyens de communication efficaces entre tous les acteurs intervenant dans la protection des mineurs faisant l'objet d'une ordonnance de placement
- Garantir qu'un plan de prise en charge soit élaboré immédiatement après l'ordonnance de placement du mineur, puis régulièrement examiné et adapté en fonction de l'évolution de ses besoins.

259. Le Conseil consultatif se réunit chaque semaine pour examiner les rapports préparés par les personnes assurant l'accueil des enfants et les autres parties intéressées. Après avoir rencontré toutes les personnes concernées, y compris le mineur, les personnes qui en prennent soin et les parents, le Conseil consultatif donne son avis au ministre sur les mesures jugées nécessaires au bien-être du mineur.

260. Depuis l'adoption de la loi sur les réfugiés, les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés font l'objet d'une ordonnance de placement. Tous les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés ont été adressés par le Commissaire aux réfugiés. La plupart venaient des pays suivants: Éthiopie, Érythrée, Somalie, Mali, Libéria, République démocratique du Congo, Tchad, Moldavie.

Figure 19

Ordonnances de placement prises entre 1997 et 2004

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Cas nationaux	8	16	15	8	12	17	18	23	117
Mineurs non accompagnés demandeurs d'asile (UMAS)							22	58	83
Total	8	16	15	8	12	17	40	81	200

Source: Département de la protection de la famille

Figure 20

Ordonnances de placement révoquées

<i>Année</i>	<i>Nombre</i>	<i>Remarques</i>
2003	10	6 mineurs ont atteint l'âge de 18 ans* 2 ont été adoptés 2 ont été remis à leurs familles par le ministre, sur recommandation du Conseil consultatif des enfants et des jeunes
2004	18	14 mineurs ont atteint l'âge de 18 ans 1 a été adopté 2 ont été remis à leurs familles par le ministre, sur recommandation du Conseil consultatif des enfants et des jeunes 1 demandeur d'asile s'est révélé être âgé de 24 ans, après enquête

Source: Département de la protection de la famille

Placements en famille d'accueil

261. La Politique nationale relative au placement en famille d'accueil a été mise en œuvre à partir de 1996. Cela a entraîné un changement radical dans la manière d'envisager ce service: en effet, le nombre de placements en famille d'accueil est passé de 28 en 1997 à 176 en 2004.

262. Une équipe chargée du placement des enfants en famille d'accueil, composée de six travailleurs sociaux à plein temps et trois à temps partiel, a été créée au sein d'*Aġenzija Appoġġ*. Des campagnes de sensibilisation sont régulièrement menées et des formations d'initiation sont proposées tous les ans. Des réunions mensuelles de soutien sont organisées à l'intention des enfants placés et des personnes assurant leur accueil afin d'aider toutes les personnes impliquées dans cette expérience. Toutes les familles d'accueil ont un travailleur social référent. Dans le cadre de la formation continue dispensée aux personnes assurant l'accueil d'enfants placés, des conférences ont été organisées sur des thèmes tels que l'attachement et le traumatisme ou le travail sur l'histoire de vie personnelle. D'autres services tels que la thérapie familiale, des services psychologiques et les services d'un pédiatre sont également à disposition des familles d'accueil si besoin est.

263. Des liens avec des organisations étrangères telles que IFCO (*International Foster Care Organization*) et BAAF (*British Adoption and Fostering*) ont été établis. L'équipe chargée du placement des enfants en famille d'accueil publie tous les mois un bulletin d'information diffusé auprès de toutes les familles d'accueil. Un comité de familles d'accueil a également été créé. Il organise des événements sociaux pour les familles d'accueil et travaille également actuellement sur un projet de création d'une association de familles d'accueil.

Figure 21

Nombre de familles d'accueil entre 1997 et 2004

	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Familles d'accueil n'ayant aucun lien familial avec l'enfant	26	30	43	50	63	66	85	95
Familles d'accueil ayant un lien familial avec l'enfant	2	2	6	7	9	24	43	81

Source: *Aġenzija Appoġġ*.

Enfants placés en institution

264. Les institutions d'accueil sont un service important pour les enfants, et plus encore pour les préadolescents et les adolescents. Le placement des enfants en institution devrait être une solution à court ou à moyen terme plutôt qu'à long terme. Il n'est pas facile d'apporter une stabilité aux enfants dans des institutions d'accueil car ils y arrivent la plupart du temps en urgence, de manière non planifiée. Les expériences traumatiques qu'ils ont vécues et la dynamique de groupe ajoutent encore aux difficultés du placement en institution.

265. Une étude menée en 2001, intitulée «Ressenti des enfants par rapport à leur expérience de placement en famille d'accueil ou en institution» a montré que les enfants placés en famille d'accueil décrivaient certains aspects de leur placement de manière plus positive que les enfants placés en institution. Ainsi, par exemple, ils évaluaient de manière plus positive la sévérité, le soutien des personnes assurant l'accueil, la satisfaction et le comportement.

266. En 1966, l'Église a créé sa propre Commission diocésaine pour les foyers d'enfants, *Ufficiċċju Ċentrali* (Office central) «*Ejjeu Għandi*», dont la principale mission est de coordonner, soutenir et conseiller les institutions de charité pour enfants privés de leur milieu familial qui existaient déjà au sein de l'Église. Depuis, l'Office central a mis en place des systèmes de soutien qui ont permis de reformuler les stratégies visant spécifiquement à atténuer les conséquences du placement en institution. La nouvelle stratégie de l'Église en la matière a été récemment adoptée par l'archevêque aux fins d'assurer une meilleure prise en charge des besoins actuels des enfants ayant besoin de protection. L'importance de l'enseignement officiel pour les enfants placés en institution a été reconnue et les enfants ont été progressivement admis dans les écoles religieuses.

267. Grâce à une collaboration entre les institutions de placement pour enfants *Southwark Children's Rescue Society* (Londres) et *International Catholic Children's Bureau* (Genève), un programme de formation continue a été mis en place, d'abord pour les personnes travaillant à l'Office central, puis pour tous les membres du personnel des institutions d'accueil.

268. Les graves problèmes vécus par les enfants dans leur famille avant leur placement en institution incluent souvent: la maltraitance physique, émotionnelle, sexuelle ou psychologique, des pathologies graves, y compris des problèmes de santé mentale, l'addiction à l'alcool et/ou aux drogues, la violence familiale, la séparation des parents, les familles monoparentales, la prostitution, l'abandon et l'emprisonnement des parents. Ces expériences de vie ont évidemment un impact sur l'enfant et des interventions thérapeutiques se révèlent nécessaires.

269. Les enfants soumis à ces situations terribles ont tendance à développer une instabilité émotionnelle, souvent exprimée sous forme de colère vis à vis de leur famille biologique, de la société en général, des institutions d'accueil et des personnes intervenant dans leur éducation. Pour se prémunir contre des souffrances supplémentaires, ils essaient souvent de faire souffrir autrui, suivent les pas de leurs parents et les imitent, créant ainsi un cercle vicieux.

270. Ces enfants ont besoin de compréhension et d'un soutien patient, attentif et aimant pour pouvoir sortir du cercle vicieux dans lequel ils sont involontairement enfermés. L'aide nécessaire implique souvent l'intervention de professionnels spécialisés tels que pédiatres, psychiatres, psychologues, conseillers, thérapeutes familiaux ainsi que le recours à d'autres thérapies telles que la pratique du théâtre ou de la musique. Des salles de thérapie ont été récemment créées dans six institutions de placement.

271. Le Fonds *HSBC Cares for Children* apporte un soutien financier aux institutions d'accueil. La banque comprend parfaitement les objectifs de ces institutions et prend en charge les dépenses liées à certains services, hautement bénéfiques pour les enfants.

272. En plus de la prise en charge des enfants placés, les institutions gérées par l'Église offrent également d'autres services. Actuellement, l'accent est mis sur un programme de prévention dont l'objectif est d'éviter le placement des enfants, en apportant un soutien continu aux familles à problèmes. Ces familles sont aidées financièrement et socialement. Elles sont conseillées et suivies afin qu'elles puissent progressivement apprendre à prendre le contrôle de leur mode de vie et à devenir des membres respectables de la communauté. Ce programme pèse sur les finances et les ressources propres des institutions d'accueil pour enfants mais les résultats obtenus semblent indiquer que les efforts et les sacrifices consentis en valent la peine. Un certain nombre de volontaires formés à cet effet apportent leur aide à ce programme en enseignant des compétences de base telles que la cuisine, le soin des enfants, la couture de base, les améliorations de la maison et l'hygiène.

273. L'Office central *Ejjew Ghandi* a également créé quatre structures d'accueil de jour pour enfants qui prennent en charge la croissance, le développement et l'éducation des enfants pendant que les parents travaillent.

274. *Ejjew Ghandi* propose également aux femmes battues, avec ou sans enfants, un hébergement temporaire dans les institutions *Merħba Bik* (premier degré de violence familiale) et *Sacred Heart Home* (deuxième degré de violence familiale) à certains moments critiques de leur vies.

275. Ces dernières années l'Office central *Ejjew Ghandi* a collaboré avec *Aġenzija Appoġġ* pour élaborer des protocoles portant sur:

- La prise en charge temporaire
- La politique d'admission
- Le dossier d'admission.

Figure 22

Nombre d'enfants vivant dans les institutions d'accueil de l'Église entre 1997 et 2004

<i>Institutions d'accueil de l'Église</i>	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Crèche – Sliema	47	62	45	49	40	44	60	65
Crèche – La Valette	12	11	14	12	7	6	4	7
Angela House	23	59	59	80	55	78	73	55
St. Rita Home	22	12		18	25	22	15	15
Fra Diegu	11	13	18	10	18	14	18	19
St. Joseph – Hamrun	24	23	22	25	24	24	21	16
Fatima Hostel	10	6	6	7	3	4	4	7
St. Joseph – Żabbar	13	14	18	17	14	13	13	14
St. Theresa	5	9	8	8	8	6	5	
Jesus of Nazareth	6	7	8	6	6	3		
Dar Sagra Familja	13	18	19	13	11	17	17	10
Sacred Heart Home	10	11		28	5	6	18	
Total	196	245	217	273	216	237	248	208

Source: Uffiċċju Ċentrali 'Ejjew Ghandi'.

Figure 23

Nombre d'enfants vivant dans les institutions du *Conservatorio Vincenzo Bugeia* et de *Dar is-Sliem* (Birkirkara)

<i>Institutions d'accueil de l'Église</i>	<i>Année</i>	<i>Nombre</i>
Programme Fejda	Juillet 1997 – décembre 2004	67
Jeanne Antide Home	Juillet 1997 – décembre 2004	66
Dar is-Sliem – Santa Venera	Juillet 2003 – décembre 2004	59
Dar is-Sliem – Birkirkara	Novembre 2004 – décembre 2004	21

Source: Conservatorio Vincenzo Bugeia.

Figure 24

Nombre d'enfants résidant au foyer de l'établissement scolaire St Patrick entre 1997 et 2004

	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>
Nombre de résidents	43	50	47	53	57	65	55	46

Source: Établissement scolaire et foyer salésien pour garçons St Patrick.

VII. Santé et bien-être

A. Enfants handicapés

Cadre juridique

276. Le cadre juridique actuel relatif aux enfants et aux jeunes handicapés est défini par la Constitution de Malte, la loi sur l'éducation et la loi sur l'égalité des chances (personnes handicapées).

277. Les deux principaux objectifs de la loi sur l'égalité des chances sont les suivants:

- Introduire de nouvelles mesures en vue de mettre un terme à la discrimination dont sont victimes les personnes handicapées dans leur vie quotidienne
- Accorder à la Commission nationale des personnes handicapées le statut juridique d'organe responsable de l'application de la loi sur l'égalité des chances.

278. La loi sur l'égalité des chances protège les droits civiques des personnes handicapées dans les domaines fondamentaux suivants:

- Emploi
- Éducation
- Biens et services
- Logement
- Accessibilité
- Assurance.

279. En outre, l'article 17 de la Constitution de Malte prévoit que:

- Tout citoyen incapable de travailler et ne disposant pas des ressources nécessaires à sa subsistance a droit à une allocation d'entretien et à une aide sociale

- Les travailleurs ont droit à une assurance raisonnable, sur la base du volontariat, pour leurs besoins en cas d'accident, de maladie, de handicap, de vieillesse et de chômage involontaire
- Les personnes handicapées et les personnes incapables de travailler ont droit à l'éducation et à la formation professionnelle.

Mise en place de mécanismes de contrôle

280. Aux termes de la loi sur l'égalité des chances (Personnes handicapées) la Commission nationale des personnes handicapées est légalement chargée de contrôler et de veiller à ce que les dispositions de ladite loi soient appliquées. Elle joue également un rôle fondamental pour faire évoluer les mentalités et influencer l'élaboration des politiques dans ce domaine.

281. Malte a également signé la Déclaration de Salamanque (1994), qui souligne notamment l'évolution du rôle des écoles spéciales. En tant qu'État signataire de la Déclaration de Madrid (lors du Congrès européen sur les personnes handicapées, 2002), Malte s'est jointe au reste de l'Europe pour déclarer que la question du handicap relève des droits de l'homme.

Éducation

282. Le Programme d'enseignement minimum, publié en 1999, a inscrit l'éducation inclusive dans ses principes fondamentaux. En effet, le principe 8 indique que la société maltaise «croit à l'élargissement des frontières démocratiques, au développement de la culture participative, à la défense des droits fondamentaux de l'enfant, à la lutte constante contre tous les facteurs qui empêchent les élèves de développer leurs diverses compétences, à la préservation et au renforcement des progrès réalisés par le pays dans le domaine social et culturel.»

283. Le Programme d'enseignement minimum souligne que l'éducation inclusive repose sur l'engagement de la société maltaise à adopter et à appliquer des stratégies et des politiques éducatives inclusives tout en respectant et en valorisant la diversité individuelle. Une Politique éducative inclusive a été publiée par le Ministère de l'éducation en 2000. Ces dernières années, diverses entités, dont des organismes gouvernementaux et des ONG, ont pris de nombreuses initiatives pour proposer des services éducatifs inclusifs, mettant l'accent sur la collaboration et la coopération entre tous les acteurs.

284. Le soutien pédagogique dans les établissements d'enseignement public ordinaires est assuré par des facilitateurs et autres assistants scolaires. Des possibilités de préscolarisation sont également proposées pour les enfants handicapés n'ayant pas encore atteint l'âge de 4 ans. Les enfants souffrant d'un handicap auditif peuvent bénéficier d'une scolarisation ordinaire assurée par des professeurs itinérants. Le dispositif d'enseignement à domicile du Ministère de l'éducation prend en charge les enfants qui ne peuvent pas quitter leur domicile et pour lesquels un professeur spécialement nommé se déplace.

Soins de santé

285. Le Ministère de la santé offre aux personnes handicapées des services de diagnostic et des évaluations médicales pour tous les types et tous les degrés de handicap, ainsi que des services de kinésithérapie, d'orthophonie (services limités) ou encore des consultations génétiques donnant informations et conseils sur la cause et la prévention des handicaps. D'autres services sont délivrés par les services de médecine des hôpitaux publics et incluent la vaccination contre les maladies infectieuses telles que le tétanos, la diphtérie, la poliomyélite, les oreillons, la rougeole, la rubéole, la coqueluche, l'hépatite et la grippe. Les personnes handicapées ayant besoin de soins médicaux à long terme sont prises en charge

dans les hôpitaux publics, en fonction de leur pathologie. Un service de pédiatrie est à la disposition de tous les enfants qui fréquentent des écoles spéciales. Des services de kinésithérapie, d'orthophonie, et d'ergothérapie interviennent également dans ces écoles et sont dispensés dans le cadre d'un programme d'enseignement spécialisé.

286. Parmi les autres services médicaux pour enfants on peut citer les services de santé intégrée dispensés par la *Child Guidance Clinic* et la *Young People's Unit*.

287. La *Child Guidance Clinic* a été inaugurée en 1993 au sein de l'Hôpital St Luc et est gérée par le Département de psychiatrie de l'Unité d'évaluation et de développement de l'enfant. Elle réunit une équipe de psychiatres, de psychologues, de médecins et de travailleurs sociaux et reçoit en principe des personnes qui lui sont adressées par des médecins généralistes. Des relations étroites ont également été établies avec la Commission nationale des personnes handicapées et un protocole encadrant l'administration de médicaments dans les écoles est actuellement en cours de finalisation.

Emploi et participation à la société civile

288. L'Office de l'emploi et de la formation professionnelle a élaboré un certain nombre de plans spécialisés visant à faciliter l'insertion des personnes handicapées sur le marché du travail.

289. Malte participe à un certain nombre de projets de l'UE visant à insérer les jeunes handicapés sur le marché du travail. Les jeunes maltais participent également au projet *The Bridge – Connecting Mobility and Disability* (Le pont – Relier la mobilité et le handicap). L'objectif de ce projet est de permettre aux jeunes handicapés de participer activement à la création et au développement de la société civile en prenant part à des événements et autres activités. Le projet fournit aux personnes handicapées une occasion de voyager et de partager de nouvelles expériences.

Santé mentale

290. La *Young People's Unit*, située près de l'Hôpital psychiatrique du Mont Carmel héberge en résidence psychiatrique des enfants jusqu'à l'âge de 17 ans. Au départ cette structure était destinée à accueillir, de jour comme de nuit, des jeunes ayant des problèmes comportementaux et autres difficultés. À présent elle accueille également des enfants ayant des difficultés d'apprentissage et des enfants autistes ainsi que des jeunes qui lui sont adressés par les tribunaux pour mineurs.

291. Les ONG sont particulièrement actives dans le domaine du handicap. La gamme des services qu'elles proposent inclut des groupes de soutien pour parents et enfants, des programmes de développement pour enfants et jeunes handicapés et des programmes d'enseignement spécialisé pour enfants ayant des difficultés d'apprentissage.

292. La Fondation Richmond, par exemple, travaille dans le domaine de la santé mentale et offre un certain nombre de services aux personnes souffrant de troubles mentaux, y compris de déficience intellectuelle. L'Église a également été à l'avant-garde en ce qui concerne la prestation de services aux personnes handicapées par le biais de *id-Dar tal-Providenza*, qui propose un hébergement ou une prise en charge ponctuelle, ainsi que de la Fondation *Arka*. Parmi les autres ONG intervenant dans ce domaine on peut citer *Dar il-Kaptan*, le Fonds de réhabilitation pour les personnes handicapées physiques et le Groupe de personnes concernées par la myopathie. Les services offerts comprennent notamment la prise en charge en institution, la prise en charge ponctuelle, la formation professionnelle et le travail à temps partiel. La Fondation *Eden* offre des services de diagnostic et d'évaluation pour les enfants atteints du syndrome de Down, souffrant de difficultés d'apprentissage, de paralysie cérébrale, d'autisme et autres difficultés apparentées. Le service d'enseignement est assuré par des professeurs itinérants détachés par les écoles locales. Des services

similaires sont offerts aux enfants handicapés ayant des difficultés d'apprentissage par la Fondation *Equal Partners*.

Protection

293. Le système de protection de tous les usagers vulnérables comporte deux volets. Ainsi, les personnes handicapées bénéficient-elles à la fois d'une aide financière de la sécurité sociale et d'un soutien sous forme de services de protection sociale personnalisés.

294. Le Département de la sécurité sociale accorde une allocation hebdomadaire spéciale aux parents ayant des enfants sévèrement handicapés de moins de 16 ans et une allocation de handicap à ces enfants lorsqu'ils atteignent l'âge de 16 ans. Les personnes handicapées peuvent améliorer leur situation financière par le biais d'un quelconque type de revenu sans que la pension ne soit supprimée, dès lors que ce revenu ne dépasse pas le salaire minimum.

B. Santé et services médicaux

Données statistiques

295. Les Maltais bénéficient d'un niveau de santé élevé, comme le montrent les statistiques générales de santé. En 2004, l'espérance de vie à la naissance était de 77 ans pour les hommes et 81 ans pour les femmes. Ces chiffres sont comparables à la moyenne de l'UE-15, qui était de 76 ans pour les hommes et 82 ans pour les femmes en 2002.⁵⁹

296. Le taux de mortalité infantile n'a cessé de baisser tout au long de ces dernières années. Le nombre total de décès d'enfants âgés de moins d'un an était de 31 en 1997 et de 23 en 2004. En 2004, le taux de mortalité infantile était de 5,9 pour 1 000 naissances vivantes, le taux de mortalité néonatale (décès survenant pendant les quatre premières semaines de l'enfant) de 4,4 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortinatalité de 3,8 pour 1 000 naissances. Le taux de décès chez les enfants de moins de 5 ans était de 1,6 pour 1 000. Les causes les plus fréquentes de ces décès étaient les malformations et les troubles congénitaux ainsi que les maladies ayant leur origine pendant la période prénatale.

297. Le taux brut de mortalité sur l'ensemble de la population était de 7,45 pour 1 000. Les maladies du système circulatoire représentaient la principale cause de décès, avec 42 % du total des décès. En deuxième position venaient les tumeurs malignes avec 24 % des décès. La cause la plus fréquente de décès, chez les hommes comme chez les femmes, était la cardiopathie ischémique chronique, responsable de 23 % et 20 % des décès, respectivement chez les hommes et chez les femmes. Venaient ensuite les maladies cérébrovasculaires avec 9 % des décès chez les hommes et 13 % des décès chez les femmes. Le cancer responsable du plus grand nombre de décès chez les hommes était le cancer de la trachée, des bronches ou des poumons alors que chez les femmes c'était le cancer du sein. Ils représentaient 7 % et 4 % de tous les décès, chez les hommes et chez les femmes respectivement. En ce qui concerne l'âge, 86 % des décès sont survenus chez les personnes âgées de 60 ans et plus. Le plus fort taux de mortalité, à savoir 19 % des décès, a été observé pour le groupe d'âge 80-84 ans. 16 % des décès sont survenus chez les personnes de plus de 90 ans.

298. En 2003, le taux de mortalité infantile était de 5,5 pour 1 000 naissances vivantes. Ce chiffre inclut tous les enfants pesant au moins 500 g décédés avant d'avoir atteint l'âge de un an. Le taux de mortalité périnatale, qui recouvre les décès *in utero* de fœtus de plus de 1 000 g et les décès néonataux précoces d'enfants pesant plus de 1 000 g à la naissance, était de 4,72 pour 1 000 naissances.

⁵⁹ Eurostat – statistiques démographiques.

299. En 2003 il y a eu 37 décès d'enfants âgés de 0 à 18 ans (26 garçons et 11 filles). Ce chiffre représente 1,2 % de l'ensemble des décès de l'année. Les maladies ayant leur origine pendant la période prénatale sont la principale cause de décès dans ce groupe d'âge. Elles représentent 30 % des décès de ce groupe d'âge et surviennent généralement au cours de la première année de la vie. Les anomalies congénitales représentent 35 % et le cancer 8 % des décès de ce groupe d'âge. Les causes extérieures de décès, principalement les accidents de la route, les noyades et les empoisonnements accidentels représentent 16 % des décès de ce groupe d'âge.

300. Les figures et tableaux suivants présentent des données statistiques actualisées pour la période 1997-2004.

Figure 25

Nombre de naissances entre 1997 et 2004

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Naissances vivantes	4 835	4 488	4 308	4 255	3 859	3 805	3 902	3 686
Garçons	2 547	2 308	2 183	2 126	1 992	1 997	1 956	1 899
Filles	2 288	2 180	2 125	2 223	1 867	1 808	1 946	1 787
Naissances hors mariage	356	367	434	464	499	569	678	744
% de naissances hors mariage	7,4	8,2	10,1	10,9	12,9	14,9	17,3	20,1
Total pour 1 000 habitants	12,89	11,89	11,36	11,16	10,05	9,86	10,06	9,46
Enfants mort-nés	29	23	31	17	24	21	18	15
Taux pour 1 000 naissances*	6,0	5,1	7,1	4,0	6,2	5,5	4,6	3,8

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

* Incluant les naissances d'enfants mort-nés.

Figure 26

Nombre de décès d'enfants de moins de 1 an

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Garçons	17	17	18	13	12	9	16	14
Filles	14	7	13	13	5	14	7	9
Décès maternels								
Total	31	24	31	26	17	23	23	23

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 27
Mortalité infantile ventilée par cause

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Maladies infectieuses	0,4			0,2	0,7	0,2		0,6
Maladies de l'appareil respiratoire	0,6			0,4	0,7	0,4	0,2	1,2
Malformations congénitales	1,9	1,3	2,2	2,3	2,2	3,4	2,9	3,1
Traumatisme à la naissance/accouchement difficile	1,3	1,7	1,8	4,4	4,1	3,2	4,7	2,1
Placenta et cordon ombilical	1,0	1,1	0,4	0,4	0,7	0,6	1,1	0,2
Problèmes anoxiques et hypoxiques	2,3	1,0	1,1	1,8	0,3	0,6	1,7	0,8
Autres et causes mal identifiées	2,6	2,2	2,4	1,8	0,4	1,2	0,2	
Taux pour 1 000 naissances vivantes	10,1	7,3	7,0	10,4	9,1	9,6	10,8	8,2
Chiffres absolus	53	39	44	58	49	51	59	42

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 28
Âge révolu au moment du décès (ensemble de la population)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
>1	31	24	31	26	17	23	23	23
1<	9	6	4	4	9	5	2	8
5<	2	3	2	4	3	2	2	1
10<	5	4	8	3	1	4	2	1
15<	11	19	7	9	12	9	8	11
20<	16	14	12	11	15	13	16	15
25<	34	20	30	23	28	34	31	25
35<	60	62	64	45	41	43	58	37
45<	154	147	166	167	161	155	140	124
55<	250	286	308	284	268	286	289	285
65<	695	705	680	715	657	685	655	631
75<	1 621	1 754	1 785	1 915	1 723	1 772	1 846	1 739
Tous âges confondus	2 888	3 044	3 097	2 957	2 935	3 031	3 072	2 903

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 29
Âge révolu au moment du décès (hommes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
>1	17	17	18	13	12	9	16	14
1<	4	5	2	3	5	5	1	3
5<		3		2	2	2	1	1
10<	4		4	2	1	2	1	1
15<	7	13	2	5	10	8	7	9
20<	14	10	7	10	11	10	10	9
25<	25	15	24	13	25	23	19	17
35<	40	43	42	27	28	26	36	27
45<	91	102	101	94	100	98	90	72
55<	149	168	196	172	157	167	168	175
65<	401	424	385	429	392	405	386	361
75<	780	781	759	737	753	849	806	747
Tous âges confondus	1 532	1 581	1 540	1 507	1 496	1 604	1 541	1 436

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 30
Âge révolu au moment du décès (femmes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
>1	14	7	13	13	5	14	7	9
1<	5	1	2	1	4		1	5
5<	2		2	2	1		1	
10<	1	4	4	1		2	1	3
15<	4	6	5	4	2	1	1	2
20<	2	4	5	1	4	3	6	6
25<	9	5	6	10	3	11	12	8
35<	20	19	22	18	13	17	22	10
45<	63	45	65	73	61	57	50	52
55<	101	118	112	112	111	119	121	110
65<	294	281	295	286	265	280	269	270
75<	841	973	1 027	929	970	923	1 040	992
Tous âges confondus	1 356	1 463	1 557	1 450	1 439	1 427	1 531	1 467

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 31

Taux de mortalité en fonction du sexe et du groupe d'âge

	<i>Hommes</i>		<i>Femmes</i>	
	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>
0–4	1,3	1,7	1,4	0,8
5–9	0,2	0,1		0,1
10–14	0,1	0,1	0,1	0,1
15–19	0,5	0,5	0,1	0,1
20–24	0,7	0,7	0,2	0,4
25–34	0,9	0,7	0,4	0,5
35–44	1,0	1,4	0,6	0,9
45–54	3,4	3,1	2,0	1,8
55–64	7,9	7,5	5,3	5,1
65 et plus	60,6	56,3	41,6	44,5
Tous âges confondus	8,4	8,0	7,3	7,8

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Figure 32

Espérance de vie à différents âges, en fonction du sexe

	<i>Hommes</i>		<i>Femmes</i>	
	<i>1995</i>	<i>2003</i>	<i>1995</i>	<i>2003</i>
0	74,9	76,4	79,5	80,4
1	74,7	76,0	79,0	79,7
5	70,9	72,1	75,1	76,1
10	65,9	67,1	70,1	71,1
15	61,0	62,1	65,1	66,1
20	56,2	57,2	60,2	61,2
25	51,4	52,4	55,3	56,3
35	41,9	42,8	45,4	46,5
45	32,4	33,2	35,6	36,9
55	23,3	24,1	26,3	27,4
65	15,3	15,7	17,5	18,7
75	9,1	9,3	10,2	11,0

Source: Enquête démographique, 2004 – Bureau national de la statistique.

Cadre juridique

301. Un certain nombre de lois et règlements régissent les services de santé et protègent les droits des enfants et des jeunes. Ces lois et règlements concernent l'ensemble de la population mais revêtent dans certains cas une importance particulière pour les enfants et les jeunes adultes. La loi sur les médicaments, concernant essentiellement les pharmacies, en est un exemple. En vertu de cette loi, les fonctionnaires compétents du Département de

la santé publique organisent des inspections pour vérifier, entre autres, les dates de péremption et les conditions de stockage des médicaments et des aliments pour enfants.

302. La loi sur la santé publique et la loi sur la sécurité des produits alimentaires comportent également un certain nombre de points concernant directement les enfants et les jeunes.

303. Les inspecteurs de santé collaborent avec le Centre de vaccination pour la mise en œuvre du programme de vaccination obligatoire défini par la loi. Ils vérifient que les enfants sont correctement vaccinés et prennent en charge le problème des écoles défaillantes. En outre, la loi sur la santé publique établit la liste des maladies contagieuses à déclaration obligatoire. Les médecins généralistes et les laboratoires signalent les cas constatés au Département de la santé publique. Dans cette liste, certaines maladies, telles que la varicelle, la rougeole, les oreillons ou la rubéole, peuvent être évitées par une vaccination adéquate. Les médecins conseils de l'Unité de surveillance épidémiologique du Département de la santé publique examinent chaque cas et prennent les mesures qui s'imposent.

304. L'inspection des locaux où des aliments sont manipulés, y compris les locaux situés dans les écoles est prévue par la loi sur la sécurité des produits alimentaires. Les inspecteurs de santé collaborent avec le Département de l'éducation pour organiser l'inspection des distributeurs automatiques et des cantines scolaires et prennent ensuite les mesures jugées nécessaires. En outre, des échantillons d'eau sont régulièrement prélevés dans les écoles aux fins d'analyse. Des inspections sont également menées dans tous les espaces de jeu.

305. En ce qui concerne l'environnement, l'Unité de santé environnementale met en œuvre chaque année un Programme de surveillance des eaux de baignade pendant la saison balnéaire. Elle publie les résultats toutes les semaines sur son site Internet. Lorsqu'une zone déterminée se révèle impropre à la baignade, un avertissement sanitaire est publié et des panneaux d'information sont affichés sur les lieux concernés.

306. Ces trois dernières années, le Département de la santé publique a également réalisé deux études portant sur la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments scolaires. Une loi sur la pollution de l'air est en préparation, en vue de remplacer la loi sur la propreté de l'air récemment abrogée.

Santé et services scolaires

307. Le Département des soins de santé primaire offre un certain nombre de services aux enfants. Les services d'un médecin généraliste sont proposés gratuitement à tout enfant s'adressant au secteur de la santé primaire pour des symptômes aigus. En outre, le Programme de surveillance de la santé des enfants prévoit un suivi pédiatrique pour tous les enfants, de la naissance jusqu'à l'âge scolaire. Ce suivi est réalisé par les unités de santé infantile et se poursuit jusqu'à l'âge de l'école primaire dans les écoles primaires publiques ou religieuses. L'objectif poursuivi par ce programme est le dépistage précoce des problèmes sensoriels, physiques, de développement, de croissance et d'apprentissage. Il permet également de promouvoir la santé et de repérer précocement les enfants ayant des problèmes psychosociaux. Le suivi est réalisé grâce à des examens pratiqués à des âges clés, à savoir 8 semaines, 8 à 10 mois, 18 mois, à l'entrée à l'école et à l'entrée dans l'enseignement présecondaire. Le programme de surveillance effectue également un dépistage des déficiences visuelles et de la scoliose.

308. Les Équipes de prise en charge des besoins éducatifs spéciaux ont été mises en place en 2000 à la suite d'un programme de collaboration entre les Services de santé scolaire et la Division de l'éducation. Leur principal objectif est d'intervenir, au sein des écoles, en adoptant une approche basée sur le travail en équipe, pour étudier les cas complexes et difficiles et apporter un soutien aux écoles et aux parents. À la fin de la période faisant

l'objet de ce rapport, ces équipes intervenaient dans 8 écoles pour étudier le cas des enfants ayant des problèmes comportementaux, psychosociaux, neurologiques ou de développement. Ce modèle interdisciplinaire de prestation de services a facilité la collaboration avec d'autres services communautaires, notamment les Services de psychologie scolaire, les Services de sécurité infantile et l'Unité d'évaluation et de développement de l'enfant. Les équipes de prise en charge des besoins spécifiques en matière d'éducation déterminent le profil des besoins de certaines écoles et formulent des recommandations à cet égard. En outre, tout enfant ayant des problèmes scolaires est adressé à l'unité de soins ou au service spécialisé compétent.

309. Le Département des soins de santé primaire a également pris part à l'élaboration d'une proposition de Plan national d'action pour la santé et l'environnement des enfants.

Programme de vaccination

310. Un Comité consultatif national multidisciplinaire sur la politique de vaccination offre un espace de discussion au sein duquel pédiatres, spécialistes de santé publique, microbiologistes, virologistes et spécialistes des maladies infectieuses peuvent débattre des dernières avancées scientifiques ayant trait aux vaccins et à la vaccination. Le Service national de la vaccination, qui est une section du Département des soins de santé primaire, a adopté comme référence les 21 buts de la Santé pour tous de l'OMS en matière de vaccination. La plupart des vaccinations sont réalisées par les services publics de vaccination nationale, dans les centres de santé locaux.

Figure 33

Programme de vaccination

<i>Âge</i>	<i>Vaccin</i>
2 mois	Diphtérie/tétanos/coqueluche Poliomyélite <i>Haemophilus influenza</i> de type B
3 mois	Diphtérie/tétanos/coqueluche Poliomyélite <i>Haemophilus influenza</i> de type B
4 mois	Diphtérie/tétanos/coqueluche Poliomyélite <i>Haemophilus influenza</i> de type B
15 mois	Rougeole Oreillons Rubéole
4 ans	Diphtérie/tétanos Poliomyélite
7 ans	Rougeole Oreillons Rubéole
9–10 ans	Hépatite B
12–14 ans	BCG (tuberculose)
16 ans	Diphtérie/tétanos Poliomyélite

Source: Malte – Rapport sur la santé publique, 2002.

311. Les hôpitaux publics proposent une gamme complète de services d'hospitalisation et d'hospitalisation de jour pour enfants et adolescents. Selon les cas ils constituent une sous spécialité d'un service (oncologie, endocrinologie, cardiologie, neurologie et rhumatologie pédiatrique) ou un service spécialisé à part entière et peuvent aussi être dispensés par les services d'urgence et les services de transfert vers l'étranger. Dans de nombreux domaines, des consultations sont également données par des médecins étrangers invités, venant notamment du *Great Ormond Street Hospital* de Londres. *Mater Dei*, le nouvel hôpital public qui doit ouvrir en 2007, viendra compléter l'offre de services exceptionnelle actuellement proposée avec des équipements, un environnement et des services à la pointe du progrès.

312. La figure suivante recense les principaux services prenant en charge des enfants dans le cadre des hôpitaux publics.

Figure 34

Services pour enfants dans les hôpitaux publics

Département	Service
Département de psychiatrie	<i>Child Guidance Clinic</i>
Département de pédiatrie	Unité d'évaluation et de développement de l'enfant
	<i>Child Guidance Clinic</i>
	Chirurgie de jour
	Unité de génétique
	Unité de formation des enseignants hospitaliers
	Unité de néonatalogie
	Unité de cardiologie pédiatrique, hospitalisation de jour
	Service de médecine pédiatrique
	Unité d'oncologie pédiatrique
	Unité de médecine et chirurgie pédiatrique, hospitalisation de jour
	Service de chirurgie pédiatrique
	Unité de soins spéciaux pour nourrissons
	Unités de sous-spécialité
	Unités de santé infantile (centres de santé)

Source: Ministère de la santé, du troisième âge et des soins communautaires.

Services de santé maternelle et infantile

313. Des bilans réguliers sont réalisés pour les femmes enceintes dans les unités de soins anténataux, ainsi qu'un suivi tout au long de la grossesse. Après la naissance, le suivi de la santé et du développement des nourrissons est réalisé dans les unités de santé infantile gérées par le Département des soins de santé primaire dans le cadre de divers centres de santé de district.

314. Un système d'enregistrement électronique de données concernant la santé des enfants a également été conçu, mis au point et testé dans deux unités de santé infantile. Son objectif est de collecter des informations sur les visites de contrôle et de fournir des informations pertinentes sur la population des enfants usagers des unités de santé infantile et des écoles. Le système a été conçu pour permettre une approche plus flexible du recueil de données.

315. Un petit guide sur la santé de l'enfant, distribué gratuitement à toutes les mères de nouveau-nés avant leur sortie de l'hôpital, a été publié par le Département des soins de santé primaire en collaboration avec les départements de pédiatrie et de promotion de la santé. Ce petit livre contient des informations sur le développement normal de l'enfant, la vaccination, la croissance, les problèmes pédiatriques courants ainsi que des messages importants de promotion de la santé concernant la nutrition, la protection contre le soleil, la prévention des accidents, l'intimidation et l'abus de drogue.

316. La création d'une formation dans le cadre d'un programme de promotion des pratiques parentales positives relevant du Département des soins de santé primaire a également été proposée. L'objectif de ce programme est de poser les bases d'une stratégie de prévention des problèmes comportementaux les plus fréquents chez les enfants. La formation comporterait un certain nombre de sessions et serait proposée aux parents usagers des unités de santé infantile et des jardins d'enfants. Le programme serait proposé dans tous les centres de santé.

Allaitement maternel

317. Le mode d'alimentation du bébé est enregistré au moment de sa sortie de l'hôpital mais il est très difficile de suivre et d'enregistrer son évolution par la suite.

318. L'Association des conseillers en allaitement maternel est une organisation à but non lucratif qui travaille avec un certain nombre de parties prenantes pour promouvoir l'allaitement maternel. Son objectif est de protéger le droit de l'enfant à un bon départ dans la vie et de renforcer le droit de la mère à allaiter son enfant. Les principaux rôles de cette ONG sont les suivants:

- Éduquer l'opinion publique
- Défendre les intérêts de la société civile
- Soutenir et défendre les mères qui choisissent d'allaiter leur enfant
- Protéger l'allaitement maternel contre les intérêts commerciaux adverses

319. En 1996, un groupe de travail composé de conseillers en allaitement maternel et de professionnels travaillant dans le domaine de la santé primaire, de la promotion de la santé et des soins maternels a commencé à élaborer une déclaration de principe concernant l'allaitement maternel à Malte. Cette déclaration fait suite à un document de santé publié en 1995 et diffusé auprès de nombreuses parties prenantes en 2000.

Figure 35

Mode d'alimentation des nouveau-nés au moment de leur sortie de l'hôpital

	2004	%	2003	%
Allaitement maternel exclusif	2 130	55	2 165	53
Allaitement artificiel exclusif	1 218	31	1 427	35
Allaitement mixte	501	13	397	10
Autres*	32	0,8	16	0,3
Non précisé	21	0,5	51	1,2

Source: Système national d'information portant sur l'obstétrique, Rapport annuel, 2004.

* «Autres» inclut les bébés qui sont toujours à l'hôpital 28 jours après leur naissance et ceux qui sont décédés avant la date prévue pour leur sortie de l'hôpital.

Obésité infantile

320. Selon le document d'orientation relatif à politique de la santé *Health Vision 2000*, publié en 1995, près de 12 % des nouveau-nés maltais pèsent 4 kg ou plus et 12 % des enfants de 5 ans sont obèses. Ces chiffres montrent que la proportion d'enfants obèses à Malte est très élevée et que la surcharge pondérale est un problème national grave.

321. Le document recommande que d'ici à l'an 2005 la proportion d'enfants de moins de 10 ans dont le rapport poids/taille est supérieur au 97ème centile de la référence de l'OMS descende en dessous de 5 % et que la proportion de ceux dont le poids est supérieur à 120 % de la référence pondérale de Baldwin descende au moins à 15 %.

322. Une étude menée par HSBC a montré que les adolescents maltais sont ceux qui consomment le plus de bonbons (54 %) et se situent également parmi ceux qui ont la plus forte consommation quotidienne de boissons rafraîchissantes (40 %). La présence de distributeurs automatiques dans les écoles et un excès d'argent de poche favorisent ces habitudes qui, associées au manque d'exercice physique régulier, conduisent à l'obésité et autres troubles du comportement alimentaire.

323. Certaines écoles prennent actuellement un certain nombre d'initiatives en vue d'inculquer à leurs élèves de bonnes habitudes alimentaires. Certaines ont instauré des journées commençant par un petit déjeuner sain, d'autres ont retiré bonbons et aliments sans intérêt nutritionnel des distributeurs automatiques, par exemple.

Tabagisme et abus de substances psychotropes

324. Selon l'enquête réalisée par HSBC en 2001-2002, 17 % des garçons et des filles de 15 ans déclaraient fumer au moins une fois par semaine et 8 % des filles et 9 % des garçons fumaient tous les jours. Pour les filles comme pour les garçons, l'âge moyen de la première cigarette était de 12 ans. En outre, 40 % des filles et 56 % des garçons consommaient des boissons alcoolisées au moins une fois par semaine, plaçant ainsi Malte en 4^e position parmi les pays où les jeunes consomment le plus d'alcool.

325. Les résultats de l'enquête indiquent également qu'à 15 ans, 18 % des filles et 25 % des garçons avaient déjà été ivres au moins une fois. Pour les filles comme pour les garçons, l'âge moyen de consommation de la première boisson alcoolisée était de 13 ans et garçons et filles déclaraient avoir été ivres pour la première fois à 14 ans.

326. En ce qui concerne l'abus de substances psychotropes, 4 % des filles et 10 % des garçons de 15 ans disaient avoir déjà consommé au moins une fois du cannabis dans les

12 mois précédents. En 2002, on estimait à 2300 le nombre de toxicomanes à Malte. Le pays a également le plus fort taux de personnes prenant un traitement à la méthadone.⁶⁰

327. La pression des autres et le manque de soutien et de communication familiale accroissent les risques susmentionnés. Par ailleurs, lorsque certains membres d'une famille abusent de l'alcool ou des drogues, cela a divers impacts psychologiques et compromet gravement le bien-être de l'ensemble de la famille.

VIH/sida

Figure 36

Nombre de cas de sida déclarés

<i>Année</i>	<i>Nombre de cas de sida déclarés</i>
2000	12
2001	11
2002	8
2003	5
2004	15
2005	16*

Source: Ministère de la santé, du troisième âge et des soins communautaires (le VIH est une maladie à déclaration obligatoire depuis janvier 2004. Avant 2004, les chiffres correspondent aux tests positifs pour le VIH).

* Une personne avait moins de 17 ans.

C. Sécurité sociale, services et structures de protection de l'enfance

328. Depuis janvier 2011, les familles d'accueil prenant en charge l'entretien et la protection d'enfants bénéficient d'une allocation hebdomadaire d'un montant de 12 livres maltaises par enfant accueilli, âgé de moins de 18 ans et n'exerçant pas d'activité rémunérée. Pour pouvoir accueillir des enfants placés, il faut avoir suivi une formation spécifique et se soumettre à une évaluation de ses aptitudes à exercer cette fonction. Cette allocation a été étendue aux enfants placés en institution.

Accès aux services d'accueil de jour pour les enfants dont les parents travaillent

329. Les services d'accueil de jour pour enfants de moins de 3 ans sont actuellement assurés par un certain nombre de structures commerciales privées. Quant à la garde à domicile, elle se déroule souvent chez la personne assurant la garde. Au centre *Kumpless Access* de Birgu, le Gouvernement a mis en place une structure d'accueil communautaire connue sous le nom de *SmartKids*. En plus de l'accueil de jour pour enfants, ce centre propose des services de soutien familial de grande qualité. Il est considéré comme un exemple de bonnes pratiques dans les îles maltaises.

330. D'autres structures d'accueil de jour pour enfants existent dans le cadre de l'Hôpital public et de l'Université de Malte. La première accueille les enfants du personnel de l'hôpital, la deuxième ceux des membres du personnel de l'Université et ceux des étudiants.

331. La procédure de réglementation des services d'accueil de jour pour enfants a débuté par l'élaboration et la publication d'un document consultatif intitulé «Normes relatives aux

⁶⁰ Malte – Rapport sur la santé publique, 2002.

structures d'accueil de jour pour enfants». Dans une étape ultérieure, ces normes entreront légalement en vigueur et le Département de la protection de la famille passera du statut de prestataire de services au statut d'organisme de régulation du secteur de la protection sociale. Dans une approche collaborative, son rôle sera avant tout d'accompagner les prestataires de services pour les aider à respecter les normes, améliorer les services rendus et augmenter le nombre et la capacité d'accueil des structures.

332. Le document consultatif comporte un ensemble de dix normes couvrant les domaines suivants:

- Personnes compétentes et organisation
- Environnement physique, installations et équipement
- Santé et sécurité des enfants
- Soins, apprentissage et jeux
- Gestion des comportements
- Alimentation et boisson
- Égalité des chances et enfants ayant des besoins spéciaux
- Travail en partenariat avec les parents
- Protection de l'enfance
- Politiques et procédures.

333. En parallèle, l'Office de l'emploi et de la formation professionnelle s'est engagé dans un nouveau projet pour encourager, soutenir et financer l'ouverture de structures d'accueil de jour pour enfants sur les lieux de travail. L'objectif de ce projet, cofinancé par le Fonds social européen est d'encourager les employeurs à proposer des services de garde d'enfants à leurs employés mais également de financer la formation des personnes travaillant auprès des enfants.

334. À Malte, on entend par éducation de la petite enfance les années que les enfants passent au jardin d'enfants, quand ils ont 3 et 4 ans, et les deux ou trois premières années de l'enseignement primaire.⁶¹

335. Le Ministère de l'éducation est responsable de l'éducation des jeunes âgés de 3 à 16 ans. Ceci a été reconnu officiellement avec la publication du Programme d'enseignement minimum en 1999 qui, pour la première fois, a reconnu et pris en compte les deux années que les enfants passent au jardin d'enfants. Le Ministère de l'éducation a défini des lignes directrices pour les personnes souhaitant ouvrir un jardin d'enfants et les jardins d'enfants privés accueillant des enfants de 3 à 5 ans sont enregistrés auprès de la Division de l'enseignement.

Éducation préscolaire

336. Alors que l'État est responsable de l'éducation préscolaire de tous les enfants âgés de 3 à 5 ans, la plupart des écoles privées ont organisé leur propre système de jardin d'enfants. Les jardins d'enfants, qu'ils soient privés ou publics, sont souvent intégrés dans les écoles primaires et ont donc souvent un calendrier similaire. Actuellement, les enfants sont admis dans les jardins d'enfants publics aux mois d'octobre, janvier et avril suivant

⁶¹ Les enfants entrent à l'école obligatoire l'année de leurs 5 ans. À la rentrée des classes, fin septembre, les enfants les plus âgés ont 5 ans et 8 mois (enfants nés en janvier) et les plus jeunes 4 ans et 9 mois (enfants nés en décembre).

leur troisième anniversaire. Les enfants de 3 ans sont admis en première année et les enfants de 4 ans, en deuxième année. Bien que la présence ne soit pas obligatoire, le taux de présence dépasse 96 % des enfants inscrits.

Le programme d'enseignement au niveau du jardin d'enfants

337. La Division de l'éducation publie des lignes directrices concernant le programme d'enseignement recommandé au niveau du jardin d'enfants. Les dernières lignes directrices datent de janvier 2002. Cependant, dans la mesure où il revient au personnel du jardin d'enfants de chaque école de décider du programme d'enseignement, l'expérience vécue par les enfants dépend de la formation, de l'investissement personnel et des initiatives du personnel d'accueil.

338. Au début des années 90, un programme de travail, couvrant les deux années que les enfants passent au jardin d'enfants, a été élaboré. Il a défini six principaux objectifs pour l'enseignement au jardin d'enfants:

- Développement social et émotionnel de l'enfant
- Santé et hygiène
- Développement physique
- Acquisition de concepts dans le domaine des mathématiques, du langage et des sciences
- Préparation à la lecture et à l'écriture
- Développement des capacités imaginatives et créatives de l'enfant

D. Niveau de vie

Prestations de sécurité sociale

339. Le niveau de vie et le bien-être économique se sont considérablement améliorés au cours des dernières décennies. La politique économique du Gouvernement garantit un niveau de vie permettant de satisfaire les besoins des personnes et de leur assurer une meilleure qualité de vie.

Figure 37

Prestations sociales/allocations – 2004

<i>Prestations sociales/allocations</i>	<i>Demandes acceptées</i>	<i>Paiements (lires maltaises)</i>
Allocations familiales	37 809	14 285 476
Prestations maternité	2 774	626 701
Allocations pour enfant handicapé	673	85 766

Source: Département de la sécurité sociale.

Figure 38

Nombre de familles touchant des prestations de sécurité sociale relatives aux enfants

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<i>CA</i>									
1 enfant ouvrant droit aux prestations	21 141	18 368	19 186	19 270	19 576	17 849	18 412	18 169	18 247
2 enfants ouvrant droit aux prestations	19 255	17 702	17 234	16 459	15 871	13 626	14 064	13 746	14 594
3 enfants ouvrant droit aux prestations	5 710	5 115	4 911	4 688	4 449	3 682	3 778	3 679	3 903
≥ 4 enfants ouvrant droit aux prestations	1 432	1 292	1 250	1 153	1 095	859	887	887	994
SA	1 177								
CA + SA	1 495								
PA	8 036								
DCA	577	562	577	603	603	544	597	660	673
FB	52 930								
OA	15	15	12	12	11	10	12	13	10

Source: Département de la sécurité sociale.

Abréviations:

- CA: Children's Allowance (Allocations familiales).
- SA: Special Allowance (Allocation spéciale).
- PA: Parental Allowance (Allocation parentale).
- DCA: Disabled Child Allowance (Allocation pour enfant handicapé).
- FB: Family Bonus (Complément familial).
- OA: Orphan's Allowance (Allocation pour enfant orphelin).

Figure 39

Sommes dépensées par l'État au titre des allocations pour enfant, en livres maltaises

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
CA	18,3	20,4	20,1	19,0	18,4	15,9	15,9	14,9	14,3
DCA	90 277	127 408	172 170	165 811	168 729	172 071	167 348	122 908	85 766
OA	11 952	13 340	12 158	14 006	10 740	9 856	18 868	17 829	17 183

Source: Département de la sécurité sociale.

Abréviations:

- CA: Children's Allowance (Allocations familiales), en millions de livres maltaises
- DCA: Disabled Child Allowance (Allocation pour enfant handicapé).
- OA: Orphan's Allowance (Allocation pour enfant orphelin).

Plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2004-2006

340. En adoptant le Plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2006, le Gouvernement et la société maltaise se sont engagés à mettre en œuvre et à promouvoir un effort concerté et coordonné pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale et favoriser l'inclusion sociale à tous les niveaux de l'action politique. Le plan d'action vise avant tout à faire le point de la situation, identifier les personnes en situation de risque de pauvreté et d'exclusion sociale et reconnaître que des efforts coordonnés sont

nécessaires pour améliorer la vie des personnes qui en ont le plus besoin. Il met par ailleurs en place un cadre de travail pour l'action concrète du Gouvernement et des ONG et prend des dispositions concernant l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'action.

341. L'élaboration du plan national d'action s'est déroulée en quatre phases de consultation. Elle s'est notamment appuyée sur la participation de cinq groupes de discussion et l'organisation d'un séminaire national pour définir une stratégie générale impliquant toutes les parties intéressées. Le document liste les activités apportant une nette contribution au changement de politique, accompagnées de délais bien définis et de paramètres financiers. La collaboration entre les ONG, les partenaires sociaux, les organisations religieuses et les organes gouvernementaux se révèle fondamentale pour la mise en place d'une approche nationale multidimensionnelle. La préparation du Plan national d'action a également été l'occasion de renforcer la prise de conscience concernant le processus d'inclusion sociale au niveau de l'opinion publique, des décideurs politiques et des professionnels.

342. Les objectifs stratégiques et mesures concrètes du plan d'action ont été définis dans le contexte d'une population vieillissante, de l'évolution des structures familiales, de l'amélioration des conditions de vie, d'une plus grande tolérance vis-à-vis de la diversité, de la promotion de l'égalité des genres et d'un secteur de l'emploi diversifié. Ces facteurs font apparaître de nouveaux besoins en matière de restructuration du système de protection sociale et d'élaboration de nouvelles politiques d'inclusion sociale. Le plan reconnaît que ces évolutions entraînent divers risques de pauvreté et d'exclusion sociale et définit les grandes lignes d'action, dans une approche stratégique fondée sur les trois piliers suivants:

- Augmenter le taux global d'emploi, notamment celui des femmes, élaborer des politiques pour rendre le travail attractif et favoriser la création de plus d'emplois de meilleure qualité, pour les hommes comme pour les femmes actuellement inactifs ou bénéficiant de prestations sociales
- Lutter contre l'analphabétisme et améliorer le niveau d'études des jeunes étudiants et des adultes plus âgés
- Renforcer le système de protection sociale pour répondre aux besoins des plus nécessiteux et développer le logement social et économique, facteur de bien-être.

343. Le plan national d'action définit 12 priorités clés pour appliquer la stratégie susmentionnée:

- **Priorité clé n° 1** Développer l'emploi et la capacité d'insertion professionnelle des groupes vulnérables (personnes non qualifiées, au chômage depuis longtemps, inaptes à travailler à temps plein, ayant des enfants dépendants, handicapées, etc.)
- **Priorité clé n° 2** Augmenter le taux d'emploi des femmes, actuellement bas
- **Priorité clé n° 3** Augmenter le taux d'emploi des personnes de 55 ans et plus, actuellement bas
- **Priorité clé n° 4** Rendre le travail attractif
- **Priorité clé n° 5** Faire en sorte que tous les membres de la société sachent lire, écrire et compter, réduire l'absentéisme scolaire et favoriser les opportunités de formation tout au long de la vie, dans tous les milieux sociaux et dans de nombreux domaines
- **Priorité clé n° 6** Développer l'inclusion et l'égalité des chances pour les élèves ayant un handicap ou des difficultés d'apprentissage, dans l'enseignement primaire et secondaire

- **Priorité clé n° 7** Renforcer l'aide aux familles dans le besoin et aux familles en situation de risque d'exclusion sociale, notamment celles qui sont victimes de violence familiale
- **Priorité clé n° 8** Promouvoir la prise de conscience de la population en matière de droits de l'enfant et mettre en place des services permettant de protéger et de rendre autonomes les enfants et les jeunes
- **Priorité clé n° 9** Faire en sorte que les groupes vulnérables aient un logement décent et économique, en développant l'offre de services et les projets en ce sens
- **Priorité clé n° 10** Faciliter l'accès aux services pour les groupes défavorisés (personnes ayant des problèmes de santé mentale, mères seules, victimes de violence familiale, toxicomanes, réfugiés et migrants en situation irrégulière)
- **Priorité clé n° 11** Garantir un régime de pensions adéquat et viable
- **Priorité clé n° 12** Réhabiliter la zone du grand port afin d'améliorer l'accès au logement, à l'emploi, aux services communautaires et aux structures sociales.

344. Parmi ces priorités clés, les priorités n° 5, 6 et 8 concernent particulièrement les enfants.

Logement

345. L'énoncé de mission de l'Autorité du logement précise qu'«un logement décent renforce les communautés et constitue un meilleur environnement pour élever nos enfants». Ladite autorité s'acquitte de sa mission en aidant activement les enfants et les familles au travers des services qu'elle propose. Ceci est également conforme à l'article 27 de la Convention, selon lequel «les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social».

346. L'Autorité du logement aide les familles avec enfants de nombreuses manières, grâce à ses divers plans et programmes de vente.

Système d'aide aux personnes handicapées

347. L'autorité de logement apporte une aide financière à la réalisation de travaux d'adaptation dans les logements occupés par des personnes handicapées. Cette aide permet à ces personnes d'adapter leur logement à leurs besoins pour en améliorer l'accessibilité et pouvoir vivre une vie plus indépendante ou semi-indépendante, évitant ou retardant ainsi l'institutionnalisation.

348. Au total, 46 enfants ont bénéficié de ce système d'aide spécifique. Le tableau suivant indique le nombre de bénéficiaires en fonction de l'âge.

Figure 40

Nombre de bénéficiaires du système d'aide aux personnes handicapées

Groupe d'âge	Nombre d'enfants
0–10	20
11–18	26
Total	46

Source: Autorité du logement.

Allocation logement

349. Les enfants bénéficient également de l'allocation logement pour l'acquisition d'un logement, à laquelle de nombreux parents seuls, en majorité des mères, se portent candidats. Les tableaux suivants contiennent des précisions statistiques.

350. En 2003, l'Autorité du logement a abaissé l'âge minimum auquel les enfants peuvent demander à bénéficier personnellement d'une allocation logement. Cet âge est passé de 18 à 16 ans. L'allocation est conçue pour les jeunes qui souhaitent louer un logement pour vivre une vie indépendante.

Figure 41

Nombre de bénéficiaires de l'allocation pour l'acquisition d'un logement

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Nombre de familles</i>	<i>Nombre total d'enfants</i>
1	213	213
2	107	214
3	34	102
4	14	56
5	5	25
Total	373	610

Source: Autorité du logement.

Figure 42

Nombre d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant du système d'allocation logement

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Nombre d'enfants</i>
0–10	353
11–18	238
Total	591

Source: Autorité du logement.

Acquisition d'un logement

351. L'Autorité du logement favorise l'accès à la propriété en construisant des logements abordables dans le cadre de programmes immobiliers spécifiques. Pendant la période annuelle de vente, les nouveaux logements sont vendus à un prix subventionné à hauteur d'environ 33 %. Près de la moitié des logements sont réservés aux familles avec enfants y compris aux familles monoparentales avec enfants.

352. Au total 358 enfants, dont 321 enfants de moins de 18 ans, ont indirectement bénéficié des logements vendus par l'Autorité du logement, lorsqu'ils en ont fait la demande avec leurs parents. Le tableau suivant indique le nombre d'enfants bénéficiaires en fonction de leur groupe d'âge.

Figure 43

Nombre d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant de l'acquisition d'un logement

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Nombre d'enfants</i>
0–10	231
11–18	90
Total	321

Source: Autorité du logement.

353. Ces dernières années, l'Autorité de logement a fourni différentes aides aux enfants. Depuis octobre 1999, 958 enfants ont été aidés.

Figure 44

Nombre total d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant des aides de l'Autorité du logement

<i>Type d'aide</i>	<i>Nombre d'enfants</i>
Aide aux personnes handicapées	46
Allocation logement	591
Acquisition d'un logement	321
Total	958

Source: Autorité du logement.

Entretien et réparations

354. Ce programme, lancé en 2002, a été créé à l'intention des personnes défavorisées, à très faible niveau de revenus qui obtiennent difficilement de l'aide dans le cadre d'autres programmes. Il se singularise en adoptant une approche plus individualisée. Contrairement aux programmes où les bénéficiaires doivent se mettre en rapport avec les entreprises pour faire effectuer les travaux de réparation, dans le cadre du programme «Entretien et réparations» c'est le personnel de l'Autorité du logement qui coordonne les entreprises au nom des bénéficiaires. L'objectif est d'éviter des tracasseries inutiles aux personnes en situation vulnérable. Parmi les divers bénéficiaires de ce programme on peut citer les familles monoparentales avec enfants.

VIII. Mesures de protection spéciale**A. Enfants ayant affaire à l'administration de la justice pour mineurs****Administration de la justice pour mineurs**

355. La justice pour mineurs est rendue par les tribunaux pour mineurs. Le système de protection sociale assiste les jeunes impliqués dans des affaires pénales, quelle qu'en soit la raison. En 2001, *Agenzija Appoġġ* a lancé un programme thérapeutique en institution pour les garçons adolescents ainsi que des services de proximité pour les adolescents, filles et garçons. Après 18 mois de fonctionnement, ce programme a été évalué et remplacé par un projet de proximité répondant mieux aux besoins des usagers.

356. Le Service de proximité pour les adolescents accomplit un travail social d'intervention auprès des adolescents et de leurs familles. Il fournit une aide psychologique,

un hébergement pour les jeunes sans abri (ou ceux qui ont besoin d'être temporairement séparés de leur famille), ainsi qu'une assistance au niveau scolaire ou professionnel selon les cas. Les travailleurs sociaux de ce service travaillent en étroite collaboration avec les services de probation et sont présents lors des audiences des tribunaux pour mineurs. Leur rôle consiste à aider le magistrat à prendre les meilleures décisions possibles, compte tenu de la situation particulière de chaque jeune.

357. Jusqu'en 2004, il existait une Unité socio-juridique au sein du Département de la protection de la famille. Elle proposait une gamme complète de services préventifs, de soutien et d'orientation aux jeunes délinquants et à leurs familles et améliorait leur connaissance de la législation.

358. La police adressait les jeunes primo délinquants à l'Unité socio-juridique, avant leur comparution devant le tribunal pour mineurs. À partir de 2000, un travailleur social de cette même unité était présent lorsque la police procédait à l'interrogatoire des mineurs.

359. Pendant les derniers mois de 2003, lorsque le Département de la protection de la famille a été appelé à assumer de nouvelles fonctions de régulation et que sa charge de travail social a été progressivement transférée à d'autres organes prestataires de services, un groupe de travail a été mis en place pour gérer le transfert des affaires traitées par l'Unité socio-juridique impliquant les tribunaux pour mineurs et la police. Ce transfert a été achevé pendant l'année 2004.

Enfants privés de liberté, y compris enfants soumis à toute forme de détention, d'emprisonnement ou de placement dans un établissement surveillé

360. Pendant la période faisant l'objet du présent rapport, une nouvelle Unité de réadaptation pour jeunes délinquants a été créée. Elle dispose d'installations spécifiquement conçues pour le bon développement des jeunes détenus avec, notamment, une bibliothèque, une salle de musique, un atelier, une salle de sport, une buanderie, des installations pour les visites ainsi qu'une vaste cour de promenade et un certain nombre de salles communes.

361. Elle dispense un programme complet de cours dans les disciplines suivantes, entre autres: maltais, anglais, italien, mathématiques, musique, géographie, histoire, informatique, raisonnement imaginaire, arts, travaux manuels et cuisine. Un programme complet de loisirs incluant diverses activités de conditionnement physique est également mis en place.

362. La direction de l'Unité de réadaptation pour jeunes délinquants, en collaboration avec les services de probation et les autres organismes publics compétents, s'efforce en permanence de développer les activités professionnelles et les programmes de réadaptation sociale pour jeunes délinquants.⁶²

Réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale de l'enfant

363. Les services de probation contribuent à la stabilité sociale en aidant à faire baisser la fréquence des infractions et en assurant la réinsertion des délinquants (y compris des jeunes délinquants) dans un cadre social opérationnel.

364. Une nouvelle structure a été définie pour les services de probation en 1998, dans le cadre du Département des services correctionnels. L'objectif de cette nouvelle structure est de renforcer la probation et de développer et améliorer les services offerts. En outre, en 2002, une nouvelle loi sur la probation a été adoptée pour remplacer la législation existant antérieurement en la matière et pour faire en sorte que le service de probation soit conforme

⁶² <http://www.educationinprison.org/countryinfo/Malta>.

aux évolutions récentes. Afin de répondre aux besoins des jeunes délinquants, la nouvelle législation prévoit que, dans la mesure du possible, l'agent de probation désigné pour assurer le suivi d'un délinquant de moins de 16 ans, devra être une personne ayant une bonne expérience de la relation avec les enfants et les jeunes.

B. Enfants victimes d'exploitation

Exploitation économique et travail des enfants

365. En plus des dispositions de la Constitution et de la loi sur l'éducation, qui prévoient l'interdiction du travail des enfants à Malte, il est apparu nécessaire d'assurer une meilleure protection des enfants en ce qui concerne l'emploi, ce qui a été fait grâce à l'entrée en vigueur de la réglementation relative aux jeunes (Emploi). Les principaux objectifs de ce texte sont d'interdire le travail des enfants et de réglementer l'emploi des adolescents et des jeunes. En vertu de cette réglementation, les employeurs sont légalement tenus d'offrir à leurs jeunes employés des conditions de travail adaptées tout en veillant à ce qu'il ne soient pas exploités ou à ce qu'ils ne fassent pas un travail susceptible de compromettre leur éducation ou de porter atteinte, d'une quelconque manière, à leur bien-être et à leur développement.

Vente, traite et enlèvement

366. À la suite de l'adoption de la loi sur l'enlèvement et la garde des enfants, portant adhésion à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (1980) et à la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, le Département de la protection de la famille a été désigné comme Autorité centrale.

367. L'Autorité centrale a pris en charge son premier dossier en 2001 et fin 2004 sa charge de travail s'élevait à huit dossiers. Le tableau suivant résume l'activité de l'Autorité centrale entre 2001 et 2004.

Figure 45

Activité de l'Autorité centrale en charge de l'enlèvement international d'enfants

<i>Année</i>	<i>Nombre de cas</i>
2001	1
2002	4
2003	6
2004	8

Source: Département de la protection de la famille

Annexe: Liste des figures

	<i>Page</i>
Figure 1 Population enfantine, par groupe d'âge.....	6
Figure 2 Statut professionnel des pères et des mères d'enfants de moins de 17 ans, 2003.....	7
Figure 3 Type d'emploi occupé par les pères et mères d'enfants de moins de 17 ans, 2003.....	7
Figure 4 Dépenses de divers services et départements (en millions de livres maltaises)	20
Figure 5 Nombre de familles touchant des allocations familiales	34
Figure 6 Nombre de familles touchant une allocation pour enfant handicapé et des prestations maternité	34
Figure 7 Nombre d'affaires de séparations	39
Figure 8 Nombre d'affaires se trouvant au stade de la médiation	40
Figure 9 Mineurs non accompagnés, 1997-2004.....	42
Figure 10 Adoptions nationales et internationales à Malte.....	46
Figure 11 Données statistiques concernant la ligne d'assistance téléphonique 179	48
Figure 12 Ventilation des appels en fonction de l'âge.....	48
Figure 13 Ventilation des appels en fonction du sujet traité.....	48
Figure 14 Services fournis par <i>Aġenzija Appoġġ</i>	50
Figure 15 Nombre de cas signalés à <i>Aġenzija Appoġġ</i> entre 1997 et 2004	50
Figure 16 Nombre de cas signalés à <i>Aġenzija Appoġġ</i> ventilés par sexe.....	51
Figure 17 Nombre de cas signalés à <i>Aġenzija Appoġġ</i> ventilés par âge	51
Figure 18 Nombre de cas signalés à <i>Aġenzija Appoġġ</i> ventilés par type de maltraitance	51
Figure 19 Ordonnances de placement prises entre 1997 et 2004.....	52
Figure 20 Ordonnances de placement révoquées	53
Figure 21 Nombre de familles d'accueil entre 1997 et 2004.....	53
Figure 22 Nombre d'enfants vivant dans les institutions d'accueil de l'Église entre 1997 et 2004	55
Figure 23 Nombre d'enfants vivant dans les institutions du <i>Conservatorio Vincenzo Bugeia</i> et de <i>Dar is-Sliem</i> (Birkirkara)	56
Figure 24 Nombre d'enfants résidant au foyer de l'établissement scolaire St Patrick entre 1997 et 2004	56
Figure 25 Nombre de naissances entre 1997 et 2004	60
Figure 26 Nombre de décès d'enfants de moins de 1 an	60
Figure 27 Mortalité infantile ventilée par cause	61
Figure 28 Âge révolu au moment du décès (ensemble de la population)	61
Figure 29 Âge révolu au moment du décès (hommes)	62
Figure 30 Âge révolu au moment du décès (femmes)	62
Figure 31 Taux de mortalité en fonction du sexe et du groupe d'âge.....	63

Figure 32	Espérance de vie à différents âges, en fonction du sexe.....	63
Figure 33	Programme de vaccination.....	65
Figure 34	Services pour enfants dans les hôpitaux publics	66
Figure 35	Mode d'alimentation des nouveau-nés au moment de leur sortie de l'hôpital	68
Figure 36	Nombre de cas de sida déclarés.....	69
Figure 37	Prestations sociales/allocations – 2004	71
Figure 38	Nombre de familles touchant des prestations de sécurité sociale relatives aux enfants	72
Figure 39	Sommes dépensées par l'État au titre des allocations pour enfant, en liras maltaises.....	72
Figure 40	Nombre de bénéficiaires du système d'aide aux personnes handicapées	74
Figure 41	Nombre de bénéficiaires de l'allocation pour l'acquisition d'un logement.....	75
Figure 42	Nombre d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant du système d'allocation logement	75
Figure 43	Nombre d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant de l'acquisition d'un logement.....	76
Figure 44	Nombre total d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant des aides de l'Autorité du logement.....	76
Figure 45	Activité de l'Autorité centrale en charge de l'enlèvement international d'enfants	78
